



Arxiu històric FUNDACIÓ JAUME BOFILL

# Las fundaciones europeas en el horizonte del 92

Centro de Fundaciones Españolas

OCTUBRE 1989

FUNDACIÓ  
*Fundació*  
JAUME  
*Jaume*  
BOFILL  
*Bofill*



DECLARACION DE SANTIAGO 11/10/89

LOS ASISTENTES AL ENCUENTRO SOBRE LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92 CELEBRADO EN SANTIAGO DE COMPOSTELA DEL 9 AL 11 DE OCTUBRE DE 1989 ACUERDAN REALIZAR LA SIGUIENTE DECLARACION RESPECTO AL PAPEL DE LAS FUNDACIONES EN LA CONSTRUCCION DE LA NUEVA EUROPA:

- SI TENEMOS EN CUENTA QUE EL PAPEL DEL ESTADO Y DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS ESTA DISMINUYENDO PROGRESIVAMENTE EN LAS MATERIAS QUE AFECTAN A LA VIDA DIARIA DE LOS CIUDADANOS EUROPEOS DEBIDO A LAS TENDENCIAS HACIA LA DESREGULARIZACION QUE SE MANIFIESTAN TANTO EN LA EUROPA OCCIDENTAL COMO EN LOS PAISES DEL ESTE,

- SI CONSIDERAMOS QUE ESTE REPLANTEAMIENTO DEL PAPEL DEL ESTADO HA LLEVADO A PRESTAR UNA RENOVADA ATENCION HACIA LAS INSTITUCIONES DE LA SOCIEDAD CIVIL SIN FIN DE LUCRO QUE HAN CONTRIBUIDO TRADICIONALMENTE EN EUROPA A LA SOLUCION DE PROBLEMAS HUMANOS SOCIALES Y CULTURALES DEL VIEJO CONTINENTE,

- EN LA CONFIANZA DE QUE LA EXISTENCIA DE UN TERCER SECTOR VIGOROSO, EN EL QUE ESTAN COMPRENDIDAS LAS FUNDACIONES Y OTRAS ASOCIACIONES SIN FIN DE LUCRO, ES INDISPENSABLE PARA EL DESARROLLO Y LA CONSOLIDACION DE LA EUROPA DE LOS CIUDADANOS Y DE QUE DICHO SECTOR DEBE SER CONSIDERADO COMO UNA VERDADERA ESCUELA DE RESPONSABILIDAD Y UN INSTRUMENTO ACTIVO DE SOLIDARIDAD,

- POR TODO ELLO SUGERIMOS QUE TANTO LAS AUTORIDADES EUROPEAS COMO LAS NACIONALES TOMEN LAS MEDIDAS PERTINENTES PARA APOYAR, CONSOLIDAR Y DESARROLLAR LAS POSIBILIDADES DEL SECTOR NO LUCRATIVO Y PROPICIEN LOS CAMBIOS NECESARIOS EN EL TRATAMIENTO LEGAL Y FISCAL DE LAS FUNDACIONES CON EL FIN DE QUE EL SECTOR VOLUNTARIO PUEDA DESARROLLAR PLENAMENTE SUS POSIBILIDADES AL SERVICIO DE LOS CIUDADANOS DE LA NUEVA EUROPA.

SANTIAGO DE COMPOSTELA 11 DE OCTUBRE DE 1989

## Le mécénat et le patrimoine historique

### 1. Existence et développement du mécénat

#### a. Patrimoine historique =

- . monuments et ensembles architecturaux protégés pour leur valeur historique ou esthétique
- . oeuvres d'art et collections d'objets, témoins du génie et de l'histoire d'un peuple.

#### b. Ce mécénat a toujours existé

A des princes éclairés protecteurs des arts succède l'Etat moderne à qui revient la responsabilité première de la sauvegarde du patrimoine historique.

Mais une large place reste à l'initiative privée :

- . des citoyens;
- . des associations volontaires ou fondations;
- . des entreprises, dont l'intervention plus récente est aussi plus spectaculaire.

#### c. Ce mécénat répond à des besoins nouveaux

Le champ du patrimoine historique à protéger s'étend, en nombre et en nature. Il faut mobiliser de nouveaux moyens, humains et financiers, en complément aux finances publiques : le mécénat est une réserve de ressources nouvelles.

"Mieux vaut prévenir que guérir". Il s'agit non seulement de restaurer le patrimoine délabré, mais surtout d'en assurer la "conservation" par l'entretien et la mise en valeur.

#### d. Le mécénat reste marginal

Même si la collecte de chiffres précis est difficile, il apparaît clairement que l'essentiel de cet effort de "conservation" est supporté par les pouvoirs publics et, ensuite, par les propriétaires.

Le mécénat est une ressource complémentaire considérable, parfois décisive, mais souvent marginale.

#### e. Quelles contreparties ?

Un mécénat gratuit est exceptionnel. On ne le rencontre vraiment que dans l'action volontaire de fondations ou d'associations sans but lucratif.

Le plus souvent, le "mécène" cherche quelque intérêt dans son intervention, en honneurs et en prestige, et aussi au plan matériel, selon les cas :

mobile mécène	geste gratuit	recherche de contreparties
citoyen	X	XXXX
association	XXX	XX
entreprise	-	XXXXX

Le mécénat dans le champ du patrimoine historique peut apporter de belles contreparties, qui expliquent le développement du mécénat d'entreprise :

- . outre la valeur patrimoniale d'une demeure historique ou d'une collection,
- . il y a surtout un enrichissement de l'image du mécène (honneur, prestige, légitimité sociale) quant il apparaît comme le protecteur de valeurs culturelles essentielles
- . et cela, d'autant plus que le "geste" du mécène aura été médiatisé - d'où l'importance accordée aux médias et à des opérations spectaculaires.

Si le mécène se sert, pour son image, des valeurs du patrimoine historique, réciproquement il renforce aussi ces valeurs aux yeux de l'opinion, par la reconnaissance ainsi apportée de la part de personnalités ou d'entreprises importantes du monde économique. Même si les aspects prestigieux sont privilégiés.

L'autorité publique doit être attentive. Bien sûr elle doit prévenir l'assujettissement de valeurs culturelles au commerce. Mais plus fondamentalement, elle ne peut laisser croire que le mécénat d'entreprise serait la solution, aux risques d'un désengagement de sa part et d'une démobilisation de l'opinion. L'autorité publique aussi doit avoir une stratégie de communication.

Bref, le mécénat doit être encouragé, mais comme un apport complémentaire important et dans le cadre de programmes de partenariat où autorités publiques, propriétaires, associations et entreprises conjuguent leurs efforts.

## 2. Encouragement du mécénat et de la conservation

### a. Soutien général

Il s'agit, dans le chef des responsables de la conservation du patrimoine historique, de définir des objectifs et des méthodes proposés aux "mécènes".

- . l'inventaire d'immeubles protégés disponibles avec analyse de leur état sanitaire et propositions de réaffectations possibles, pour capter l'intérêt d'un entrepreneur-mécène;
- . le recueil de statistiques et de données chiffrées, pour mesurer et mettre en lumière les opérations de "conservation" menées avec intervention du mécénat;
- . le montage d'un co-financement pour associer autorités publiques et secteur privé, tant dans la réhabilitation d'une demeure historique que dans sa gestion;
- . l'attribution d'un prix, même symbolique, vient consacrer des réalisations heureuses, qui répondent à la politique (nationale ou européenne) de sauvegarde du patrimoine historique;
- . l'organisation de concours dans l'esprit : "entreprendre pour sauvegarder" sélectionne et soutient des projets privés pour lesquels un mécénat est déjà acquis ou bien peut ainsi être trouvé;
- . les fondations et associations sans but lucratif remplissent souvent un rôle fondamental dans la conservation d'un immeuble historique, le rayonnement d'un musée et la sensibilisation de la population à l'héritage culturel. Il est de l'intérêt général de les encourager et d'assouplir les réglementations qui s'appliquent à leur création et à leur fonctionnement;
- . la dation en paiement, quand elle permet l'apurement des impôts (sur le revenu ou sur les successions) par la dation d'oeuvres d'art majeures est un mécanisme efficace d'enrichissement du patrimoine public.

### b. Incitants fiscaux au mécénat

Dans la majorité des cas, la perspective d'une réduction fiscale est déterminante dans la démarche de mécénat, pour les personnes privées comme pour les entreprises.

- . les libéralités sous forme d'oeuvres d'art aux collections publiques peuvent être déduites des revenus imposables, du moins pour les personnes physiques, sur un ou sur plusieurs exercices fiscaux, moyennant quelques conditions de sélectivité;
- . les libéralités en espèce peuvent être déduites des revenus imposables des personnes physiques et des entreprises si elles sont faites à des musées, ou à des fondations ou associations sans but lucratif dont l'objet social est la conservation du patrimoine historique (mobilier ou immobilier);
- . les dépenses professionnelles déductibles du bénéfice imposable représentent la majorité des moyens mis en oeuvre par le mécénat (surtout d'entreprises); s'il y a exigence d'une contrepartie (la publicité, p.ex.), il y a moins de contraintes que dans le régime d'exonération

des libéralités; ces dépenses peuvent couvrir la location et l'entretien d'un édifice classé.

### c. Incidants fiscaux à la conservation

La charge de la conservation du patrimoine historique, en particulier du patrimoine architectural, incombe surtout aux propriétaires, parmi lesquels nombre de personnes privées. Certes la propriété d'une demeure historique peut offrir des avantages, mais souvent elle représente des charges financières considérables. Si bien que le propriétaire qui assume ces charges, s'il n'est pas un "mécène" au sens strict peut y être assimilé. Outre les habituelles subventions aux opérations de restauration, un éventail de mesures fiscales encouragent la conservation du patrimoine architectural classé :

- . la T.V.A. sur les travaux de restauration et d'entretien est exonérée ou réduite au taux le plus favorable;
- . les frais d'entretien, en tout ou en partie, sont déductibles des revenus imposables, sur un ou plusieurs exercices fiscaux, pourvu que l'édifice classé soit ouvert au public;
- . les impôts fonciers ou sur la fortune font abstraction, du moins pour partie, de la propriété d'un édifice classé;
- . les droits de succession et de mutation peuvent aussi être établis en prenant en considération le classement de l'immeuble;
- . l'amortissement fiscal des dépenses de restauration peut être accéléré;
- . les fondations et associations sans but lucratif peuvent être exonérées d'impôt sur leurs revenus, ou bénéficier d'une réduction d'impôt, en reconnaissance de leur rôle positif dans la mobilisation de moyens nouveaux pour la conservation.

### 3. Conclusion

Les besoins financiers de la conservation s'étendent. En complément de l'effort nécessaire et fondamental des pouvoirs publics, le mécénat doit être encouragé, qu'il émane des personnes privées, des associations ou des entreprises. Mais la médiatisation du mécénat d'entreprise ne doit occulter ni l'importante intervention publique (frais directs + dépenses fiscales), ni les charges assumées par les propriétaires.

La conservation du patrimoine historique est une responsabilité civile dont la charge, même le soutien au mécénat, est supportée par la collectivité. Les citoyens-contribuables sont, d'une certaine manière, tous des mécènes !!

Jean-Louis LUXEN  
Président du Comité Directeur pour la  
conservation du Patrimoine historique  
du Conseil de l'Europe

# développement culturel

Bulletin du Département des Etudes et de la Prospective - 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris - Tél. : 42.33.99.84  
Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel

n° 71

septembre 1987

## Mécénat en Europe

Dans presque tous les pays membres du Conseil de l'Europe, la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt constituent une date charnière : c'est à ce moment-là, en effet, que l'on voit naître le débat sur le mécénat, un débat qui divise les citoyens de ces pays.

### Mécénat individuel : des traditions constantes

A travers les 23 pays adhérents à la convention culturelle européenne (1), on trouve d'abord une communauté d'inspiration et de pratiques en ce qui concerne la libre participation des particuliers à la vie artistique et culturelle. Des pays aussi éloignés par la géographie et leurs traditions nationales que la Finlande et la Turquie, ou Chypre et l'Islande, connaissent des formes de mécénat fondées semblablement sur d'anciennes habitudes familiales, ou aussi, pour le second exemple, sur l'impératif de contribuer à l'affirmation de l'identité nationale face aux pressions extérieures.

Autres caractéristiques communes, les mécènes d'Europe agissant à titre individuel appartiennent le plus souvent aux classes les plus favorisées par la fortune ou l'éducation, et aux milieux citadins, notamment ceux des régions économiquement fortes. Ils ne se contentent pas de financer la vie culturelle, mais ils s'y investissent personnellement dans la plupart des pays : participation à des associations d'intérêt général, à des chantiers de restauration, à la vie d'institutions spécialisées (musées, orchestres, théâtres, ballets, etc.).

(1) A savoir : Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Lichtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Saint-Siège, Suède, Suisse, Turquie.

### Mécénat d'entreprise : un sujet en vogue

L'intervention des entreprises du secteur marchand dans les questions touchant à la culture est un point de forte controverse. Considérée comme allant de soi au Royaume-Uni, au Portugal, en Italie (par exemple), elle n'est pas un concept aussi généralement admis dans des pays comme la Norvège, la France, l'Autriche ; elle est tenue en vive défiance par les milieux gouvernementaux et les professions de la culture en Suède, en dépit des marques de bonne volonté prodiguées au niveau national par les entreprises du pays.

Mais les pays européens ont pour caractéristique commune de débattre abondamment du sujet, quelles que soient les attitudes dominantes à son égard. Ce débat s'inscrit dans les réunions et colloques à caractère national ou pluri-national, articles de presse, controverses parlementaires et projets de textes législatifs, enquêtes diligentées selon les cas par les milieux administratifs ou les fédérations d'entreprises, études universitaires (2).

A constater l'importance que la question du mécénat d'entreprise a revêtu en quelques années à travers toute l'Europe — et pas seulement en France —, on est conduit à penser qu'il s'agit d'un phénomène issu de l'évolution politique, économique et sociale des pays industrialisés, lié à la fois à l'expansion des activités culturelles et artistiques (donc de la « de-

(2) En ce qui concerne les instances européennes, on dispose ainsi de la Résolution des ministres responsables des Affaires culturelles réunis au sein du Conseil des Communautés Européennes, concernant le mécénat des entreprises dans le domaine des activités culturelles (13 novembre 1986) ; de la Recommandation 1018 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative au mécénat privé et à la culture (28 septembre 1985), et de la Réponse du Comité des ministres sur ce dernier texte.

mande »), à la stagnation généralisée des ressources publiques, et à la révision de la fonction de l'entreprise dans le sens d'une intégration plus subtile aux rouages de la vie collective.

### Qu'en pensent les bénéficiaires ?

Parfait reflet de cette agitation des idées, la position des bénéficiaires potentiels du mécénat n'est que très rarement tiède : qu'il s'agisse des artistes ou des professionnels divers de la culture, des milieux associatifs, des institutions culturelles officielles, la tendance est de franche ouverture, plus rarement de méfiance ou d'hostilité, mais presque jamais d'indifférence.

### Quels sont les choix culturels les plus notables pour les entreprises ?

La création paraît, sur l'ensemble des pays dont on commence à connaître la situation (soit une vingtaine), légèrement privilégiée par rapport à la diffusion de la culture et à la conservation du patrimoine. Les autres fonctions traditionnelles de la vie culturelle : animation, formation, gestion, recherche — semblent beaucoup plus rarement se prêter à des interventions du mécénat. Parmi les cas qui infirment ces tendances générales, on relève ceux de Chypre et de l'Italie, où la création figure nettement en retrait, et celui de la Grande-Bretagne, où l'ABSA (Association for Business Sponsorship of the Arts) affecte aux actions d'animation et de formation une place prééminente.

Neuf réponses parmi toutes celles qui ont été rassemblées à l'occasion de l'enquête du Conseil de l'Europe et du département des Etudes et de la Prospective (voir encadré de présentation de l'enquête) apportent des informations beaucoup plus précises sur la répartition des actions de mécénat entre 28 domaines culturels dont la liste était proposée à titre indicatif. Ces réponses émanent de l'Autriche, de la Belgique (communauté francophone), de Chypre, de la Finlande, de la France, des Pays-Bas, de la Turquie et du Royaume-Uni (Office of Arts and Libraries d'une part, et ABSA). En gardant à l'esprit le facteur approximatif, ou intuitif, que ce type de renseignements comporte obligatoirement, le cumul des cotations ainsi obtenu permet de tracer un premier profil des tendances majeures du mécénat d'entreprises en Europe.

Il est intéressant de rapprocher ce profil de celui qui avait été établi pour la situation française, sur la base des mêmes vingt-huit rubriques, à l'occasion de l'enquête menée en 1985. On constate un tassement beaucoup plus prononcé dans les préférences exprimées au niveau des neuf pays, ce qui s'explique facilement du fait que les tendances des uns annulent les choix privilégiés par d'autres. On observe par ailleurs un degré de concordance assez notable

entre ce que l'on connaissait des orientations des entreprises françaises, et ce qu'apporte l'information recueillie sur ces huit autres pays : neuf domaines culturels sur les vingt-huit cités figurent dans les deux cas au même rang « hiérarchique » ; il s'agit de la peinture, de la musique, du soutien aux musées, du théâtre, de l'édition d'art, de la création de mode, des marionnettes, du cirque et du mime. En outre, cinq domaines sont cités à un rang immédiatement supérieur ou inférieur (sculpture, graphisme, danse, archéologie, architecture contemporaine), soit au total 50 % de situations identiques ou équivalentes entre les deux modes d'approche (le premier était fondé sur les déclarations des entreprises, le second sur le témoignage d'observateurs extérieurs).

Certains domaines en revanche occupent des places considérablement éloignées selon les deux types de distribution, tels l'art lyrique (figurant en troisième position dans l'analyse des neuf réponses européennes et en neuvième position pour la France) ou les spectacles folkloriques (quatorzième position en Europe, vingt-quatrième position en France) (voir graphique ci-contre).

### Que font les pouvoirs publics ?

L'examen comparé des grandes orientations des dépenses culturelles publiques fait ressortir une forte tendance, par-delà diverses priorités nationales, à privilégier la fonction patrimoniale sur la diffusion culturelle et, bien plus, sur la création (on note avec intérêt que le mécénat d'entreprise, pris globalement, semble accorder ses préférences selon une hiérarchie inversée, même si les écarts en sont nettement plus serrés).

La crainte régnant dans de nombreux milieux culturels de voir diminuer la subvention publique au rythme du développement du mécénat d'entreprise est prise en considération par la plupart des gouvernements, qui soit mettent au point des systèmes de participation financière aux actions des mécènes (comme au Royaume-

Extraits du préambule du décret-loi n° 258/86 du 28 août 1986 sur la fiscalité du mécénat. Ministère portugais des Finances.

« (...) le soutien financier à la création, à l'action et à la diffusion culturelles ne doit pas incomber exclusivement aux pouvoirs publics, dans la mesure où, en ce domaine, une responsabilité particulière revient à toute la Communauté portugaise, car il s'agit de la défense et de la sauvegarde de quelque chose qui est la raison même de l'existence du Portugal en tant qu'entité autonome dans le concert des peuples. Au moment où le pays s'intègre à la Communauté économique européenne, il devient plus impérieux de préserver et d'affirmer l'identité culturelle portugaise et il s'avère par suite nécessaire de créer des conditions susceptibles de permettre aux particuliers d'aider véritablement à la création culturelle et à une meilleure et plus profonde connaissance par les Portugais de leur propre culture.

Parmi les moyens susceptibles de stimuler, de faciliter et de développer l'aide à la création, à l'action et à la diffusion culturelle figurent notamment les incitations fiscales, et c'est pourquoi il a paru opportun de procéder à l'établissement d'un tableau d'exemptions fiscales qui complètent en ce domaine celles qui se trouvent déjà prévues dans la loi. »



Uni), soit définissent par la voie législative les conditions d'un développement du mécénat formellement délié des aléas des budgets publics (comme en Italie, au Portugal et en France), ou préparent des textes dans le même sens (comme en Autriche et en Belgique), éventuellement dans le cadre d'une réforme fiscale d'ensemble (Islande).

Sur un plan général, les Etats reconnaissent la légitimité d'une intervention du secteur privé (personnes physiques ou morales) dans le champ de *l'intérêt général*, puisque la grande majorité d'entre eux appliquent des procédures variées de déduction fiscale pour ce motif. Seules l'Irlande, la Norvège et la Suède ne connaissent pas de tels régimes (en Suisse, la situation est des plus variable d'un canton à l'autre, et une réflexion a été engagée au niveau confédéral pour tenter d'harmoniser les réglementations).

Le champ d'application de ces possibilités de déduction peut être extrêmement ouvert (Espagne, France, Pays-Bas, Chypre, RFA, Turquie), ou au contraire restrictif, limité à quelques institutions expressément désignées (Autriche, Luxembourg, Danemark, Finlande). La portée des déductions et surtout leur mode de calcul sont des plus divers. Ainsi, pour ce qui concerne les libéralités des entreprises, les déductions s'appliquent selon les pays au montant du chiffre d'affaires, au montant des bénéfices, à la masse des dividendes distribués, à une part de l'apport proprement dit (comme au Portugal, où 50 % de la valeur de cet apport peuvent être exonérés d'impôts au cas où il excède 2 % du chiffre d'affaires), à la nature même de l'acte de mécénat (comme aux Pays-Bas, où seules les donations donnent lieu à des avantages fiscaux), ou à une somme plafonnée en valeur absolue.

#### **Dans aucun pays, l'Etat ne rend compte des dépenses fiscales résultant des libéralités privées**

En dépit de l'arsenal juridique européen destiné à reconnaître la valeur des actes de participation à l'intérêt général, et en dépit des mesures de contrôle, parfois sévères, dont cette reconnaissance est souvent assortie, il semble qu'aucun pays ne soit capable de chiffrer la valeur de ces contributions. Pas plus qu'en France, où des pièces justificatives sont pourtant de règle, on ne trouve dans aucun pays d'Europe la comptabilisation de cette « dépense fiscale » répartie entre les catégories de contribuables et les grands secteurs — humanitaire, éducatif, scientifique, culturel — du progrès social. Par-delà les types d'organisation administrative, et les tendances politiques au pouvoir, l'« intérêt général » reste l'affaire des Etats, ou, en tout cas, leurs organes de gestion ne considèrent pas que les concours enregistrés à cette fin méritent d'être analysés et publiés.

#### **Les débuts de la structuration du mécénat d'entreprise**

L'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial) est née en France à la fin de l'année 1979 et s'est structurée en s'inspirant de l'ABSA britannique (Association for business sponsorship of the arts) créée en 1976. Il s'agit de clubs d'entreprises pilotes en matière de mécénat culturel, désireuses de partager leur expérience, de la diffuser ainsi que d'agir sur l'opinion et les pouvoirs publics.

#### **Une enquête européenne sur le mécénat**

*Les préparatifs de la V<sup>e</sup> Conférence des ministres chargés de la Culture dans les pays adhérents à la convention culturelle européenne ont conduit le secrétariat général du Conseil de l'Europe à confier à Jacques de Chalendar, Inspecteur général des Finances, une enquête de grande ampleur sur les réglementations et les pratiques de mécénat dans les vingt-trois pays concernés. Ce thème s'inscrit dans l'objet général de la V<sup>e</sup> Conférence « Economie et culture » (Lisbonne, 15-18 septembre 1987).*

*L'expert s'est appuyé sur les ressources logistiques et techniques du département des Etudes et de la Prospective, qui disposait déjà d'une documentation générale sur le mécénat à l'étranger. Trois approches simultanées furent mises en œuvre à partir du mois de janvier 1987 :*

— exploitation directe des dossiers de certains pays, considérés comme suffisamment fournis sur le sujet ;

— déplacements de J. de Chalendar dans neuf pays d'Europe où des entretiens lui étaient préparés avec les milieux gouvernementaux, diplomatiques, culturels et d'entreprises ;

— diffusion d'un questionnaire de dix-sept pages, établi en trois langues, aux personnes susceptibles de fournir des informations (150 envois, taux de retour proche de 50 %).

*Le rapport de J. de Chalendar, co-signé par Guy de Brébisson, ingénieur de recherche, chargé d'études au département des Etudes et de la Prospective, a été remis au début de juin au Conseil de l'Europe pour être traduit et publié dans les délais imposés par la date de la Conférence. Il contient le bilan général et les propositions de l'expert, l'analyse comparée des réponses fournies au questionnaire, d'amples notices descriptives de la situation dans quatorze pays, accompagnées d'annexes documentaires, et diverses références pratiques sur l'Europe.*

*Au total, sauf pour le Lichtenstein et Malte, le cas de tous les pays enquêtés se trouve traité, au moins une fois, par le biais soit des monographies nationales, soit des réponses au questionnaire, soit des documents de référence annexés.*

*L'ouvrage — « Mécénat en Europe » — 368 p. est en vente au prix de 280 F., dans sa version française à La Documentation Française — 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris — et, dans sa version anglaise, au Conseil de l'Europe — Division des affaires culturelles — Strasbourg.*

La Fédération des industries allemandes avait déjà lancé — dès 1951 — l'association Kulturkreis, animée d'un esprit comparable mais intervenant directement aussi dans des programmes culturels. Depuis lors ont vu le jour une fondation « Les mécènes pour l'art » (Stichting sponsors voor Kunst) aux Pays-Bas, la « Stichting voor Kunstpromotie » dans le cadre de la communauté flamande de Belgique, la « Fondation pour la promotion des arts » en Belgique francophone ; des pressions se font jour dans le même sens en Suisse ; la Fédération des industries suédoises, comme l'Association industrielle portugaise, agitent des projets de même nature.

Tous ces clubs d'entreprises mécènes ont noué entre eux des relations étroites et défini des positions communes, dont un aspect essentiel est de professer une certaine défiance à l'égard des tentations de « manipulation » du mécénat auxquelles pourraient succomber les administrations, ce qui ne les empêche pas de contribuer largement dans chacun de leurs pays et au niveau des instances européennes de Strasbourg et de Bruxelles à l'effort général de réflexion engagé par les pouvoirs publics sur les liaisons entre l'économie et la culture (voir encadré ci-contre).

### Une volonté croissante d'information

L'enquête menée en France par le département des Etudes et de la Prospective sur la situation du mécénat d'entreprise en 1985 (3) et les sondages effectués par la suite par l'ADMICAL en 1986 et 1987 avaient eu des précédents en Europe, dus à l'initiative publique ou privée : l'Office central de statistiques de Finlande confiait à Eeva Sisko Veikkola une enquête financée par le Comité central pour les arts (ministère de l'Education) sur l'aide apportée en 1983 et 1984 aux arts et à la culture par les entreprises finlandaises (résultats publiés en février 1986). De son côté, la Fédération des industries suédoises lançait, également en 1983, une enquête de même type auprès de 366 entreprises, adhérentes ou non, de plus de 500 salariés, et en obtenait 150 réponses (rapport de synthèse publié en janvier 1984). Plus récemment, le Parlement suédois a demandé au Conseil national pour les affaires culturelles et au Service central des statistiques d'étudier la possibilité d'engager de nouvelles enquêtes sur la question.

En République fédérale d'Allemagne, une analyse du volume total annuel des dons avait été entreprise dès la fin des années 70 par le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Institut allemand de recherche économique) à la demande de l'Association des donateurs pour la science. A partir de ces données de départ, un

autre institut économique lançait une enquête à l'automne 1985 auprès de 477 entreprises, sur leur profil économique, leurs motivations de mécène, le volume et l'affectation de leurs dons (Marion Hächtermann, Rudolf Spiegel. Contributions à la politique sociale et de formation. Institut der deutschen Wirtschaft. — Cologne. 1986).

Enfin, le Kulturkreis envoyait en février 1987 à 6 000 entreprises allemandes un questionnaire sur le mécénat, tandis qu'un inventaire sur le même thème, et plus généralement sur la promotion libre de la culture, était engagé à l'initiative et aux frais du gouvernement fédéral.

On dispose en outre d'enquêtes de même nature de l'Institut belge de l'Entreprise (février 1986), et de l'Association industrielle portugaise, action menée à la suite du vote de la loi du 28 août 1986 auprès de ses 1 800 adhérents (10 % de réponses positives, alors même que certaines entreprises connues pour pratiquer aussi le mécénat ne répondirent pas ou ne figuraient pas aux listes de diffusion). Au Trinity College de Dublin, des travaux de même ordre ont été entrepris sur la situation en Irlande, sous la direction du Professeur O'Hagan.

L'étude comparative des méthodes, des systèmes de références et des résultats de ces initiatives très variées pourrait et devrait conduire dans un proche avenir à l'adoption de critères communs ; ils ne permettraient pas seulement d'améliorer la connaissance du développement du mécénat en Europe : ils contribueraient aussi aux actions menées par ailleurs sous l'égide du Conseil de l'Europe et de nombreuses instances internationales spécialisées, en vue d'une harmonisation des démarches qui touchent de près ou de loin à la recherche en matière culturelle.

#### La coopération européenne en matière de Mécénat Culturel

L'Association for Business Sponsorship of the Arts (ABSA - Londres), l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL - Paris), le Kulturkreis in Bundesverband Industrie (Cologne), Stichting voor Kunstpromotie (Bruxelles) et Stichting Sponsors voor Kunst (Amsterdam), se sont réunies pour la première fois à Bruxelles le 17 novembre 1986 pour définir un certain nombre d'objectifs communs.

Ces organisations, qui fédèrent plus de 600 entreprises-mécènes d'envergure nationale et internationale, ont décidé de publier ce communiqué commun à l'occasion de cette rencontre « historique ».

Elles accueillent avec bienveillance l'initiative de la CEE énoncée dans sa déclaration du 24 septembre 1986 visant à stimuler le mécénat culturel des entreprises européennes.

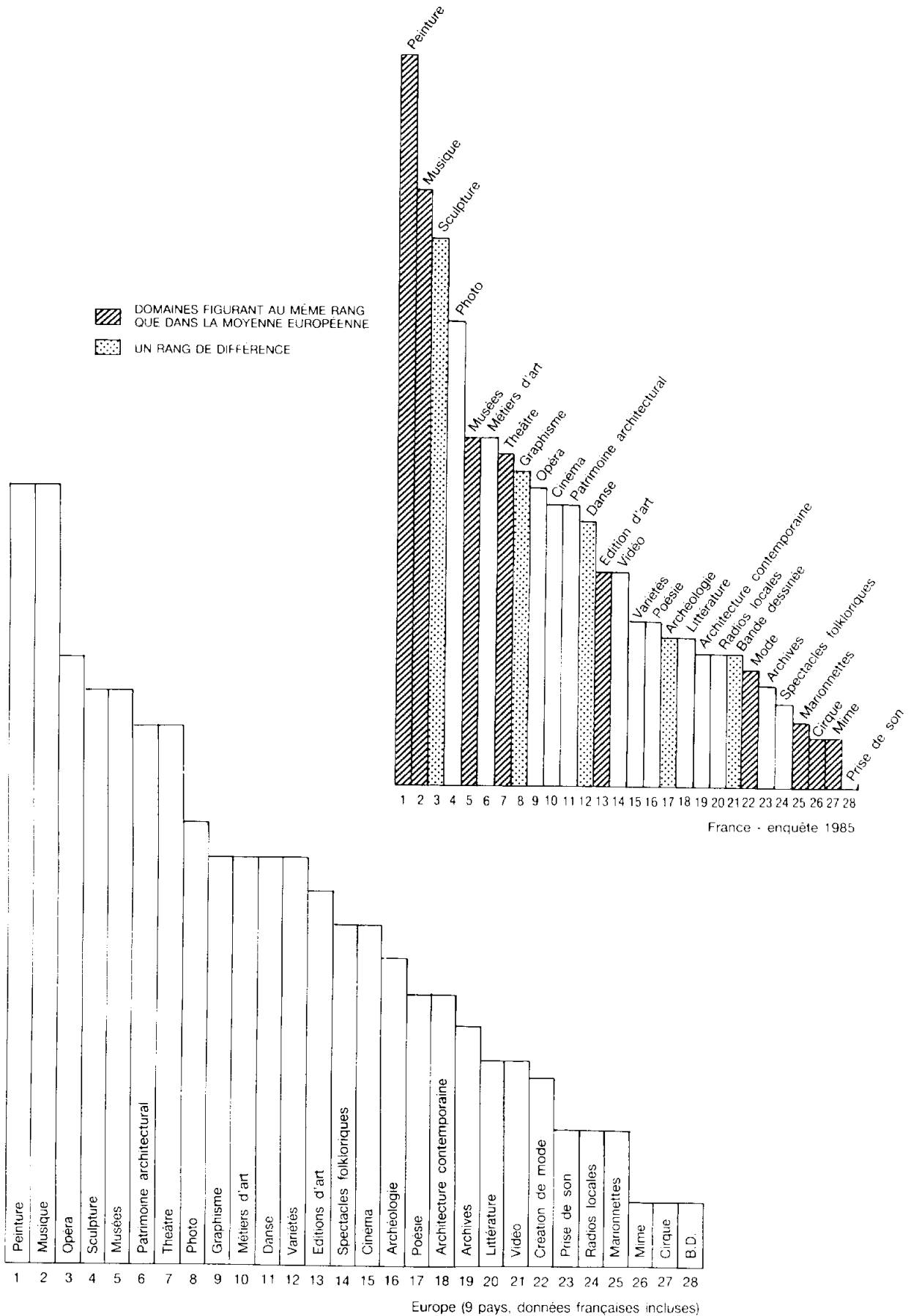
Elles soulignent néanmoins que la crédibilité de ces organisations — actuelles ou à venir — repose essentiellement sur la légitimité que lui confèrent les entreprises elles-mêmes. En outre, elles rappellent qu'en aucun cas le mécénat culturel d'entreprise ne doit être considéré comme un substitut à l'engagement de l'Etat et des collectivités locales.

ABSA, ADMICAL, le Kulturkreis, SVK, SSVK, préparent la publication d'un « livre blanc » sur le mécénat européen. Par ailleurs, une conférence internationale sur le mécénat sera organisée à l'automne 1987 à Amsterdam.

18 novembre 1986

(3) « Données sur le mécénat d'entreprise en France en 1985 ». Etude réalisée par le département des Etudes et de la Prospective du ministère de la Culture et de la Communication.

**Configuration comparée des préférences culturelles exprimées par les entreprises françaises et estimées à travers 9 pays d'Europe**



## *VIENT DE PARAÎTRE*

### LES OUTILS DE L'ÉCONOMISTE A L'ÉPREUVE

Publié par le département des Etudes et de la Prospective, le premier volume des actes de la 4<sup>e</sup> conférence internationale sur l'Economie de la Culture est paru. Il est en vente sous le titre :

**LES OUTILS DE L'ÉCONOMISTE A L'ÉPREUVE**, édité par Xavier Dupuis, chargé de recherche au CNRS et François Rouet, ingénieur de recherche au département des Etudes et de la Prospective du ministère de la Culture et de la Communication. — La Documentation Française. 250 p., 130 F.

Ce premier volume des actes de la 4<sup>e</sup> conférence internationale sur l'Economie de la Culture d'Avignon décrit comment un questionnement réciproque s'est instauré — et devrait se poursuivre — entre l'économie et la culture, autour de trois thèmes qui ont retenu particulièrement l'attention des économistes de la culture :

— la valeur des biens et sa détermination dans le domaine artistique : la valeur est un concept

familier mais redoutable aussi bien pour l'économique que pour l'esthétique ;

— la consommation culturelle et la multiplicité de ses dimensions : dans sa compréhension, le paradigme de la rationalité économique s'affronte aux goûts et à la subjectivité de la perception esthétique ;

— enfin la quantification des phénomènes culturels : l'expérience acquise en matière de statistiques et de comptes, tout à la fois en montre l'utilité, en marque les enjeux mais aussi en indique les limites.

Les actes de la 4<sup>e</sup> conférence internationale sur l'Economie de la Culture comprennent trois autres volumes à paraître.

II. - CULTURE EN DEVENIR ET VOLONTÉ PUBLIQUE.

III. - LA CONFRONTATION AU MARCHÉ.

IV. - DE L'ÈRE DE LA SUBVENTION AU NOUVEAU LIBÉRALISME.

\*

\*\*

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"

Encuentro organizado por el CENTRO DE FUNDACIONES ESPAÑOLAS con la colaboración de la FUNDACION PEDRO BARRIE DE LA MAZA

Santiago de Compostela, 9, 10, 11 - Octubre - 1989

AVANCE DE PROGRAMA

LUNES, DIA 9

Tarde:

16,30 h: Entrega de Documentación

17,00 h: Acto de Apertura

Xirardo Esteve  
Alcalde de Santiago de Compostela  
"La Fundación Camino de Santiago y su proyección europea"

18,00 h: PRIMERA CONFERENCIA

Prof. Ralph Dahrendorf.-  
The Warden, St. Anthony's College, Oxford  
(por confirmar)  
"La Sociedad Civil en la Construcción de Europa"

19,30 h: Visita a los monumentos más significativos de Santiago, especialmente a la Catedral con funcionamiento del "botafumeiro".

MARTES, DIA 10

Mañana

9,00 h:

PRIMERA PONENCIA:  
"Impacto del Acta Unica en las fundaciones y otras asociaciones o instituciones sin fin de lucro"

(Derecho de establecimiento en distintos países.- Movimiento de capitales.- Movimiento de trabajadores.-)

Ponentes:

Representante de la C.E.

Representante del Tribunal de Luxemburgo

Coloquiante:

Representante de la Fundación Ciba (Inglaterra)

Representante de la Fundación Calouste Gulbenkian (Portugal)

Pausa

11,00 h:

SEGUNDA PONENCIA:

11,30 h:

"Cuestiones que suscita un posible Estatuto Jurídico y Administrativo único de las entidades sin fin de lucro en la C.E."  
(Requisitos de constitución, Normativas de funcionamiento (protectorado, etc.). Actividades en otros países.)

Ponente:

Fritzs Hondius

Director de Asuntos Legales del Consejo de Europa.

Coloquiante:

Representante de la Fundación Europea de la Cultura

Representante de la Fundación Olivetti (Italia)

Coloquio general:

13,00 h:

Moderador: Nils-Eric Svensson

Presidente del Club de La Haya

Tarde

16,00 h: TERCERA PONENCIA:  
 "Las Fundaciones europeas ante la armonización fiscal"  
 Ponentes:  
 Representante de la C.E.  
 "Ideas para una posible armonización general de régimen fiscal de las entidades sin fin de lucro"  
 Representante del Comité de Expertos Españoles  
 "Normativa española afectada por una posible armonización fiscal"

11,00 h: Descanso

11,30 h: SESION DE CLAUSURA  
 Conferencia: "La Europa de la Cultura vista desde el Camino de Santiago"  
 Domingo García Sabell  
 Presidente de la Real Academia Gallega y Delegado del Gobierno en Galicia.  
 Intervención del Ministro de Cultura, Jorge Semprón y del Presidente del Centro de Fundaciones

14,30 ALMUERZO DE CLAUSURA ofrecido por la Fundación Pedro Barrié de la Maza.  
 "Declaración de Santiago sobre el papel de las Fundaciones en la construcción de Europa"

16,00 h: TERCERA PONENCIA:  
 "Las Fundaciones europeas ante la armonización fiscal"  
 Ponentes:  
 Representante de la C.E.  
 "Ideas para una posible armonización general de régimen fiscal de las entidades sin fin de lucro"  
 Representante del Comité de Expertos Españoles  
 "Normativa española afectada por una posible armonización fiscal"

19,30 h.: SESION PLENARIA:  
 "Discusión del Informe del Comité de Expertos Españoles"  
 Moderador: José Luis Pérez de Ayala  
 Catedrático de Hacienda Pública  
 Patrono de las Fundaciones Universitarias Española y San Pablo

Noche: Concierto a cargo del Grupo Universitario de Cámara de Compostela en el Palacio Xelmirez.

MIERCOLES, DIA 11

Mañana:

9.00 h: MESA REDONDA:  
 "Tendencias del Mecenazgo en Europa"  
 Intervienen:  
 M. Chalendar  
 Inspector General de Finanzas  
 Autor del Informe del Consejo de Europa

OBSERVACIONES PARA UN PROYECTO DE RECIMEN FISCAL DE  
FUNDACIONES EN ESPAÑA TRAS LA ENTRADA EN  
VIGOR DEL ACTA UNICA EUROPEA

I. JUSTIFICACION

El Acta Unica Europea, firmada en Luxemburgo el 17 de febrero de 1986 supone la necesidad de que cada país miembro de la C.E.E. vaya adoptando las medidas que sean precisas para llegar a establecer antes de primero de enero de 1993, las condiciones que permitan, a partir de esta fecha, el funcionamiento de un mercado sin fronteras en el ámbito de la C.E.E., donde se asegure el libre movimiento de mercancías, personal, servicios y capitales.

A pesar de que las Fundaciones, como tales, quedaron fuera del alcance del Tratado de Roma, no van a ser ajenas a las consecuencias de la aplicación de las "libertades" derivadas del Acta Unica, de forma que podrán desarrollar su actividad en otros países u obtener rendimientos, servicios o personal en el extranjero en el nuevo marco del mercado interior europeo. De hecho se ha reconocido ya, a nivel de Reglamento de la C.E.E. (Núm. 85/2137), la posible participación de las entidades sin fin lucrativo en el mercado europeo a través de las Agrupaciones de Interés Económico que trascienden las fronteras de cada Estado.

Las Fundaciones, aunque sometidas a diferentes regímenes jurídicos según el Estado en que se haya constituido, tienen una caracterización propia y una cierta uniformidad en los requisitos de constitución y funcionamiento, derivados de su reconocimiento como entidades sin fin lucrativo que ha llevado también a todos los Estados, a dotarlas de un régimen fiscal especial.

Bien es verdad que, por razón de los diferentes regímenes fiscales que afectan a las Fundaciones, éstas pueden encontrarse mejor o peor situadas para enfrentarse a la nueva panorámica de sus actividades en el contexto europeo a partir de 1993.

España, con un régimen fiscal desfavorable para las Fundaciones, que establece incluso una tributación mínima para sus rendimientos superior al tipo medio efectivo de la mayoría de las sociedades, se encuentra en una clara situación de desventaja frente a las Fundaciones de los restantes países comunitarios. Se considera, por tanto, imprescindible llevar a cabo una reforma del régimen fiscal de las Fundaciones que debe ir acompañada de la exigencia de una absoluta transparencia de las actividades fundacionales y de su financiación.

Considerando los anteriores presupuestos se realizan las siguientes observaciones que podrían servir de base para un proyecto de régimen fiscal de Fundaciones en España en el horizonte de 1.992.

## II. OBSERVACIONES

PRIMERA. La Fundación, en su constitución no habría de estar sujeta a ningún tipo de impuesto ni por razón del patrimonio aportado (I.T.P.) ni por las necesidades de registro (A.J.D.).

SEGUNDA. La fiscalidad del funcionamiento de la Fundación habría de estar presidida por los siguientes principios:

A. La Fundación es única. En tanto cumpla adecuadamente su función y objeto, todos los rendimientos e incrementos que obtenga la Fundación deben quedar exentos de gravamen. No es correcta la división en categorías de sus rendimientos (del capital, de la cesión en uso de su patrimonio, de la enajenación de los bienes o de su industria). Cabe admitir que se establezcan



normas limitativas o de proporcionalidad entre los ingresos y los medios utilizados para el cumplimiento de sus fines, con el fin de evitar la acumulación de ingresos sin aplicación en bolsas exentas de impuestos.

- B. Las Fundaciones habrían de quedar sujetas a las obligaciones formales y de información exigidas para las restantes entidades jurídicas sujetas a imposición.
- C. Las retenciones a cuenta de los impuestos finales deben obviarse. Si ello no fuera posible, las citadas retenciones serán objeto de devolución.
- D. No debe implantarse ni exigirse impuesto alguno sobre el patrimonio fundacional.
- E. Las Fundaciones españolas con actividades en el exterior tendrán obligación de declarar en España sus cuentas mundiales, sin perjuicio de las obligaciones fiscales que imponga el país donde actúen. Ello lleva a la necesaria adopción de medidas para evitar la doble imposición tanto en la legislación interna como a través de los Convenios con otros países que ya son de aplicación a las Fundaciones.

**TERCERA.** Las Fundaciones deberían poder acogerse a los regímenes especiales de tributación previstos en las leyes, sea para la cooperación (agrupaciones de interés económico), sea para la transformación de las estructuras (fusiones y escisiones de empresas), sea con cualesquiera otros fines.

**CUARTA.** El régimen fiscal de las aportaciones a las Fundaciones, habría de basarse en los siguientes criterios:

- A. Las aportaciones a las Fundaciones -por herencia, legado o donación- no darán lugar a la realización de incrementos de patrimonio o plusvalías gravables ni para el causante o donante ni para la Fundación, ni estarán sujetas al impuesto de herencias o donaciones.

B. Las donaciones hechas por empresas, cualquiera que sea su forma jurídica, a las Fundaciones serán gasto deducible para aquéllas.

C. Las donaciones hechas por personas físicas serán deducibles o desgravables en el impuesto personal del donante. Podrán establecerse limitaciones por parte de la Administración tributaria que no pueden ser inferiores a un 20% de la base imponible.

QUINTA. Las cantidades en dinero recibidas por los beneficiarios de las Fundaciones (becas, bolsas, etc.) habrían de tener el régimen fiscal que corresponda según su naturaleza. En todo caso, los servicios prestados o bienes entregados a los beneficiarios, sin contraprestación dineraria por parte de éstos, no se computará como renta ni, por tanto, dará lugar a retención alguna en la fuente.

SEXTA. La legislación interna habría de contemplar el principio de no discriminación entre Fundaciones o Delegaciones de las Fundaciones por razón de su nacionalidad sobre la base de la reciprocidad internacional. Este principio implica que:

A. Las Fundaciones que operen en otro país distinto al de su nacionalidad recibirán idéntico trato fiscal que las nacionales de dicho país.

B. Los Estados aplicarán idéntico trato fiscal a los causantes, donantes o aportantes de bienes a las Fundaciones, cualquiera que sea la nacionalidad de éstas.

SEPTIMA. Las Autoridades españolas deberían promover, junto con las autoridades de los restantes países miembros de la C.E.E., la redacción de un modelo de acuerdo multilateral en el que se consagre el principio de no discriminación y las medidas concretas que permitan hacerlo realidad.



ESQUEMA DE LA INTERVENCION DE J.L. DE JUAN

FUNDACIONES

LA ARMONIZACION FISCAL EN LA C.E.E.  
INFLUENCIA EN LA LEGISLACION ESPAÑOLA

I.- PERSPECTIVA INMEDIATA: 1992

Parece necesario dar una panorámica del momento actual de la C.E.E., en sus propósitos de armonización fiscal, sobretudo en materia de imposición directa, porque dentro de ese papel pautado que es el cuadro de Directivas fiscales debe encuadrarse el futuro de la fiscalidad de las fundaciones.

La idea de un mercado único en 1993, con libertad plena para la circulación de mercancías, establecimiento de personas y empresas y movimiento de capitales, en el seno de los "doce", parece una realidad lograda y sin vuelta atrás. No cabe duda que ello plantea cuestiones acuciantes en el orden fiscal y, consecuentemente, tarde o temprano se producirá una aproximación de las legislaciones de todos los países. Las fundaciones no serán ajenas a este movimiento de armonización fiscal.

Parece oportuno poner de manifiesto, siquiera sea brevemente, la actitud de los distintos miembros de la Comunidad frente a los problemas fiscales y, concretamente, la armonización fiscal. Las distintas perspectivas con que se abordan pueden resumirse de la siguiente manera:

\* Un grupo de países se sitúa ante 1993 con un punto de vista que pudieramos llamar "liberal". No les preocupa la armonización fiscal y no consideran importante que la armonización previa sea indispensable para la libertad de

movimientos y establecimiento se instaure sin dilaciones. Su filosofía pudiera sintetizarse así: que las empresas, personas y capitales se muevan libremente, "elijan" el régimen -incluido el fiscal- que mejor les acomode, acogiéndose e instalándose en el país que les convenga. De esta forma, la armonización fiscal se producirá inevitablemente a la larga, porque los países cuyo sistema fiscal sea poco atractivo se verán obligados a reaccionar y modificarlo para evitar la huida de sus empresas y la fuga de los capitales. Al cabo del tiempo, los sistemas fiscales se habrán aproximado. Este grupo se encabeza por el Reino Unido y su Primera Ministra que no ha dudado en mostrar y predicar claramente su rechazo al intervencionismo, y la burocracia que le acompaña, inscritos en la perspectiva contraria a la suya. En su línea se sitúan, con todos los matices que se quiera, Holanda, Luxemburgo, Alemania, Dinamarca y puede que algún otro miembro.

\* Otro grupo de países prefiere una política fiscal intervencionista que exigiese una previa armonización de las fiscalidades de los doce, previa a la liberalización completa, con el fin de evitar, dicen, movimientos de empresas y capitales motivados por razones fiscales. Temen -con cierta razón- que los capitales -sobretudo- huyan de sus plazas para acogerse a otras con clima fiscal benigno. Este grupo se encabeza por Francia, apoyado fuertemente por España, que durante su presidencia ha intentado sacar adelante las propuestas francesas. y por Italia. Como decimos, Francia y España tienen fundado temor al año 1993 en lo que toca a la libertad de movimiento de capitales y por ello han alterado las prioridades de armonización y han pospuesto todos los proyectos de Directiva existentes para proponer una Directiva sobre el "ahorro", que no es otra cosa, por ahora, que un mecanismo -francamente entorpecedor, desde mi punto de vista- de retenciones sobre las rentas del capital, no con fines de recaudación, sino de control de tales rentas y resquebrajamiento del secreto bancario de algunos países. Una crítica de -este proyecto no encaja a nuestro propósito en estos momentos

¿Cual es el punto de encuentro de estas dos filosofías tan opuestas? No lo sabemos. Dependerá en gran parte del mapa político de la Europa de los "doce" de aquí a 1992. En estos momentos, las dos perspectivas parecen irreconciliables.

Es muy probable que se llegue a alguna solución en el I.V.A. para lograr la aspiración de poder suprimir los ajustes en frontera y una aproximación de los tipos impositivos. En lo que toca a la imposición directa, el resultado del esfuerzo armonizador no es muy alentador; hay varios proyectos de Directiva que no han logrado aprobarse, pese a haberse propuesto hace más veinte años. Una simple enumeración deja ver el escaso camino recorrido:

1069.- Directiva sobre fusiones, escisiones y aprotaciones de activos;

1969.- Directiva sobre matrices y filiales;

1976.- Directiva sobre eliminación de doble imposición en el caso de ajuste entre empresas vinculadas;

1979.- Directiva sobre imposición de trabajadores fronterizos;

1984.- Directiva sobre compensación de pérdidas.

## **II.- LAS FUNDACIONES**

En este panorama ¿qué ocurre con la fiscalidad de las fundaciones? Sinceramente: las posibilidades de llamar la atención del M.C. para que se centre en los planteamientos fiscales de las fundaciones, cuando ni siquiera se ha resuelto todavía cual debe ser el "modelo" básico de la imposición de sociedades y su integración con el de Personas

Físicas, que es el que de forma directa afecta a las fundaciones, parece realmente difícil y puede que ni siquiera sea conveniente.

Esto dicho, creo que no sería justo dejar esta impresión pesimista sin matices. En las pocas normas que ha dictado la C.E.E. de aplicación general armonizadora ha tenido en cuenta a las fundaciones.

Tal es el caso del I.V.A., cuya Sexta Directiva no ha olvidado dentro de las exenciones las actividades filantrópicas y el Reglamento del Consejo (2137/85), que regula las llamadas Agrupaciones europeas de interés económico -A.T.E.- incluye también, junto a las empresas, las entidades privadas sin ánimo de lucro dentro de las que cabe integrar a las fundaciones.

Dejando de lado el I.V.A. -por conocido-, conviene destacar este último Reglamento relativo a las A.I.E., porque, en cierto modo y siquiera en embrion, establece un esquema fiscal mínimo para las fundaciones que quieran agruparse para llevar a cabo una labor de investigación conjunta.

El Reglamento de la C.E.E. establece el cuadro fiscal para el caso de que varias fundaciones (o sociedades o profesionales) pertenecientes a distintos países creen una Agrupación de interés económico, Agrupación que tendría personalidad jurídica propia, para desarrollar conjuntamente una actividad en beneficio de las asociadas. En este caso, era preciso determinar el régimen tributario -más que el régimen tributario, el esquema fiscal- al que deben acompañarse tanto la A.I.E. como tal, cuanto las fundaciones asociadas.

El esquema previsto es el siguiente:

- \* La A.I.E., que tiene personalidad jurídica, no tributa en el país donde radique su domicilio;

- \* Son cada una de las fundaciones agrupadas las que tributarán exclusivamente en su propio país;
- \* Si la Agrupación distribuyese resultados, esta distribución estaría sujeta al régimen fiscal del país donde radica la Agrupación.

Debe tenerse presente que la A.I.E., por definición, es o debe ser una entidad que no persigue la obtención de beneficios para si misma y que su actividad tiene caracter auxiliar para los agrupados. Y, esto es importante, respecto de las fundaciones, parece que sólo permite agruparse a aquellas entidades dedicadas a "la investigación", con lo que el régimen de A.I.E. para las fundaciones queda restringido en exceso, a mi juicio, porque es posible pensar que otro tipo de fundaciones puede agruparse para realizar una actividad en beneficio de las fundaciones agrupadas ¿qué impide a unas fundaciones docentes agruparse para la creación de sistemas de enseñanza o para formación de profesores, etc.?

Esto por lo que toca al Reglamento comunitario. El Gobierno español ha respondido enviando a las Cortes un proyecto de Ley -B.Oficial de las Cortes Generales nº 109, de 23 de febrero de 1989- adaptando el Reglamento a la legalidad española. El proyecto -hay que decirlo no como crítica sino con espíritu de mejora del proyecto- no se adapta al Reglamento comunitario; traza un esquema fiscal opuesto al dibujado por el Consejo de la C.E.E., por lo que, creo, que la retirada del proyecto enviado, por cambio de legislatura, permitirá una reconsideración y el envío de uno nuevo y mejor perfilado. En el interregno, el Reglamento comunitario tiene plena vigencia en España y su aplicabilidad directa permite realizar las agrupaciones de fundaciones. Ignoro realmente si este tipo de A.I.E. serán o no útiles para las fundaciones. Creo que, en todo caso, son un síntoma optimista y crea, al menos, un cuadro fiscal que clarifica y alienta la cooperación entre estas instituciones y facilita el que trasciendan de sus fronteras nacionales hacia instituciones de ámbito comunitario europeo.

### III.- 1993 Y LA FISCALIDAD ESPAÑOLA CON REFERENCIA A LAS FUNDACIONES ESPAÑOLAS

Hay que decir desde ahora que la libertad, dentro de la Europa del Acta Unica, para las empresas y los movimientos de capitales va a tener una influencia decisiva en nuestro sistema tributario. Y hay que añadir que nuestro cuadro fiscal no puede mantenerse tal y como ha sido concebido en estos últimos años; está mal preparado para acomodarse al marco fiscal europeo de 1993. No es momento para desmenuzar las consecuencias que en todo el sistema fiscal español van a producirse. Sólo para estudiar su repercusión en las fundaciones españolas en un ejercicio de prospectiva que, por fuerza, ha de tener un componente de incertidumbre.

\* El sistema fiscal español ha caído, en los últimos años, en un sistema de "retenciones". Todas las rentas están sometidas a una detracción en el momento de su pago, que constituye hoy un porcentaje elevadísimo del impuesto; se ha ampliado el campo de las retenciones hasta los propios incrementos patrimoniales, aunque para ello haya sido necesario desnaturalizar la categoría de estas rentas, llamandolas rendimientos (implícitos, explícitos y mixtos). Pues bien, en el caso de las fundaciones, las llamadas retenciones constituyen no sólo el impuesto final sino que, además y esto es lo grave, son un impuesto "mínimo". Si se tiene en cuenta que la retención alcanza hoy el 25% y se añade que en el caso de las fundaciones se practica absurdamente la imposición cedular, es decir que cada tipo de rendimiento se grava separadamente sin admitir la compensación de los resultados negativos con los rendimientos positivos, puede afirmarse que en muchos casos las fundaciones están discriminadas en el sentido de soportar una carga tributaria superior a la de una sociedad anónima -p.e.- en régimen normal.



En tales circunstancias, no sería de extrañar que, llegado 1993, en un mercado único europeo con unos sistema fiscales que desconocen practicamente las "retenciones" -en el sentido que les dá la legislación española-, que las fundaciones busquen y encuentren en la "huida" un lenitivo a una fiscalidad, como la española actual, carente de sentido. Las fundaciones más modernas en su gestión podrán, al amparo de la libertad de movimientos, colocar sus carteras en filiales (o establecimientos permanentes) situados en el exterior, de forma que las retenciones españolas se reduzan por aplicación de nuestros Convenios fiscales o bien transformar sus carteras de títulos o de activos financieros para pasarse a títulos o activos de otros países sin retención o con retenciones mínimas. El "exilio" de capitales puede llegar hasta las simples cuentas bancarias.

Naturalmente, cada fundación es un mundo distinto de otra fundación y no hay recetas fiscales que valgan para todas y tampoco es este el lugar ni el momento para dar consejos fiscales. Con lo dicho queda claro sin embargo -según creo- que las posibilidades de internacionalización de las fundaciones se ampliaran enormemente y con ello un aumento de sus disponibilidades económicas. Pueden extraerse quizás unas conclusiones con caracter de generalidad.

- a) En 1993 las Fundaciones deberán plantearse seriamente la estructura actual de su actuación, de la composición de sus inversiones (sobretudo las de cartera y activos mobiliarios) y de su financiación. Exigirá una planificación fiscal que tome en consideración la posibilidad de internacionalizar sus inversiones.
- b) Esta reestructuración afectará fundamentalmente a las fundaciones más modernas, más grandes y con una gestión financiera más tecnificada.

\* Lo dicho exige, finalmente, dos epílogos. En primer lugar, la colocación de las inversiones en ámbitos nacionales más

acogedores no implica ni puede considerarse una alternativa ilegítima -evasión, fraude, "fraus legis" o nada similar- sino una opción económica perfectamente sensata y completamente concorde con el espíritu de las Directivas sobre libertades y la finalidad del Mercado Unico. Son economías de opción que deben tomarse en consideración con seriedad y responsabilidad. Ni que decir tiene que estas economías de opción son aplicables a las restantes entidades -sociedades, personas físicas- y que muchas empresas han iniciado ya este proceso de planificación internacional fiscal.

En segundo término lo dicho vale tanto en la hipótesis de que no prosperen las propuestas actuales de una Directiva sobre el ahorro como si, finalmente, se lograra una directiva armonizadora en este punto. No me parece oportuno extenderme, ahora, sobre los proyectos de Directiva conocidos hasta ahora. Sólo diré que la propuesta es la del establecimiento de una retención en la fuente para los rendimientos del capital con la finalidad de "controlar" tales rendimientos. En todo caso, la tal retención será "retornable", es decir, se devolvería y, en consecuencia, no afectaría a la rentabilidad de las inversiones de las fundaciones. Las fundaciones no sienten preocupación alguna por el "control", pues por su propia naturaleza están habituadas e incluso reclaman la transparencia y publicidad de sus actividades.

\* Nuestra fiscalidad sobre las fundaciones ha caído, por obra de las más recientes disposiciones legislativas -Ley 18/1982, Leyes de Presupuestos posteriores-, en una total incoherencia y creo que en la inconstitucionalidad, si bien es esta última una apreciación personal en la que no quiero detenerme ahora. La incoherencia es evidente.

Nuestra Ley del I. Sociedades sigue manteniendo que las fundaciones son entidades exentas. Esta declaración, a la que no tenemos nada que oponer si fuera cierta, no es más que eso

una declaración sin contenido, porque después de incluir a las fundaciones en el art. 5º como entidades exentas, establece que no están exentas para los:

- rendimientos sujetos a retención;
- incrementos de patrimonio;
- Rendimientos derivados del arrendamiento de sus bienes;
- actividades económicas.

Después de esta enumeración que antecede cabe preguntarse ¿de qué están exentas las fundaciones? La exención realmente no es tal. Lo que si puede producirse es una discriminación contra las fundaciones.

La consideración de "mínimas" de las retenciones y su no devolución, su tipo elevado (25%), la imposibilidad de compensar rendimientos negativos con positivos y la prohibición de desgravar los dividendos recibidos que, por el contrario, si es posible para cualquier sociedad, son normas que hacen más gravosa la tributación de las fundaciones que la de las restantes entidades jurídicas, en muchas ocasiones por lo menos.

En 1993 puede producirse el fenómeno de la creación por parte de las fundaciones de establecimientos o filiales fuera de nuestras fronteras para acogerse a legislaciones que den mejor trato fiscal a estas entidades sin fin de lucro.

\* Otra circunstancia que puede hacer reflexionar a las fundaciones para acudir a países con legislación más favorable es el gravamen de las plusvalías que tiene en otras legislaciones un trato más temperado.

El panorama fiscal que se avecina obligará, tarde o temprano, a modificar nuestro sistema tributario. Advertencias provenientes de estudiosos, instituciones y organizaciones para cambiar el sentido de nuestra fiscalidad no faltan. El tiempo es corto -tres años- y sería preferible hacerlo ahora, reflexivamente, que no a impulsos de una necesidad acuciante.

Para las fundaciones será preciso un cambio radical, consistente en superar el recelo latente en nuestra Administración fiscal hacia estas entidades. Con todo el control administrativo que sea necesario en cuanto a la transparencia de fines, medios y cuentas de las fundaciones pero con un régimen fiscal ajustado a su naturaleza de entes intermedios entre el Estado y la sociedad, con objetivos de interés general y sin finalidad de lucro. En el I. Sociedades habría que dar un giro de 180º, es decir, dar a la exención proclamada en la Ley un significado real y no vacío como ahora.

Y a mi juicio sería acertado:

- Cambiar el sentido de las retenciones;
- Estimular las aportaciones a las fundaciones con desgravaciones en el I.R.P.F.;
- Modificar la tributación de plusvalías.

Si el sistema fiscal no se cambia reflexiva y voluntariamente, el Mercado Unico obligará a hacerlo.



FUNDACIONES Y UNIFICACION EUROPEA EN LOS 90

Por Dr. Frits W. Hondius

El Profesor Hondius es Director de Asuntos legales en el Consejo de Europa . Miembro invitado del St. Cross College, Oxford. Gobernador de Interphil. Director de Europhil.

Las opiniones expresadas en esta Comunicación son estrictamente del autor.

FUNDACIONES Y UNIFICACION EUROPEA  
en los años 90

Por

Dr. Frits N. Hondius

El Mercado Unico y la " Casa común Europea "

El objeto de esta comunicación es considerar las implicaciones que el progreso de la unificación europea puede tener para las fundaciones en Europa durante los próximos años. El primer y más espectacular aspecto de este progreso es un programa de acción para una "Europa sin fronteras", al que los 12 países de la CEE se han comprometido en el ACTA UNICA EUROPEA. El plan se refiere a la plena integración, antes del 31 de Diciembre de 1.992, de 12 mercados separados en un mercado único.

No es menos importante el desarrollo político actual en la Europa del este, hacia la perestroika, el pluralismo y el reforzamiento de las relaciones entre todas las naciones que habitan la "casa común europea".

Estas dos principales tendencias europeas en varios aspectos son opuestas. Una tiene que ver con la economía y la otra con la política. El mercado único se desarrolla de acuerdo con un plan preciso. La liberalización del Este de Europa es empírica y es muy difícil predecir su desarrollo futuro. El Mercado Unico tiende a la unificación, a la estandarización, a la armonización, controlado muy de cerca por las instituciones comunitarias en Bruselas. Se habla de una nueva identidad europea que esté por encima y trascienda las identidades nacionales y regionales. La liberalización del Este de Europa implica la relajación del control central, por la Unión Soviética, por los Partidos comunistas, por los Estados. También apunta al fin de una unidad monolítica y resalta culturas e historias nacionales únicas y separadas.

Los cambios que transcurren ante nuestros ojos están afectando las instituciones europeas intergubernamentales y no gubernamentales. La Comunidad europea está totalmente dedicada a su transformación interna. Como la oruga, se ha encerrado, durante este proceso en su capullo, esperando la salida de la mariposa. La Comunidad no puede ocuparse de problemas tales como su ampliación hasta 1.992, e incluso entonces procederá por pasos.

.2.

Entre tanto, el Consejo de Europa de las 23 naciones, se ha convertido en uno de los puntos de reunión para la gran Unión del Este y del Oeste. El 6 de Julio, el Presidente Gorbatchof, en un discurso ante el Consejo de Europa descubrió su deseo de compartir con Europa del Oeste la tarea de construir una casa común europea. Parlamentarios y Ministros de algunos países del Este participan ahora en el trabajo del Consejo de Europa y al menos un país, Hungría, no esconde su aspiración de ser miembro de pleno derecho. Lo importante de esta relación es el hecho de que el Consejo de Europa, a diferencia de la Comunidad Europea, reconoce a organizaciones no gubernamentales, a asociaciones y también a Fundaciones. Ha terminado una convención en la que se ha dado un reconocimiento formal a la personalidad legal de estos grupos, cuya fuerza reside en el hecho de que su campo de operación trasciende las fronteras. El papel vital que desempeña la organización no gubernamental en el nuevo paisaje de Europa del Este es evidente: de "Solidaridad" y el "círculo de Dambio" a la "Fundación cultural de la URSS" y el "Rubik Fund.

Por esa razón mi discurso se titula "Fundaciones y unificación europea en los 90". Deberíamos contemplar tanto el Mercado Unico europeo del 92 como la casa común europea.

Las Fundaciones son instituciones no lucrativas y no gubernamentales. No están implicadas directamente ni en la economía ni en el proceso político. La obtención de beneficios y de poder político están fuera del campo de sus objetivos. Según esto, son espectadoras del Mercado Unico y de la liberalización del Este Europeo. Sin embargo, precisamente porque son Instituciones privadas, dedicadas al beneficio público, las Fundaciones en Europa deberán intresarse de forma especial por el Mercado Unico y por la liberalización del Este Europeo. Es un hecho que las Fundaciones se verán afectadas por los dos fenómenos. También es cierto que, donde sea conveniente, tanto las Fundaciones existentes como las nuevas, se responsabilizarán para actuar en respuesta a estos dos fenómenos.

### El Mercado Unico

Ya desde la firma del tratado de Roma, los estados miembros de la CEE, la cual hoy está formada por 12 de los 33 estados independientes de Europa ( Mónaco y Andorra no se cuentan), se han enfrentado con dos problemas: cuál será la forma de su integración económica y qué otras formas de integración, aparte de la económica, están dispuestos a aceptar,

Después de muchos años de colaboración intensiva y laboriosa -dos pasos adelante, un paso hacia atrás-, se vislumbra una nueva etapa de integración económica: El mercado Unico Europeo. Ese va a ser el tema principal de esta comunicación.

Sobre el tema político se han hecho muchas propuestas diferentes ( Gobierno europeo, ejército europeo, incluso quizás un Presidente de Europa, etc.) y han sido criticadas duramente. Entre la esfera de lo político y de lo económico hay ciertos problemas intermedios, como la cuestión de ampliar la acción comunitaria a campos de los que la comunidad tradicionalmente no se ocupa, por ejemplo la cultura o el problema de una moneda común y un Banco Central, problema que en parte es económico y en parte político.

El Acta Unica Europea se firmó en Luxemburgo el 17 de Febrero de 1986 y en La Haya el 28 de Febrero de 1.986. En Dinamarca e Irlanda su ratificación se sometió a referendum. Contiene una serie de medidas cuyo objetivo es el refuerzo de la Comunidad Europea. Entre otras cosas, ha alterado el procedimiento de votación en el Consejo de Ministros facilitando la adopción de legislación comunitaria. De acuerdo con el artículo 100 a. Las medidas relacionadas con el Mercado Unico ya no necesitan la unanimidad y se adoptan por mayoría. El Acta, también ha suavizado la intensidad de la acción comunitaria, desde un enfoque maximalista a otro que se concentra en lo esencial y permite mayor movilidad a los estados miembros en la manera en que apliquen la legislación comunitaria.

El elemento central del Acta Unica es la realización del mercado interno, formulado de la manera siguiente:

"La Comunidad adoptará medidas con el fin de establecer progresivamente el mercado interno durante un período que terminará el 31 de Diciembre de 1.992...El Mercado interno abarcará un área sin fronteras internas en el que se asegure el libre movimiento de mercancías, personas, servicios y capital..." (Art. 8A)

Otros elementos del Acta Unica tienen que ver con la desregulación de la pequeña y mediana empresa, con poderes adicionales para el Parlamento Europeo, con la decisión de realizar (aunque no necesariamente para 1992) la unión monetaria con la institución de fondos estructurales para reducir las diferencias entre regiones pobres y ricas, con medidas para la investigación tecnológica y protección del Medio Ambiente y con un mayor acento en una política exterior europea.

El programa del Mercado Unico no contiene en si mismo nada nuevo, porque pretende cumplir el compromiso original de los Estados Miembros de la CEE en el Tratado de Roma de 1957 por el que se establecía la Comunidad Económica Europea y que ha sido confirmado por una serie de declaraciones políticas en las sucesivas cumbres europeas. Lo específico es que los Estados miembros se hayan impuesto un calendario para el cumplimiento de este objetivo así como una definición precisa de los contenidos, todo ello dentro de un paquete de 279 medidas.



En la selección de ese paquete influyeron motivos económicos y políticos. Convierte a la CEE en el Socio Comercial mayor del mundo (320 millones de ciudadanos), dispuesto a competir y hacer negocios con otros mercados poderosos, sobre todo EEUU y Japón. Políticamente el paquete es atractivo a causa del interés inmediato que suscita en los ciudadanos europeos, cansados de tener que estar sometidos a controles fronterizos, más de 30 años después del tratado de Roma. El paquete no prejuzga los siguientes pasos de la integración europea sobre la que todavía no hay un consenso pleno.

El mismo programa de 1.992 todavía no está completo a causa de la falta de consenso sobre la política financiera (es decir, impuestos indirectos y unión monetaria)

Las directrices del Acta Unica fueron presentadas en Junio de 1.985 por la Comisión de la CEE en un Libro Blanco en la cumbre de Milán. Fué en esta cumbre cuando se aprobó la fecha del objetivo 1.992. El texto del marco legal en el que se contiene el Mercado de 1.992, el ACTA UNICA, se aprobó en Diciembre del mismo año, firmado en Febrero de 1.986 y se hizo operativo en Julio 1.987. El Acta misma no determina el programa de 1.992 en detalle, sino que más bien presta apoyo político estableciendo una fecha objetivo y también establece un cierto orden de prioridad. Por supuesto que no garantiza que el Consejo de Ministros quiera realmente adoptar, o adopte antes de 1.993 todas las propuestas que la comisión ha planteado.

#### Retirada de las fronteras internas

El paquete contenido en el libro blanco consiste en 279 propuestas de la Comisión del Consejo, 234 de las cuales quedaban pendientes para el primero de julio de 1.989.

De estas, 128 han sido adoptadas por el Consejo el 1 de Julio de 1.985, 5 fueron parcialmente adoptadas y en 5 se alcanzaron "posiciones comunes", es decir, el estado en el que podemos considerar que ha alcanzado consenso político. Por consiguiente, dos años después de la entrada en vigor del Acta Unica la CEE ha hecho la mitad del recorrido.

La parte del programa de 1.992 que posee el mayor atractivo para el público tiene que ver con la abolición de barreras físicas, en palabras del Acta Unica, Artículo 8 a "...El mercado interno comprenderá un área sin fronteras internas..." La abolición de controles fronterizos reducirá costos a compañías implicadas en mercado interfronteras y hará los viajes y el turismo mucho más fáciles.

Esta parte del programa de 1.992 incluye también medidas para el control de enfermedades de animales y plantas, medidas a tomar no solamente en las fronteras.

Sin embargo han surgido serios problemas sobre la posibilidad de que terroristas, traficantes de drogas, emigrantes ilegales, etc. se aprovechen de la comunidad sin fronteras. Los estados comunitarios han replicado que lo que se ahorre en mano de obra y otros recursos después de la abolición de las fronteras debe orientarse a la lucha contra el crimen, en particular en las fronteras exteriores. La abolición de los controles fronterizos debería incluir, gracias a la armonización, liquidación del IVA en casa.

El segundo y gran paquete de medidas de 1.992 atañe a la eliminación de barreras técnicas contemplando el libre movimiento de bienes, servicios, personas y capital.

En esta categoría hay que hacer mención de las Directivas sobre libre movimiento y reconocimiento mutuo de las calificaciones vocacionales y Diplomas Universitarios de aquellos profesores con estudios académicos todavía no regulados (1988). Se han adoptado numerosas medidas o están en camino sobre armonización de standars técnicos (por ejemplo standars para vehículos a motor, alimentos y drogas), adquisiciones y ofertas públicas, transacciones financieras interfronterizas, fusiones interfronterizas.

Son de interés especial para las fundaciones las medidas relacionadas con los mercados financieros (laminación de cuentas anuales, sistemas de garantía para grandes depósitos, control de grandes extensiones de riesgo, compromisos de inversiones colectivas para títulos transferibles, transparencia relativa a grandes holdings y relativos a la oferta de títulos para la venta al público) y movimiento de capital: liberalización de operaciones tales como transacciones de títulos fuera del mercado de valores, liberalización de movimiento de capital (con derogación para España, Portugal, Grecia, Irlanda, Bélgica y Luxemburgo hasta finales de 1.992) sujeto a medidas para eliminar o reducir el riesgo de evasión de impuesto ligado a la diversidad de sistemas de ahorro fiscal.

Un renovado esfuerzo para establecer un estatuto para una compañía europea está en marcha pero choca con dificultades en el tema de la participación de los trabajadores, en las decisiones de la gerencia y de forma más general con la dimensión social del MERCADO UNICO.

Hay que mencionar la reciente institución establecida por la Regulación (CEE) Nº 85/2137 de agrupaciones de interés económico que permite a los socios económicos europeos en diferentes países establecer una estructura que permita las actividades económicas transfronterizas. Observamos que estos grupos están también abiertos a la participación de entidades no lucrativas.

Una de las áreas más difíciles y controvertidas es la de la armonización fiscal y en especial la fiscalidad del consumo, es decir los impuestos indirectos, impuestos sobre el ahorro o impuestos sobre el valor añadido. Ya desde 1.967 la CEE ha producido un flujo constante de Directivas sobre el IVA, de las cuales existen actualmente unas veintiuna. Además del IVA exigido en los estados miembros contribuye a la CEE para su propio presupuesto. El porcentaje fué fijado en 1.970 en el 1% y subió en 1.985 al 1,4% al cual se fijó un techo en 1.988 para varios países.

El problema que la Comisión encuentra está claro: la fiscalidad es una de las prerrogativas más esenciales de la soberanía del Estado y los estados rechazan cualquier sugerencia en el sentido de traspasar a la CEE su poder decisorio en este campo. En consecuencia, la legislación comunitaria requiere unanimidad para aquellas decisiones que afectan a la fiscalidad. Por consiguiente, hay diferencias fundamentales entre los estados miembros acerca de la relación entre fiscalidad directa e indirecta. Los Gobiernos del Norte de Europa acentúan sobre todo la fiscalidad directa, mientras que en el Sur de Europa el Estado tiende a basarse más en los impuestos indirectos.

El Julio de 1.987 la comisión sometió al Consejo un esbozo de directivas estableciendo un proceso de convergencia para los porcentajes del IVA e impuestos indirectos. Propuso un porcentaje standar del IVA entre el 14% y el 20% y un porcentaje especial entre el 4% y el 9% para artículos de "primera necesidad". Esto se encontró con la opinión entre otros del Reino Unido que tiene un porcentaje cero para ciertas operaciones. En Febrero de 1.988 el Tribunal de Justicia reglamentó en el Reino Unido la aplicación de la Directiva IVA 1.977 que mantiene un porcentaje cero para la construcción de la vivienda propia. Para obviar el problema por razones benéficas el Gobierno Británico reintegró el IVA pagado por ello, pero las donaciones caritativas todavía se quejaron dado que tenían que registrarse a causa del IVA. Se hubieran quejado todavía más si el sistema de porcentaje cero hubiera sido abandonado.

El Acta Unica no incluye diferenciales de impuestos. El Artículo 99 establece que el fin es armonizar la fiscalidad "hasta el extremo de que tal armonización es necesaria para asegurar los fondos del mercado interno". En línea con este enfoque flexible, la Comisión configuró, en una comunicación al Consejo del 17 de Mayo de 1.989, una nueva sugerencia para la armonización del IVA: un porcentaje standar mínimo del IVA sin límite superior y manteniendo de forma específica el porcentaje cero para aquellos estados que quieran mantenerlo, la Comisión determinó que esta nueva propuesta estaba basada en su deseo de observar "un mayor grado de pragmatismo".

El cambio de actitud en Bruselas es un buen ejemplo de lo que puede conseguir la acción de un lobby eficaz, un lobby en el cual las donaciones tomen una parte activa, pero es un hecho que los lobbys comenzaron a actuar sólo después de que el daño inicial ya hubiese sido causado.

### Fundaciones y asociaciones benéficas frente al Tratado de Roma.

Las Fundaciones y las asociaciones caritativas están como tales fuera del objetivo del Tratado de Roma. La legislación comunitaria es aplicable a personas naturales o a estados miembros. También es aplicable a "Compañías o Firmas formadas de acuerdo con la Ley de un Estado miembro y que tienen su domicilio social o centro principal de negocios dentro de la Comunidad" (Art, 58).

El artículo 58 especifica que "Compañías o firmas" significa compañías o firmas constituidas bajo la ley civil o comercial, incluyendo sociedades cooperativas, y otras personas legales gobernadas por ley pública o privada, excento aquellas que no son lucrativas".

Un elemento esencial de las Fundaciones y Asociaciones benéficas es que poseen patrimonio. A este respecto nos referiremos al artículo 222 del Tratado que reza como sigue:

"Este Tratado de ninguna manera prejuzgará las reglas que gobiernen en los estados miembros el derecho de propiedad del patrimonio".

Estas provisiones básicas no han cambiado en el Acta Unica.

También observaremos que no existe un estatuto europeo de fundaciones comparable al propuesto estatuto europeo de las empresas y que no hay intención de crear tal estatuto. En algunas ocasiones la comisión ha mostrado interés en las fundaciones, y ha participado en la creación de Fundaciones o hecho contribuciones financieras a las fundaciones, pero en todos estos casos se trataba de fundaciones gobernadas por la ley interna del país miembro.

Un episodio a citar ha sido el proyecto emprendido en el contexto de la CEE, con el fin de crear una "Fundación Europea" que diese cumplimiento al deseo de Leo Tindemans de apadrinar el entendimiento entre los pueblos de la CEE en un plano humano, social y cultural y dar a los ciudadanos una visión directa y práctica del progreso hacia una unión europea.

Al no existir una estructura legal dentro de las propias instituciones de la CEE y al no existir voluntad aparente en los Estados miembros por crear e incorporar esta fundación bajo la ley propia de cualquiera de ellas, decidieron acudir a una organización intergubernamental establecida mediante un tratado. El resultado fué un Acuerdo estableciendo una Fundación europea, firmado el 29 de Marzo de 1.982, que tenía en común con una Fundación auténtica solamente el nombre. El intento finalizó cuando la Cámara Alta del Parlamento de uno de los Estados Miembros rechazó la aprobación del Tratado.

Ha habido, y todavía anda dando vueltas una iniciativa en la Resolución del Parlamento Europeo de 13 de Marzo de 1.987 sobre "Asociaciones no lucrativas en la Comunidad" pidiendo que la Comisión haga una propuesta para regular la incorporación de un Estatuto de amplitud comunitaria para asociaciones que deseen actuar a nivel comunitario.

Uno de los defectos principales de los que iniciaron este tema fue el establecimiento de un fondo Europeo para el desarrollo de asociaciones cuyos principales beneficiados serían las asociaciones establecidas bajo este estatuto.

La Comisión evidentemente es muy reacia al establecimiento de este Fondo que parece contradecir la exigencia de independencia del sector voluntario o parece emprender la armonización de la Ley de Asociaciones la cual sería una tarea ingente e iría contra la característica básica del mundo voluntario: su diversidad y pluralidad.

#### Posible impacto sobre las Fundaciones del Mercado Unico de 1.992

En el anexo a esta comunicación hemos indicado algunas características básicas de las fundaciones: patrimonio, objetivos, régimen legal, etc. (columna vertical a la izqda.) y los principales rasgos del mercado Unico tal como aparecen en el Libro Blanco de la Comisión: eliminación de barreras, físicas, técnicas y fiscales (columna superior)

Hemos indicado algunos posibles impactos de éste en aquellas. Es de esperar, por ejemplo, que la liberalización del mercado de capitales tenga un impacto sobre el patrimonio y gestión financiera de las fundaciones, o por dar otro ejemplo obvio, que los coeficientes aplicables del IVA dependerán de la naturaleza de los objetivos a los que sirva una Fundación.

Existen otras instancias del Mercado Unico que no afectarán de forma especial a las Fundaciones, por ejemplo los de adquisición pública.

Nuestras expectativas provisionales son que las "Fundaciones operacionales" que realizan actividades específicas en uno o más países, probablemente se verán más directamente afectadas por el amplio espectro de medidas que contiene el Libro Blanco del Mercado Unico y también que los países que tengan un sistema de control público y reconocimiento público de las fundaciones establecidas en su territorio tendrán algunas dificultades cuando se enfrenten a la necesidad de competir con movimiento de personas, bienes o capitales entre los Estados miembros de la CEE.

Dado que la esencia de las fundaciones es su capital, podemos esperar que la liberalización de los movimientos de capital producirá una onda de choque.

Hay cuatro áreas en las que las Fundaciones en Europa se ven afectadas por la Ley Comunitaria y en las que las reformas realizadas en el programa de 1.992 provocarán un impacto:

La primera es la actividad económica de, o, en favor de las Fundaciones. Tal actividad puede resultar del hecho de que una Fundación realiza una actividad económica como parte de, o en favor de, su actividad no lucrativa allí donde tales actividades económicas se presentan bajo la consiguiente ley: la venta de tickets de admisión a un Museo o a un concierto, la venta de productos hechos a mano por ciegos o las publiccciones que hace una Fundación.

La segunda es la propiedad por parte de una Fundación de una Empresa Económica o de acciones en una empresa industrial o financiera.

La tercera es el hecho de que una Fundación actue como parte en transacciones civiles y comerciales como Patrono, consumidor de electricidad, agua y teléfono, como usuario de un edificio de oficinas y servicios de limpieza.

La cuarta área que merece especial atención y se tratará por separado es la fiscalidad.

En todas estas situaciones la Fundación actua iure gestionis y se le trata como cualquier otro actuante en la vida diaria. Las disposiciones de la Ley comunitaria aplicadas a través de la legislación de los Estados miembros, de su regulación o práctica, se aplican a las fundaciones igual que a los demás.

Las disposiciones del Mercado Unico tienden a dar facilidades complementarias al movimiento de mercancías, servicios, personas y capital.

Por eso, será muy fácil para las fundaciones establecidas en un Estado miembro de la CEE emplear nativos de otros estados miembros y hacer uso de los servicios ofrecidos en otros países de la CEE, tales como seguros, publicaciones, asesoría legal, etc.

Es importante sin embargo considerar hasta que extremo la Ley de Fundaciones, el Estatuto de las Fundaciones, la práctica de los gobernadores de las Fundaciones o de las autoridades que las supervisan pueden impedir tales usos europeos. Esto tiene aplicación tanto a los Estados miembros de la CEE como a terceros estados. Por ejemplo, muchos países exigen que las Fundaciones sean auditadas. El informe del auditor puede ser un requisito para el reconocimiento futuro del estatus benéfico o de la concesión de exenciones fiscales. ¿Estará preparada una Fundación para confiar la auditoría a un colegiado de un país vecino de la CEE y satisfará esta auditoría al Inspector de Hacienda? ¿Aceptará un Inspector federal de impuestos americano con el fin de verificar una Fundación USA, un informe de uso correcto por un beneficiario de una beca de esta Fundación en Italia, realizado por una firma contable alemana?

Dicho de otra manera, ¿Aceptará la comisión de la CEE que por razones peculiares a un país de la CEE, ese país no quiera aceptar otra auditoría que la realizada por una firma de ese país?

La Ley de Fundaciones tiene una edad venerable y bien puede ser merecedora de la atención del Gobierno o de una regulación preliminar del Tribunal de Justicia en Luxemburgo para clarificar estos temas. Hay muchos factores que pueden hacer en la práctica imposible que una firma nacional o extranjera de la CEE quisiera cualificarse para suministrar el servicio especial requerido, por ejemplo por razones lingüísticas o por falta de conocimiento o comprensión de la ley benéfica que hay que aplicar. Pero esto son consideraciones prácticas, no legales.

Otro ejemplo se refiere a la nacionalidad del staff y directores. En países donde el Estado ejerce un control fuerte sobre las Fundaciones, como en Francia, ¿aprobarán las autoridades ahora el nombramiento de personal de otros países de la CEE?

Se duda de que el Tribunal de Luxemburgo quiera permitir una desviación del principio de igualdad de las personas de la CEE en base al artículo 48 del Tratado (policia pública) que afecta accidentalmente a grupos privados.

Señalaríamos en esta encrucijada que

Hay que hacer una distinción entre la ley y los deseos del fundador de la fundación o el que estableció la negociación. Es perfectamente aceptable que un fundador establezca criterios **muy** restrictivos para el nombramiento de directores y administradores, por ejemplo que tengan que ser de una nacionalidad particular o residentes en una determinada ciudad.

La siguiente cuestión que requiere nuestra atención es la propiedad del patrimonio. Dentro del nuevo mercado único será posible que una fundación de un país A de la comunidad invierta una parte de su capital en el país B. Además de lo que los fundadores estipulan sobre la inversión del patrimonio de la fundación ¿ hay razones válidas para que el legislador o los inspectores restrinjan la inversión al estado de la CEE en el que se estableció la fundación excluyendo otros estados de la CEE?. Si la respuesta es negativa sería importante examinar la ley y la práctica en este tema.

Estos puntos son muy importantes para las fundaciones que tengan un objetivo que abarque a toda la comunidad. Actualmente cuando hay una iniciativa que pretende el establecimiento de una fundación por fundadores en diferentes estados europeos las discusiones sobre la elección de la sede, que en principio deberían guiarse, solo por la necesidad de un régimen legal adecuado, están a menudo ensombrecida por el hecho de que el país de la sede se beneficiará materialmente por la presencia de la fundación. Pero allí donde la ley comunitaria permite que las fundaciones en cualquier caso nombren el Staff e inviertan en diferentes países de la CEE, el proceso para establecer una fundación estará menos eclipsado por consideraciones tales como donde estará la sede.



Todo esto suena muy bien para fundaciones en la comunidad Europea. todavía queda el tema de la fundaciones establecidas en otros lugares. Ciertas fundaciones internacionales establecidas en países no comunitarios podrían caer en la tentación de trasladarse a un estado de la CEE buscando una mayor flexibilidad y eficacia. No lo consideramos un escenario plausible. De hecho requerirán la disolución de la fundación en su país actual y su restablecimiento en el otro. La ley, los estatutos o la policía del cuerpo gubernativo podrían hacer que ésto fuese completamente o de hecho imposible.

En el mundo de las fundaciones , de las sociedades benéficas hay un corto pero perceptible proceso de resurgimiento y renovación. Ciertas fundaciones creadas antes del mercado único y cuyo estatuto y prácticas no puede ser adaptado a esa nueva realidad en ciertos casos dejaran de existir. Surgirán nuevas fundaciones que tendran en cuenta desde el comienzo la dimensión comunitaria.

Es casi cierto que los creadores de las fundaciones futuras en la CEE estarán menos inhibidas al elegir el país de la sede. Pero puede que todavía deseen optar por el país comunitario que ofrezca el régimen legal más liberal( Por ejemplo Holanda o Belgica) o el tratamiento fiscal más favorable (Por ejemplo el Reino Unido) mientras puedan invertir en otros países (por ejemplo Luxemburgo).

En consecuencia nos imaginamos una mayor competencia por nuevos negocios en el "Mercado de las fundaciones". Tal competencia puede atraer también a operaciones fuera de la CEE, tales como consultores para la promoción de fondos, los cuales pueden deslizarse en la experiencia de los métodos japoneses, americanos y de otros países no comunitarios que establezcan filiales de la CEE o se asocien a ellos mismos con ciudadanos de la CEE.

Con vistas al creciente papel de la fundación privada en las artes, en el deporte en bienestar social y especialmente en compañías para causas humanitarias y medio ambientales que por su naturaleza atraen al gran público tal desarrollo no sólo es esperado, sino aplaudido.

#### Politica de las fundaciones cara a la europa del 1992

Es un hecho conocido que el mercado único no solo trae grandes esperanzas, sino que también suscita miedos y críticas. En su famoso discurso de Brujas (septiembre de 1988) la Sra. Thatcher dijo que era irónico que precisamente cuando la Unión Soviética estaba aprendiendo que el éxito depende de tomar decisiones lejos del centro, algunas personas de la comunidad querían moverse en dirección contraria. Ella no simpatiza con la creación de un Super-Estado europeo. Por otra parte de la izquierda, hay el temor de que los grandes negocios se aprovechen del Mercado Único en detrimento de trabajadores y consumidores. Fuera de la CEE se han expresado sospechas de la aparición de una " Europa Fortaleza" proteccionista. Esta última crítica ha sido tan clamorosa que la Cumbre Europea de Rodas, en diciembre de 1988 se sintió obligada a asegurar al mundo que el Mercado único quería ser su socio, no una fortaleza.

El lenguaje utilizado por las mismas instituciones comunitarias, sin embargo, es a menudo de tal naturaleza que provoca posición. Por ejemplo, asegurar de forma repetitiva que el proceso de unificación es "irreversible" recuerda un lenguaje similar negado hasta hace poco en países comunitarios. Existe una preocupación real por la falta de responsabilidades políticas debida al hecho de que la legislación comunitaria se adopta en el consejo de ministros a puerta cerrada.

Los grupos de fuera de la CEE, sean públicos o privados, tienden por razones obvias a buscar en Bruselas lo que quieren obtener de Europa. Este hecho lo confirma la existencia de los Acuerdos de Lomé, con países del tercer mundo la cooperación económica entre la CEE y la EFTA formalizada en 1984 por una declaración más recientemente por la declaración de junio 1985 de reconocimiento mutuo entre CEE y COMECON.

Grupos de la CEE misma buscarán la promoción de sus intereses europeos no sólo en Bruselas o Estrasburgo, sino también en sus capitales respectivas. Es un hecho bien conocido que la presidencia de la comunidad por su país ofrece una oportunidad especial para conseguir ciertos beneficios especiales.

Las fundaciones en Europa deberían tener presente estas realidades. Deberían de mantener una presencia continua allí donde están las instituciones comunitarias, y una presencia ad hoc en la capital del país que garantice la presidencia.

El diseño de esta presencia debería ser tal que evitase cualquier indicio de servilismo a la comunidad Europea, las fundaciones son independientes entre si así como en relación a los problemas y organizaciones internacionales respectivamente su presencia ayudará a la fundaciones a ejercer funciones de vigilancia y control y a reunir información. Pero tienen que ser muy cuidadosos de manera que se asegure que una presencia solidaria no se interprete automáticamente como un compromiso con autoridades nacionales o comunitarias.

Ya hay algunas estructuras en pie que pueden asumir esta tarea. La asociación Europhil está ampliando ahora su base de manera que defienda los intereses de la fundación en otros países.

Un centro Europeo de fundaciones se va a establecer en Bruselas. Será una base de datos muy útil y un punto final para proyectos. El trabajo de Europhil en la armonización fiscal para el reconocimiento internacional de N 60 nos da otro punto de contacto. Finalmente el Club de la Haya ha mostrado en su encuentro en Helsinki que es conocedor de la nueva dimensión europea del mundo de las fundaciones. Si el Club de la Haya mantuviese una red de personas en sus organizaciones miembros para seguir a "Europa" ya hubiese hecho un largo camino en la dirección deseable.

¿Ofrece el mercado único nuevas perspectivas para el desarrollo de la filantropía?

La historia está llena de ejemplos en períodos de bienestar que originaron no sólo grandes obras públicas sino que en ellos individuos o grupos de individuos dedicaron riqueza y talento a los fines de la comunidad. El mercado único podría ser un nuevo cuerno de la abundancia, beneficio para la filantropía.

Para las nuevas iniciativas filantrópicas deberíamos mirar no a la comisión de la CEE ni a los Gobiernos de la CEE, sino a los ciudadanos y empresas en la CEE, la desaparición de la frontera les ofrece nuevas oportunidades para sus esfuerzos filantrópicos. Esto debería ser estimulado por las instituciones comunitarias y reflejado en las leyes y políticas nacionales. Por ejemplo a los grupos de interés económicos europeos deberían darles estímulos fiscales y de otro tipo para el patronazgo y donaciones con fines benéficos.

#### Fundaciones en la "Casa Común Europea"

Las fundaciones en la Europa del Este y del Oeste son socios privilegiados en el nuevo proceso de la construcción de la "Casa Común Europea" ya hay fundaciones en la Europa del Este y del Oeste que han empleado personas de la otra parte de Europa en sus cuerpos gubernativos (por la Fundación Lyudmila Zhivkova en Bulgaria).

Grecia ha salido adelante una iniciativa para el establecimiento de una fundación dedicada a las relaciones entre las Europas del Este y del Oeste.

Las fundaciones son independientes y no tienen que esperar aprobación gubernativa o parlamentaria para embarcarse en proyectos específicos en otras partes de Europa. Había que destacar que los procesos de la perestroika e innovación en la Europa del Este ha encontrado una canal adecuado en los movimientos voluntarios esten reconocidos oficialmente o no. Las organizaciones voluntarias que surgen a nivel del suelo fueron capaces de retar al inmovilismo de las organizaciones voluntarias "oficiales" que sufrían dos obstáculos primero que ciertas se declaraban sencillamente inexistentes (por ejem. pobreza, drogas contaminación), segundo que estaban dominadas por personas contratadas por el estado o el partido (Nomenklatura) la punta de lanza de los movimientos voluntarios de la Europa del Este ha sido formada por organizaciones de personas (asociaciones, clubs, grupos). Las fundaciones aparecen en un nivel más sofisticado, aprobado por el Estado. Dado que son personas legales y poseen patrimonio no pueden existir a menos que sean reconocidas expresamente por la ley. Una afinidad adicional reside en el hecho de que en el modelo marxista clásico, patrimonio y medios de producción están en posesión del Estado o de los individuos, pero nunca de organismos no lucrativos.

Por consiguiente es de esperar que la evolución de las fundaciones en la Europa del Este todavía necesitará un cierto tiempo .

El sector de la beneficencia del mundo incanalizado debería seguir de cerca el proceso de establecimiento de las fundaciones de la Europa del Este y ayudar a su proceso de forma adecuada la expresión de interés y simpatía y la oferta de asesoramiento son en este sentido más importantes que la concesión de dinero.

Por su parte las fundaciones del oeste que están establecidas desde hace mucho tiempo pueden aprender del desarrollo del joven sector voluntario de la Europa del Este.

**Foundations and the Single market 1992**  
 FUNDACIONES Y MERCADO UNICO DE 1.992

**SINGLE MARKET - MERCADO UNICO**

REMOVAL OF BARRIERS: ELIMINACION DE BARRERAS	I PHYSICAL FISICAS Goods Mercancias	Persons	II TECHNICAL TECNICAS Standards Procurement Workers & professions Financial services Transport Capital movement Company law	III FISCAL FISCALES VAT IVA Excise duties
---	--	---------	---	---

**FOUNDATIONS**

Property PATRIMONIO	X		X	X	
Common law status		X	X	X	
Corporate philanthropy					X
Registration		X	X		
Tax treatment of donor		X	X	X	
Grant giving foundation			X	X	
Operational foundation	X	X	X	X	X
Financial management	X		X	X	X

"NEW NAMES"

Concept of a Charity Programme

The Charity Council of the Cultural Foundation of the USSR, with the help of the Peace Foundation of the USSR and some other public organizations, is rather versatile in its activities and carries out quite a number of various programmes. "New Names" however is a special one. It is a truly international undertaking and we believe that in implementing it we will enjoy the support of charity foundations abroad, firms and companies engaged in charitable activities, as well as all those organizations and private persons who hold dear the future of contemporary culture and its young architects.

Unlike other programmes of the Cultural Foundation of the USSR, which aim to preserve and spread the heritage of Russian and world classical arts, to make society appreciate its own artistic past even more, "New Names" is designed to promote the culture of today and tomorrow.

We reckon on the understanding and support of the heads of state and government of the countries which would like to be part of the "New Names" Programme. We are positive that "New Names" will elicit a favourable response not only from presidents and monarchs, but also from the queens and kings of arts. Prestige commanded by prominent artists combined with their charitable activities should serve as a guarantor for the success of the proposed programme.

"Talent is like a gem; the more painstakingly it is cut, the more beautiful it is". Such are words of the great Russian composer Pyotr Tchaikovsky. We intend to spare no effort or expense in the lofty course of cutting new talents, and we



call upon all to join us. By helping young performers raise the level of their art and acquire new facets and qualities, we promote culture internationally because every genuine talent forms universal property and is not confined to national boundaries.

Moreover, in our attempt to take care of the most gifted young artists and performers we do not limit ourselves by the realm of the art alone for it is a truth universally acknowledged that all arts ultimately serve the art to live which also means the art to live in peace on Earth. For genuine art is inseparably linked with morality, and as Leo Tolstoy used to stress, it is a major means of uniting people.

"New Names" is a charity programme of multiple forms. First, the most promising young artistic personalities in a country are identified. In the Soviet Union, for example, the Cultrual Foundation of the USSR will consult an authoritative expert commission, set up by the Charity Council, and will also seek recommendations of the Ministry of Culture of the USSR, artistic unions and companies, artistic educational institutions and outstanding cultural figures. Prizes won at international and national contests or exhibits will be taken into account. Young (under 35) musicians, painters, writers, actors, singers, dancers and other artistic personalities thus selected will then be rendered comprehensive support in education and mastering their professional skills, in organizing their public performances, tours, exhibits, in having their works published, etc.

We propose starting a tradition of an international arts festival "A Star Is Born", designed primarily for young performers; to organize talent fairs in order to facilitate the signing of performance, tour or recording contracts; to arrange annual

summer workshop in different countries for young artists with the participation of renowned masters. We would also like to be instrumental in preparing international premieres of the most distinguished works played by young performers and perhaps in organizing their subsequent tours. Another idea is to try forming international companies, for example, orchestras, made up entirely of young musicians.

We all know that in many cases young prize-winners at various contests and competitions fail to become known to the public due to various reasons, the major one among them being the lack of experience in starting an artistic career. To encourage and assist these individuals we propose setting up a special award of the "New Names" programme to be presented to the participants in competitions held in different countries; we are also thinking about establishing a charity grant for one year or more for the most gifted students of arts in different countries.

Our objective is not only to make it easier for young talented individuals to enter the maze of the world of arts and be a success, but also to help them expand their knowledge about their own profession, to make them perceive the international level of achievements in their chosen art, to provide them with more inside knowledge about the cultural and social spheres of life in other countries. This, we are convinced, we are convinced, will help making outstanding creative personalities out of them, distinguished by their vision and maturity.

We attach great importance to developing further international exchange of spiritual values and we believe that youth should play an active part in this process. Contacts between young artistic personalities of different nations, and not just contacts

but joint performances, exhibitions, publications, can only have a most favourable effect on their creative effort. Guided by this consideration the Cultural Foundation of the USSR intends to establish grants for education and training abroad, to organize individual and collective tours and cultural trips, to undertake initiatives, designed to help new talents establish itself.

The Soviet Union could in its turn heed the advice of cooperating foreign agencies and help publicize in our country hitherto unknown gifted young performers from abroad or assist them in getting training or expert advice in the USSR in the area of their choosing, for instance, ballet. It is our conviction that the "New Names" programme is fully in tune with our times; it could become a response to the requirements of world culture today whose objective inter alia is to improve and spiritually enhance Man.

Please, consider the above concept as only a first draft; your comments, suggestions, questions and, above all, new ideas, are most welcome. At the same time we extend to every concerned organization or individual an invitation to make their contribution in whatever form to the proposed programme.

"NEW NAMES"

Concept of a Charity Programme

The Charity Council of the Cultural Foundation of the USSR, with the help of the Peace Foundation of the USSR and some other public organizations, is rather versatile in its activities and carries out quite a number of various programmes. "New Names" however is a special one. It is a truly international undertaking and we believe that in implementing it we will enjoy the support of charity foundations abroad, firms and companies engaged in charitable activities, as well as all those organizations and private persons who hold dear the future of contemporary culture and its young architects.

Unlike other programmes of the Cultural Foundation of the USSR, which aim to preserve and spread the heritage of Russian and world classical arts, to make society appreciate its own artistic past even more, "New Names" is designed to promote the culture of today and tomorrow.

We reckon on the understanding and support of the heads of state and government of the countries which would like to be part of the "New Names" Programme. We are positive that "New Names" will elicit a favourable response not only from presidents and monarchs, but also from the queens and kings of arts. Prestige commanded by prominent artists combined with their charitable activities should serve as a guarantor for the success of the proposed programme.

"Talent is like a gem; the more painstakingly it is cut, the more beautiful it is". Such are words of the great Russian composer Pyotr Tchaikovsky. We intend to spare no effort or expense in the lofty cause of cutting new talents, and we

call upon all to join us. By helping young performers raise the level of their art and acquire new facets and qualities, we promote culture internationally because every genuine talent forms universal property and is not confined to national boundaries.

Moreover, in our attempt to take care of the most gifted young artists and performers we do not limit ourselves by the realm of the art alone for it is a truth universally acknowledged that all arts ultimately serve the art to live which also means the art to live in peace on Earth. For genuine art is inseparably linked with morality, and as Leo Tolstoy used to stress, it is a major means of uniting people.

"New Names" is a charity programme of multiple forms. First, the most promising young artistic personalities in a country are identified. In the Soviet Union, for example, the Cultrual Foundation of the USSR will consult an authoritative expert commission, set up by the Charity Council, and will also seek recommendations of the Ministry of Culture of the USSR, artistic unions and companies, artistic educational institutions and outstanding cultural figures. Prizes won at international and national contests or exhibits will be taken into account. Young (under 35) musicians, painters, writers, actors, singers, dancers and other artistic personalities thus selected will then be rendered comprehensive support in education and mastering their professional skills, in organizing their public performances, tours, exhibits, in having their works published, etc.

We propose starting a tradition of an international arts festival "A Star Is Born", designed primarily for young performers; to organize talent fairs in order to facilitate the signing of performance, tour or recording contracts; to arrange annual

summer workshop in different countries for young artists with the participation of renowned masters. We would also like to be instrumental in preparing international premieres of the most distinguished works played by young performers and perhaps in organizing their subsequent tours. Another idea is to try forming international companies, for example, orchestras, made up entirely of young musicians.

We all know that in many cases young prize-winners at various contests and competitions fail to become known to the public due to various reasons, the major one among them being the lack of experience in starting an artistic career. To encourage and assist these individuals we propose setting up a special award of the "New Names" programme to be presented to the participants in competitions held in different countries; we are also thinking about establishing a charity grant for one year or more for the most gifted students of arts in different countries.

Our objective is not only to make it easier for young talented individuals to enter the maze of the world of arts and be a success, but also to help them expand their knowledge about their own profession, to make them perceive the international level of achievements in their chosen art, to provide them with more inside knowledge about the cultural and social spheres of life in other countries. This, we are convinced, we are convinced, will help making outstanding creative personalities out of them, distinguished by their vision and maturity.

We attach great importance to developing further international exchange of spiritual values and we believe that youth should play an active part in this process. Contacts between young artistic personalities of different nations, and not just contacts

but joint performances, exhibitions, publications, can only have a most favourable effect on their creative effort. Guided by this consideration the Cultural Foundation of the USSR intends to establish grants for education and training abroad, to organize individual and collective tours and cultural trips, to undertake initiatives, designed to help new talents establish itself.

The Soviet Union could in its turn heed the advice of cooperating foreign agencies and help publicize in our country hitherto unknown gifted young performers from abroad or assist them in getting training or expert advice in the USSR in the area of their choosing, for instance, ballet. It is our conviction that the "New Names" programme is fully in tune with our times; it could become a response to the requirements of world culture today whose inter alia is to improve and spiritually enhance Man.

Please, consider the above concept as only a first draft; your comments, suggestions, questions and, above all, new ideas, are most welcome. At the same time we extend to every concerned organization or individual an invitation to make their contribution in whatever form to the proposed programme.

RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"

	NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
X	"ADIFUCA" (COORDINADORA DE FUNDC. CATALANES)	BARCELONA	ESPAÑA
	"ASAMBLEA SUPREMA DE CRUZ ROJA ESPAÑOLA"	MADRID	ESPAÑA
	"ASOCIACION TELEFONICA AYUDA A MINUSVALIDOS (A.T.A.M.)"	MADRID	ESPAÑA
	"C.A.M.P.S. CENTRO ADULTOS MINUSVALIDOS PSI"	MADRID	ESPAÑA
	"CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO-SUB. DE OBRAS SOCIALES"	ALICANTE	ESPAÑA
X	"CIDOB (CENTRO INFORMATICO I DOCUMENT. INTERN.BARCELONA"	BARCELONA	ESPAÑA
	"CIRCULO DE BELLAS ARTES"	MADRID	ESPAÑA
	"COMISION COMUNIDADES EUROPEAS DG XXIII"	RUE DE LA LOI	BELGICA
	"CONSEJO DE EUROPA"	BRUXELLES	BELGICA
	"CONSELLERIA DE CULTURA DE LA XUNTA DE GALICIA"	SANTIAGO	ESPAÑA
	"CONSELLO DA CULTURA GALLEGA"	SANTIAGO DEL C.	ESPAÑA
	"COUNCIL OF EUROPE"	STRASBOURG CEDE	STRASBOURG
	"CULTURAL FOUNDATION OF THE USSR"		URSS
	"DIRECCION GENERAL XV DE LA COMUNIDAD EUROPEA"	RUE DE LA LOI	BELGICA
	"ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES FISCALES"	B-9000 GHENT	BELGICA
	"EUROPEAN CULTURAL FOUNDATION"	HN.AMSTERDAM	HOLANDA
	"FOMENTO DE FUNDACIONES"	MADRID	ESPAÑA
	"FUNDACION EUROPEA DE LA CULTURA"		BELGICA
X	"GENERALIDAD DE CATALUÑA"	BARCELONA	ESPAÑA
	"GENERALITAT VALENCIANA -CONSELLERIA DE SANITAT I CONSUM"	VALENCIA	ESPAÑA
	"GIOVAGNI AGNELLI"		ITALIA
	"GOTEBORGS UNIVERSITET"	37 STOCKHOLM	SUECIA
	"HOSPITAL SAN PABLO"	MONDOÑEDO	ESPAÑA
	"MINISTERIO DE CULTURA - SUBSECRETARIA"	MADRID	ESPAÑA
	"MINISTERIO DE CULTURA"	MADRID	ESPAÑA
	"MINISTERIO DE ECONOMIA Y HACIENDA"	MADRID	ESPAÑA



RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"

NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
"NATIONAL YOUTH FOUNDATION"	ATHENS	GRECIA
"OBRA PIA DE LOS HERMANOS PIZARRO"	VILLANUEVA DE S	ESPAÑA
"ORGANIZACION MUNDIAL DE LA SALUD"		DINAMARCA
"PARLAMENTO EUROPEO"	BRUSELAS	BELGICA
"PATRONATO ROSALIA DE CASTRO"	PADRON	ESPAÑA
"PRIMS BERNHARD FOUNDATION"	AMSTERDAM	HOLANDA
"PROMOCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS"	MADRID	ESPAÑA
"PROTECTORADO DE FUNDACIONES - MINISTERIO DE EDUCACION"	MADRID	ESPAÑA
"PROTECTORADO TRABAJO SEGURIDAD SOCIAL"	MADRID	ESPAÑA
"REAL ACADEMIA CIENCIAS MORALES Y POLITICAS"	MADRID	ESPAÑA
"THE TOYOTA FOUNDATION"	TOKYO 163	JAPON
"THE WELLCOME TRUST"	LONDON NW1 4LJ	INGLATERRA
ASESORIA TECN.FUNDACIONES. CONSEJ.CULTURA-JUNTA ANDALUCIA	SEVILLA	ESPAÑA
FUNDACION "A.S.P.A.N.A.E.X."	PONTEVEDRA	ESPAÑA
FUNDACION "ACTILIBRE"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ADRIANO OLIVETTI"	ROME	ITALIA
FUNDACION "AGA COMUNICACION Y MECENAZGO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "AGENCIA EFE"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "AGRUP.FUNDAC. FRANCISCO LOPEZ TRAFIA Y OTROS"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ALFONSO MARTIN ESCUDERO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ALICERCES"	SANTAGO	ESPAÑA
FUNDACION "ANDALUZA DE FLAMENCO"	JEREZ DE LA FR.	ESPAÑA
FUNDACION "ANTONIO CAMUÑAS"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ANTONIO MACHADO" (FUNDACION ESPAÑOLA)	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ARAGUANEY"	SANTIAGO DE C.	ESPAÑA
X FUNDACION "ASEPEYO"	BARCELONA	ESPAÑA

RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"

NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
FUNDACION "AYUDA C/ DROGADICION"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "BANCO DE BILBAO-VIZCAYA"	BILBAO	ESPAÑA
FUNDACION "BANCO EXTERIOR"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "BANCO HISPANO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "BERNARDO PEREZ SALES"	ALICANTE	ESPAÑA
FUNDACION "BING CROSBY DE GOLF DE LA MORALEJA"	MADRID	ESPAÑA
x FUNDACION "C.E.T.S. INSTITUT. QUIMIC DE SARRIA"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "CALOUSTE GULBENKIAN"	LISBOA	PORTUGAL
FUNDACION "CAMILO JOSE CELA"	PALMA DE MALLOR	ESPAÑA
FUNDACION "CAMINO DE SANTIAGO"	SANTIAGO DE C.	ESPAÑA
FUNDACION "CASTELAO"	SANTIAGO DE C.	ESPAÑA
x FUNDACION "CATALANA PER A LA RECERCA"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "CENTRO CULTURAL MANUEL DE FALLA" AYTº GRANADA	GRANADA	ESPAÑA
FUNDACION "CIBA"	LONDON WIN 4BN	INGLATERRA
FUNDACION "CITEMA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "COCINA ECONOMICA"	SANTIAGO	ESPAÑA
FUNDACION "CODESPA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "COLAB. UNIVERSIDAD DE COMILLAS"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "COLECCION THYSSEN BORNEMISZA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "COLEGIO DEL REY"	ALCALA HENARES	ESPAÑA
FUNDACION "COLEGIO LIBRE DE EMERITOS"	MADRID	ESPAÑA
x FUNDACION "CONDES DE BARCELONA (LA VANGUARDIA)"		ESPAÑA
FUNDACION "CONGRESO MUNDIAL DE LA ENERGIA" IBERDUERO	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "CREFAT"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "CULTURAL DE CASTILLA LA MANCHA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "DE FRANCE"	PARIS VIII	FRANCIA

RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"  
-----

NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
✓ FUNDACION "DR. ANTONIO ESTEVE"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "DR. GREGORIO MARAÑON"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ECCA"	LAS PALMAS DE	ESPAÑA
FUNDACION "ELISA Y LUIS VILLAMIL"	VEGADEO	ESPAÑA
FUNDACION "EMAUS INTERNACIONAL"		ESPAÑA
FUNDACION "EMPRESA UNIVERSIDAD DE ZARAGOZA"	ZARAGOZA	ESPAÑA
FUNDACION "EMPRESA UNIVERSIDAD GALLEGA"	SANTIAGO DE C.	ESPAÑA
FUNDACION "ENG ANTONIO DE ALMEIDA"	PORTO	PORTUGAL
FUNDACION "F.NANSEN AND AFFILIATED FOR THE ADVANCEMENT.."	0271 OSLO 2	NORUEGA
FUNDACION "FARMACEUTICA AVENZOAR"	SEVILLA	ESPAÑA
FUNDACION "FERNANDO RIELO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "FERROCARRILES ESPAÑOLES"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "FEUGA"	SANTIAGO DE C.	ESPAÑA
FUNDACION "FILGUEIRA VALVERDE"	PONTEVEDRA	ESPAÑA
FUNDACION "FOESSA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "FRANCISCO LARGO CABALLERO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "FRITZ THYSSEN STIFTUNG"	POSTFACH-180346	ALEMANIA FEDER.
FUNDACION "FUNDESCO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "GENERAL MEDITERRANEA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "GERMAN SANCHEZ RUIPEREZ"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "GOLDEN CLOVER"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "GOMEZ PARDO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "GOTZE INSTITUTO MEDICO PEDAGOGICO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "GREGORIO PRIETO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "HAYCRAFT"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "HOMBRE" (FUNDACION DEL )	MADRID	ESPAÑA

RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"  
-----

NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
FUNDACION "HOSPITAL DE LA STA. RESURRECION"	UTRERA	ESPAÑA
FUNDACION "INTERPHIL"	KENT ME18 6 HU	INGLATERRA
FUNDACION "INTES"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "INVESTIGACION Y DEFICIENCIAS DE EST. DENTALES"	VALENCIA	ESPAÑA
FUNDACION "ISAAC ALBENIZ"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ISABEL GOMEZ AROCA" CULTURAL PRIVADA	MURCIA	ESPAÑA
FUNDACION "J. H. IBARS"	MARBELLA	ESPAÑA
× FUNDACION "JAUME BOFIL"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "JOSE MARIA ARISTRRAIN"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "JOSE MARIA BLANC"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "JOSE MATIA CALVO"		ESPAÑA
FUNDACION "JOSE ORTEGA Y GASSET"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "JUAN MARCH"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "JUANELO TURRIANO"	MADRID	ESPAÑA
∠ FUNDACION "KNICKERBOCKER"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "KNUT OCH ALICE WALLENBERGS STIFTELSE"	22 STOCKBOLM	SUECIA
FUNDACION "LABORAL DE LA CONST. DEL PRINCIPADO DE ESTURIAS"	OVIEDO	ESPAÑA
FUNDACION "LABORAL SERVICIOS ASISTENCIALES DEL INI"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "LUIS FERNANDEZ VELASCO"	OVIEDO	ESPAÑA
FUNDACION "MAFRE VIDA" (FUNDACION CULTURAL)	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "MARCELINO BOTIN"	SANTANDER	ESPAÑA
FUNDACION "MUNICIPAL DE CULTURA"	OVIEDO	ESPAÑA
FUNDACION "NICOMEDES GARCIA GOMEZ"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "O.N.C.E."	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "ONASSIS"	106 76 ATHENS	GRECIA
FUNDACION "ORIENTE"	LISBOA	PORTUGAL

RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"

NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
FUNDACION "ORIOI-URQUIJO"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "PAIDEIA"	LA CORUÑA	ESPAÑA
FUNDACION "PASTOR DE ESTUDIOS CLASICOS"	MADRID	ESPAÑA
✕ FUNDACION "PATRONATO DEL INSTITUTO QUIMICO DE SARRIA"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "PEDRO BARRIE DE LA MAZA, CONDE DE FENOSA"	LA CORUÑA	ESPAÑA
FUNDACION "PENZOL"	VIGO	ESPAÑA
FUNDACION "PERE VERGES"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "PORLIER"	LA CORUÑA	ESPAÑA
✕ FUNDACION "PRIV.ONCOLOGIA INFANTIL ENRIQUETA VILLAVECCHIA"	BARCELONA	ESPAÑA
✕ FUNDACION "PRIVADA UNIVERSITARIA CATALANA"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "PRO IUVENTUTE"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "PROMOCION SOCIAL DE LA CULTURA"	MADRID	ESPAÑA
✓ FUNDACION "PUIGVERT"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "RAFAEL LEUZ INVEST. Y PROM. DE LA ARQ. SOCIAL"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "RAMON ARECES"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "RAMON ESTALELLA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "REINA SOFIA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "RODE"	PAMPLONA	ESPAÑA
FUNDACION "ROMANILLOS"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "S.FERNANDO REY DE ESPAÑA Y S.FRANCISCO ASIS"	GRANADA	ESPAÑA
FUNDACION "SAGRADO CORAZON" PIRINEOS Y SARRIA	GODELLA	ESPAÑA
FUNDACION "SANTA MARIA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "SANTILLANA"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "SEGUNDO GIL DAVILA"	SANTIAGO	ESPAÑA
✕ FUNDACION "SERVEIS DE CULTURA POPULAR"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "SONSOLES BALVE LANTERO" (FUNDACION LABORAL)	BURGOS	ESPAÑA

RELACION DE FUNDACIONES QUE ASISTIRAN AL ENCUENTRO

"LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92"

NOMBRE DE LA FUNDACION	POBLACION	PAIS
FUNDACION "SOTOMAYOR"	MADRID	ESPAÑA
FUNDACION "TOLEDO"	MADRID	ESPAÑA
↳ FUNDACION "URIACH 1838"	BARCELONA	ESPAÑA
FUNDACION "VOLKSWAGEN - STIFTUNG"	HANNOVER 81	ALEMANIA
FUNDACION UNIVERSIDAD EMPRESA	MADRID	ESPAÑA
TELEFONICA DE ESPAÑA, S.A.	MADRID	ESPAÑA



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Lorenzo Estévez Fernández*

-1-

LA "FUNDACION EUROPEA DEL CAMINO DE SANTIAGO" Y

SU PROYECCION EUROPEA.

Los primeros peregrinos que hace un milenio llegaron por tierra y mar a Compostela, en búsqueda de una garantía de salvación para sus almas, mal podían ser conscientes de su papel como pioneros de lo que aquel movimiento iba a generar. Ni siquiera obispos como Xelmírez o reyes como Alfonso VI, que actuaban impulsados por intenciones más concretas e inmediatas, pudieron prever el alcance de sus empresas. Nadie podía darse cuenta de que once siglos después de la "invención" del sepulcro apostólico aquel discurrir continuo de gentes de todos los reinos sobre una red de caminos que variaban según las épocas, ya cara al norte, ya cara al sur, siguiese vigente y alcanzase, como en sus tiempos de apogeo, carta de naturaleza delante de las más altas instancias políticas y culturales de Europa y del mundo.

El último hito de este hecho cultural se produce el 25 de octubre de 1987, cuando el Consejo de Europa, desde esta ciudad de Compostela, declara oficialmente el Camino de Santiago como Primer Itinerario Cultural Europeo y lo hace punto de partida para una acción a escala continental sobre otros itinerarios semejantes, que tendrá



como primer objetivo dar paso a la cooperación entre los Estados miembros y entre las ciudades afectadas, en orden a conservar estas rutas internacionales de comunicación y del patrimonio edificado en ellas.

España asumió esta iniciativa, e incluso se adelantó a la acción del Consejo de Europa. Tras la firma de un Convenio entre los Ministerios de Obras Públicas y Urbanismo, Cultura, Transportes, Turismo y Comunicaciones, las Comunidades Autónomas que ven recorrido su territorio por el itinerario principal del Camino se acercaron al Proyecto de renovación integral que dichos ministerios habrán de desarrollar en el campo de sus respectivas competencias.

Acontecimientos muy recientes vienen a reafirmar esa referida labor de cooperación tanto entre los Estados como entre las ciudades afectadas. En efecto, en el último de los terrenos hace apenas unos meses que se ha cerrado el Convenio de las Ciudades del Camino, en que los Ayuntamientos de Compostela, León, Burgos, Logroño y Pamplona, se han puesto de acuerdo para el establecimiento de un proyecto cultural itinerante que comenzando en el año 1989, tenga la finalidad de desarrollar un amplio proceso creativo que integre al norte de España en el eje que en la actualidad representan las ciudades de Madrid, Barcelona y Sevilla.





*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Lorardo Estévez Fernández*

- 3 -

Pero es en el segundo de los ámbitos en el que tengo especial interés en centrarme en una reunión como ésta dedicada a las Fundaciones europeas en el horizonte del año 1992. Y ello porque, en efecto, en el terreno de la cooperación internacional se ha firmado recientemente en Compostela la Carta Fundacional de la "Fundación Europea del Camino de Santiago", con la que los Estados español y francés comienzan una senda a la que a buen seguro pronto se añadirán otros Estados europeos igualmente interesados por el proyecto del Camino. Una Fundación, que constituye la base de un ambicioso e ilusionante objetivo de cooperación cultural internacional, y que presenta como finalidades fundamentales las de promocionar los itinerarios del Camino de Santiago, fomentar las actuaciones que contribuyan a su recuperación, restauración patrimonial y revitalización cultural y, en suma, apoyar todas las iniciativas de los Estados miembros destinadas a propiciar el intercambio cultural y la solidaridad entre los pueblos europeos.

La necesidad de que todos los sectores implicados, desde las distintas esferas de la Administración (central, autonómica y local), pasando por las Instituciones (como la Universidad y otras de carácter científico y cultural), hasta llegar a la misma sociedad civil y a sus diferentes instrumentos de articulación y expresión (asociaciones empresariales, grupos de promoción cultural, sociedades artísticas o corporaciones profesionales) colaboren en la iniciación y consolidación de este proyecto se ve a la luz de muy diversas consideraciones. Entre ellas cabría destacar el abundante patrimonio arquitectó-



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Gerardo Estévez Fernández*

- 4 -

nico como memoria histórica que sigue viva en el itinerario, la vigencia del hecho de la peregrinación, patente sobre todo en la temporada veraniega, el auge de los estudios jacobeos en universidades, centros y sociedades de toda Europa y, finalmente, el innegable prestigio de que goza Compostela más allá de nuestras fronteras como ciudad histórico-artística y foco de europeísmo. Sirvan como pequeños pero significativos ejemplos a este respecto, los de personas tan ilustres como el dramaturgo y director escénico Francisco Nieva, quien afirmaba hace unas semanas su convicción de que Santiago es una de las más, si no la más, bella ciudad de Europa. O las aún más recientes manifestaciones del escritor Peter Handke ("El País 3 de septiembre, suplemento libros) poniendo de relieve su extraordinario interés por los recorridos del Camino y por el fenómeno de la peregrinación.

Las líneas maestras de ese referido proyecto de revitalización se concretan en el abordamiento de toda la problemática del Camino desde una perspectiva territorial, que contemple a aquél no sólo como un sendero sino como una franja con interdependencias de diverso tipo; en el mantenimiento de una relación entre las iniciativas institucionales y las procedentes de la sociedad civil -de los ciudadanos y de las asociaciones populares-, lo que exigirá de forma muy especial la movili-



zación y participación de todos los municipios que atraviesan el Camino; y, finalmente, en la implicación, dentro del ambicioso proyecto cultural del Camino, de la mayor parte de los sectores poblacionales dado que no se trata exclusivamente de una rehabilitación física, sino de una verdadera recuperación cultural que ha de implicar a los sectores más dinámicos de la población y, de forma muy especial, a los jóvenes, actores y destinatarios destacados del objetivo revitalizador que acabamos de referir.

A partir de esas líneas deben ser planteadas todo el conjunto de intervenciones y propuestas, concebidas, a la vista de la extraordinaria riqueza cultural del tema del Camino, no sólo como un proyecto para el futuro inmediato -un futuro que, de hecho, ya hemos empezado a construir-, sino como un proyecto para el porvenir.

En primer lugar, el Camino como infraestructura, es decir, como objeto físico, que podría concretarse en torno a algunas reflexiones y actuaciones esenciales como: la no consideración de un único trayecto del Camino, sino más bien como un conjunto de itinerarios que del Oriente al Occidente conforman una banda territorial; la necesidad de evitar políticas en exceso "proteccionistas" tendentes a mantener la ruta como una pieza museística; la constatación de la invasión de muchas zonas del Camino y de la consecuente necesidad de proceder a la desafectación de las mismas y su conservación o el desarrollo de programas para la elaboración de cartografías adecuadas, por poner algunos ejemplos.



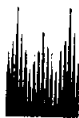
*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Lorardo Estévez Fernández*

- 6 -

Un segundo frente de intervención sería el relativo al patrimonio arquitectónico. Y ello porque la valoración del Camino de Santiago como fenómeno cultural ha estado ligado primordialmente al arte y, muy en particular, a la arquitectura que se produjo en el mismo a lo largo de la historia. Con ello cabría incluir dentro del proyecto de recuperación patrimonial no sólo el que en un sentido más estricto podríamos denominar "Arte del Camino de Santiago", sino también todo tipo de arquitecturas cuya razón de ser o función se vincule de algún modo y en cualquier época al fenómeno del peregrinaje. Un conjunto monumental, en fin, en el que habría que incluir los religiosos o civiles, especialmente vinculados al Camino jacobeo; los monumentos menores, por su envergadura o el mérito de su fábrica, pero de especial valor documental para la historia del Camino; la obra de ingeniería vinculadas a la infraestructura viaria o a sus servicios; y, por último, los núcleos urbanos, con atención especial a los que fueron etapas relevantes en la peregrinación.

Un tercer y último frente de intervención, que no por ser tratado al final es en absoluto el menos importante, sería el relativo a las propuestas de promoción cultural y turística del Camino. En el primero de esos ámbitos, no puede desconocerse que el proyecto del Camino de Santiago es un proyecto fundamentalmente cultural que plantea la necesidad de abordar toda una serie de aspectos de gran riqueza e interés: desde la recuperación de la toponimia, a la concertación de programas culturales por Comunidades Autónomas y Regiones,



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Rodrigo Estévez Fernández*

- 7 -

pasando por la realización de unos Encuentros Europeos en el Camino de Santiago, de los que hablaré más adelante, hasta la consolidación de otras rutas culturales, de bibliotecas y centros de documentación; y ello sin olvidar en caso alguno el necesario traslado de experiencias españolas a otros países europeos, que reforzarán el carácter transnacional del proyecto del Camino.

La propuesta turística, no puede ser desligada de ninguna manera de la propuesta cultural, pues aunque no sólo, el Camino se sostiene y puede y debe ser base para el incremento de un turismo de marcado acento cultural. Es así que en superación del tradicional sentido peyorativo con que a veces se asocia a la explotación turística tradicional, parece conveniente plantearse la necesidad de hablar de un programa de promoción turística del Camino.

Un programa que parte fundamentalmente de la consideración de que es un Camino "vivo", para ser recorrido de múltiples maneras, como vínculo de unión de los pueblos de Europa. De esta manera seremos fieles a su contenido histórico y al papel desarrollado en la construcción del viejo continente.

Actuaciones como: su señalización, emprendida por el Ministerio de Obras Públicas en España, la edición de guías de núcleos y de tramos itinerarios, la rehabilitación de antiguos hospitales para usos hoteleros o la preparación de zonas de descanso, son iniciativas



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Rodrigo Estévez Fernández*

- 8 -

que debiendo ser abordadas fundamentalmente por la iniciativa privada pueden ser diseñadas o programadas bajo el auspicio de la Fundación.

Quiero mencionar la dimensión europea en que la oferta cultural debe ser situada en el cada vez más cercano horizonte cronológico de 1993. El año jubilar compostelano debe ser ocasión y motivo para un replanteamiento general de todo el problema de la articulación cultural y turística, replanteamiento que permita un progresivo reequilibrio interterritorial de cuya necesidad todos somos conscientes. El año 93, ligado a las manifestaciones que tendrán lugar en nuestro país en 1992, puede ser una ocasión inmejorable para intentar ese reequilibrio que demanda la sociedad civil cada vez con más urgencia.

¿Cuál me parece, en relación con estas diferentes líneas de actuación que en mi doble condición de Alcalde de Santiago y de Director General de la "Fundación Europea del Camino de Santiago" acabo de plantear, que debe ser el papel de esta última?. O, por expresarlo de otro modo, ¿qué acciones debe desarrollar la "Fundación" en el ámbito de las políticas relativas al Camino?.

En respuesta a estas cuestiones quiero comenzar apuntando algunas de las que parecen indiscutibles ventajas de la fórmula jurídica fundacional como instrumento en el que se plasma la voluntad de cooperación europea de la que es consecuencia la constitución de la "Fundación del Camino":



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Rodrigo Estévez Fernández*

- 9 -

1. En primer lugar el hecho de que tal fórmula no exige regulaciones especiales de derecho interno por parte de los Estados español y francés (signatarios originarios de la Carta Fundacional) en la medida en que éstos tienen un derecho de fundaciones básicamente común. Además, como Ustedes conocen, el derecho comunitario acepta pacíficamente el derecho de fundación, como se ha puesto claramente de relieve con la creación de la "Fundación Cultural Europea".

2. Por otro lado, en tanto que institución Fundacional de dimensión comunitaria, la "Fundación" se podrá beneficiar de la estructura y medios de la CEE, en la medida en que actúe en línea con las iniciativas políticas de la Comunidad.

3. Por último, creemos que con la elección de la institución fundacional podrán abrirse futuras líneas de actuación, no limitadas exclusivamente al ámbito cultural, pues las actividades de la "Fundación" podrán integrarse también, desde un principio, en los objetivos comunitarios referidos a política regional, turística, del medio ambiente, etc.

A partir de estas consideraciones iniciales me interesa acercarme, ya para terminar mi intervención, a una definición de lo que es la "Fundación Europea del Camino de Santiago" y de cuál entiendo que debe ser su papel en el inmediato futuro.



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Lorardo Estévez Fernández*

- 10 -

En cuanto a lo primero, la "Fundación" aparece concebida, en sus propias disposiciones estatutarias como una fundación cultural, sin ánimo lucrativo, de promoción y financiación. Dotada de personalidad jurídica propia y de plena capacidad de obrar para el desarrollo de los fines fundacionales, ha quedado sometida al ordenamiento jurídico español. Aunque su sede oficial ha sido establecida en nuestra ciudad, los propios Estatutos prevén la posibilidad de establecer delegaciones y oficinas en otras ciudades de los Estados miembros.

Por lo que se refiere a su estructura organizativa, ésta se articula en torno a dos tipos fundamentales de órganos: de un lado dos órganos colegiados (el Consejo de Administración y la Conferencia General) que se conciben, respectivamente, como el órgano colegiado de gobierno, que velará por el adecuado cumplimiento de los fines fundacionales, y, en el caso de la Conferencia General, como el órgano colegiado consultivo del Consejo de Administración que, integrado por representantes de instituciones públicas de ámbito regional y local de los Estados relacionados con los itinerarios del Camino, tendrá, entre otras, las misiones de informar y proponer a los restantes órganos de la "Fundación".

De otro lado, y en cuanto a los órganos unipersonales, se trata del Director General y del Director Ejecutivo, a quienes, como responsables de la gestión, les competen entre otras funciones





*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Rodrigo Estévez Fernández*

- 11 -

las de elaborar, ejecutar y gestionar el desarrollo de planes y programas dirigidos al cumplimiento de los objetivos fundacionales.

Es con esta "Fundación", así tan sucintamente definida y descrita, con la que nos proponemos contribuir a un relanzamiento a escala europea del proyecto cultural del Camino de Santiago, proyecto que, como les decía al principio, ha sido ya aquilatado en otras esferas desde el punto de vista español y cuya consolidación exige, por su propia naturaleza, una acción internacional viva e ilusionada. ¿Cómo?

Permítanme Ustedes que termine justamente respondiendo a esta pregunta. Es decir, apuntando algunas de las acciones que pienso deben ser acometidas desde la "Fundación", con la finalidad de hacer del proyecto cultural del Camino de Santiago uno de los referentes de la gran acción cultural que se desarrollará en España en el horizonte del año 1992.

El relanzamiento de los Encuentros Europeos en el Camino de Santiago que tienen lugar en la actualidad solamente en Galicia, van a ser extendidos inicialmente a los países que forman parte de la Fundación, con el objetivo de desplazar a lo largo del Camino un conjunto de actividades culturales durante todo el año. La cultura pasa de nuevo a formar parte así de la construcción de la nueva Europa



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Rodrigo Estévez Fernández*

- 12 -

del 92 abriendo horizontes, rompiendo fronteras e implicando a múltiples sectores sociales y culturales. Música, teatro, danza, plástica, etc. van a ser en breve plazo manifestaciones que servirán de nuevo como lazo de unión de las gentes y de los pueblos del Camino.

Por otro lado, este verano se ha puesto en funcionamiento por primera vez en España una Universidad Itinerante con el objetivo de implicar a un importante número de estudiosos en la profundización de la historia -arte, arquitectura, literatura- del Camino y por lo tanto en la mejora de su promoción, investigación y en la necesaria coordinación de los distintos trabajos en este campo.

El impulso de una actividad científico-investigadora en torno al universo cultural de los caminos, debe gozar también de una especial atención por parte de la "Fundación". En efecto, tanto desde la esfera de la promoción directa de la actividad investigadora (edición y traducción de obras científicas, concesión de becas y ayudas a proyectos de investigación, etc.), como desde la perspectiva de la promoción institucional de aquélla (a través, por ejemplo, de la constitución, cada vez más urgente, de un gran centro de documentación en torno al Camino de Santiago), la Fundación debe colaborar activamente en la creación primero, y en la consolidación después, de una trama científica dedicada al estudio del universo cultural del Camino, que nos permita no sólo su recuperación para nuestra memoria histórica, sino también su utilización para la planificación correcta de todas las



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Lorardo Estévez Fernández*

- 13 -

actividades a realizar en el futuro en relación con el Camino.

Por último, el frente de la recuperación patrimonial. Aunque parece evidente, a este respecto, que el papel de la Fundación no podrá ser en caso alguno el de promover y financiar de forma directa obras de recuperación del patrimonio histórico del Camino de Santiago, labor que obviamente corresponde a otras instancias, no es menos cierto que la Fundación también aquí puede y debe cumplir un papel, desarrollando acciones que sirvan de soporte y que deben ir dirigidas, desde mi personal punto de vista, en un triple sentido:

a) En primer lugar, a recabar el interés de las Administraciones públicas de los Estados signatarios de la Carta Fundacional, y el propio interés de la iniciativa privada, en torno a la necesidad y, en muchos casos a la urgencia, de la labor de recuperación patrimonial del Camino.

b) En segundo lugar, el fomentar todas las actividades dirigidas a sostener la necesaria y previa investigación que exigen, en general, todos los proyectos de recuperación artística y patrimonial que acabo de citar.

c) Por último, y con ello termino, la colaboración en la coordinación, en los casos en que ello sea necesario, de las actividades dirigidas en tal sentido por organismos públicos y privados.



*El Alcalde de Santiago de Compostela*

*Lorardo Estévez Fernández*

- 14 -

Como Ustedes habrán podido comprobar, la magnitud del proyecto de recuperación del Camino de Santiago es de tal envergadura que, por más que las labores destinadas a tal fin hayan recibido un muy sólido impulso a través de la "Fundación" que acabo de presentarles, es serio y honesto reconocer que todavía es mucho lo que nos queda por hacer.

Pero por otro lado, por qué no decirlo, el Camino como idea de europeidad, de vínculo de comunicación y de paz, de proyecto de solidaridad, se encuentra de nuevo en un momento de auge, de renacimiento.

En este sentido, la creación de Centros de Estudios Compostelanos por toda Europa, su alta consideración por parte de las instituciones europeas, el cada vez mayor número de peregrinos y viajeros que lo andan o lo recorren por cualquier medio, lo convierten cada vez más en un proyecto vivo y común.

Podemos afirmar, pues, que la revitalización y recuperación del Camino es una tarea colectiva y la Fundación, pensamos, va a ser una pieza clave en la consecución de este objetivo.

## Los vientos hicieron que se propagasen con gran intensidad en algunas zonas

### Cien incendios forestales se registraron ayer en Galicia

La Coruña (Redacción). La jornada de ayer fue especialmente virulenta en lo que a incendios forestales se refiere y cuando ya parecía que iban en descenso. En total se registraron en Galicia más de cien fuegos, siendo los más intensos y espectaculares los que afectaron al monte Alba, en las proximidades de Vigo, y el monte Viso, cercano a Santiago, cuyos humos y cenizas alcanzaron parte de ambas ciudades.

Los incendios fueron en algunos casos propagados por los fuertes vientos que azotaron ayer amplias zonas de la comunidad lo que asimismo dificultó su extinción, por lo que algunos mpntes seguían ardiendo anoche.

La provincia más castigada fue la de Pontevedra, donde se registró un total de cincuenta fuegos, seguida de la de Orense, con 20. La Coruña con 19, aun-

que posiblemente sean más ya que parece que no están debidamente contabilizados los de la zona compostelana, donde los bomberos no han descansado desde las diez de la noche del sábado, por lo que llevaban 24 horas en la brecha. En Lugo se registraron diez.

Las llamas de algunos de ellos amenazaron varias viviendas y chalés en Pontevedra, donde intervinieron todo el día tres hidroaviones. En esta provincia, el fuego más importante se registró en Cotobade; en Orense, en Quintela de Leirado y Laza; en Lugo, en Puebla de Brollón y Bóveda, y en La Coruña, el ya citado del monte de Santiago.

«El monte Alba era como un infierno: veíamos que cada vez se encendía por un lado», señaló un vecino de esta zona viguesa.

★ Página 15



### Siguen sin hallarse vestigios del pesquero «Nautilus», de Laxe, desaparecido hace cuatro días

Equipos especializados y marineros buscaron ayer, infructuosamente, restos del pesquero de Laxe desaparecido el viernes con cinco tripulantes a bordo. La ausencia total de vestigios mantiene una última esperanza en el seno de las familias afectadas por este trágico suceso —en la foto, la mujer de uno de los pescadores desaparecidos llora la desgracia—, que adquiere un tono más dramático, si cabe, al encontrarse entre los tripulantes del barco un niño de quince años

★ Página 62

### Los reyes de Suecia viajan a España acompañados de una delegación de empresarios de su país

Madrid (Agencias). Los reyes de Suecia, Carlos Gustavo y Silvia, iniciaron ayer en Madrid una visita privada de tres días de duración, que tiene un marcado carácter económico y cultural. Acompaña a los soberanos suecos una delegación de las catorce empresas más importantes de su país.

Está previsto que los reyes suecos visiten algunas de las principales empresas de su país radicadas en España, como Intelsa, e inauguren otras en Madrid y Barcelona.

Hoy por la mañana, los reyes de España acompañarán a Carlos Gustavo y Silvia a la inauguración de las Jornadas de Suecia y la exposición «Suecia, tradición y futuro», en la que se presentarán diversos aspectos culturales, científicos y económicos del país escandinavo. ★ Página 12

### La sentencia del Supremo sobre la captura del «Christina» podría costar tres mil millones a la Administración

Pontevedra (Redacción). La Sección Segunda de la Audiencia Provincial de Pontevedra estudiará estos días un recurso de súplica que pide la ejecución de una sentencia del Supremo que deslegitima la operación de captura del mayor alijo de contrabando localizado en Europa. Los propietarios y armadores del mercante contrabandista «Christina», capturado en el 84 cerca de las Rías Bajas, podrían exigir ahora a Tabacalera y a la Administración el importe de la mercancía decomisada entonces y los correspondientes intereses, cantidad que pudiera acercarse a los tres mil millones de pesetas.

El barco fue apresado cerca de las costas gallegas, aunque en aguas internacionales, con sus bodegas cargadas de tabaco rubio, valorado en mil quinientos millones de pesetas. ★ Página 16

### La próxima edición de «Luada» podría celebrarse en París

Vigo (Redacción). El próximo desfile de otoño e invierno que protagonizará Luada podría celebrarse de nuevo en París, según se desprende de las valoraciones realizadas por organizadores y representantes de la Administración autonómica tras la décima edición de este certamen.

Este proyecto, a expensas de los resultados de las próximas elecciones gallegas, se llevaría a cabo porque es en la capital francesa donde se da a conocer y se refrenda la categoría de la moda internacional, en función de la potencialidad de la moda gallega y su escalada en el mundo siempre difícil de la industria más competitiva en donde este sector acapara cada vez más protagonismo y relevancia.

#### TELEVISION

● TVE-1 Último episodio de «El local de Frank» (22.50)

#### EL TIEMPO

● Hoy el tiempo estará con cielos poco nubosos en el norte de Galicia y despejado en el resto. Los vientos serán flojos del noroeste con marejadilla en la costa.

#### MUNICIPIOS GALLEGOS

● Valga: Recuperando rango

★ Página 65

#### BONOLOTO

2 14 24 25 27 40  
Complementario: 15

### Representantes de más de doscientas fundaciones debatirán en Santiago los efectos del Acta Unica

Santiago (Redacción). Representantes de doscientas fundaciones europeas asistirán a las jornadas que bajo el lema «Las fundaciones europeas en el horizonte del 92» se inician hoy en Compostela.

El encuentro está organizado por el Centro de Fundaciones, organismo que agrupa a 160 de estas entidades en España, con la colaboración de la Fundación Barrié de la Maza, y que se desarrollarán, en el Hostal de los Reyes Católicos, hasta el próximo miércoles, en que la reina doña Sofía clausurará las sesiones.

Los expertos asistentes al encuentro, juntamente con representantes de la Comisión Europea, interesadas por el futuro de este tipo de fundaciones, debatirán durante tres días el futuro de las mismas a partir de la entrada en vigor del Acta Unica.

El acto de apertura tendrá lugar a las cinco de la tarde, con la intervención de Sigbert Albert, vicepresidente del Parlamento Europeo; Sáenz de Miera, presidente del Centro de Fundaciones, y Xerardo Estévez, alcalde de Santiago, que hablará sobre «La Fundación del Camino de Santiago».

★ Página 20



### El Elche consiguió su primer triunfo en casa a costa de un Deportivo muy flojo en defensa

El Elche consiguió ayer su primer triunfo en casa en lo que va de campeonato de liga al imponerse al Deportivo por tres goles a uno. Los blanquiazules, que se adelantaron en el marcador gracias a un gol conseguido en el minuto dieciocho por Sabin Bilbao al aprovechar un penalti, fueron incapaces de mantener la ventaja de que disfrutaron debido sobre todo a fallos de marcaje. Pese a la derrota, los de Arsenio ocupan actualmente la séptima posición en la clasificación, conservando además un importante positivo. En la foto, Martín Lasarte pugna con un jugador ilicitano

★ Suplemento de Deportes



CITROËN LE ANTICIPA LA MEJOR ELECCION

# Nuevos Citroën AX desde 981.503 Pesetas.

IVA INCLUIDO



3 y 5 puertas

LE-MOTY-RNSG



Los Citroën AX. Todos geniales y geniales por todo. Por sus 10 versiones, en 3 y 5 puertas. Por sus distintas motorizaciones que le ofrecen la vigorosa potencia del Citroën AX GT, con 1.360 cc y 85 CV. Con la asombrosa economía del

Citroën AX Diesel (3,6 litros a los 100 Km) que lo convierte en récord del mundo en consumo.

Por sus prestaciones, confort y economía. Por su robustez y seguridad.

Los Citroën AX. Geniales hasta en el precio.

***Yeste mes una oferta excepcional con una financiación fuera de serie: Hasta 100.000 Pesetas menos.***

## Nuevos Citroën AX II RE

DESDE 981.503 PESETAS. IVA INCLUIDO



## PUERTOS

## La Coruña

La Coruña (Redacción). Ayer se registró la entrada de los buques «Cementador», para descargar 2.000 toneladas de cemento, y el «Boy Spray». Salieron el «Campo Miño», en ruta hacia Gijón, y «Haliana».

Para las próximas horas está prevista la llegada de los buques «Stolt Osprey», con bandera de Libena, para embarcar una partida de 30.000 toneladas de gasolina con destino a Estados Unidos; «Athene», con bandera de la República Federal de Alemania, para desembarcar 1.000 toneladas de pulpa de cítrico procedentes de Rotterdam; «Dolfijn», de bandera holandesa, que descargará 2.667 toneladas de rollos de acero en ruta desde Hamburgo; «Madrid», para dejar en puerto 2.900 toneladas de maíz procedentes de Burdeos; «Campoverde», que almacenará en puerto una partida de 8.000 toneladas de gasóleo con ruta hacia Pasajes; y el «Vigas», con bandera de Panamá, para embarcar 1.400 toneladas de butano con destino a Italia.

Igualmente, son esperados los buques «Iver Sovereign», de bandera liberiana, que dejará en puerto una partida de 4.000 toneladas de melaza en ruta desde West Palm Beach United Molasses (Florida); «Muñatones», para desembarcar una mercancía de 60.000 toneladas de petróleo procedentes de Forcados (Nigeria); «Torgnes», de nacionalidad noruega, para almacenar 7.500 toneladas de cuarzo con el puerto noruego de Hølla como destinatario del cargamento; «Nike», con bandera de Singapur, que descargará una partida de 65.105 toneladas de petróleo en ruta desde Cayo Arcas (México); el «Kutina», de nacionalidad yugoslava, para embarcar un cargamento de 300 toneladas de tablero con destino a Lagos (Nigeria) y el «Butadie», para aprovisionarse de 1.575 toneladas de propileno con el puerto de Huelva como receptor de la mercancía.

## Vigo

Vigo (Redacción). Entraron: «Campeón» de Bilbao, para descargar 9.000 toneladas de gasóleo; «Simbad», a embarcar 350 coches para países de la Comunidad Europea; «Cervantes», de Saint Nazaire con remolques y piezas para coches; «Enns», a cargar granito para Marina di Carrara.

Salieron: «Simbad», que había entrado por la mañana, salió tras cargar varios cientos de coches.

Se esperan: «Cierzo», de Canarias con fruta; «Dati» de Torre Vieja con sal; «Eberstein» de Amberes con chapa para la construcción de coches; «José María Ramón» de Canarias con fruta y general; «Hermes» remolcando a la gabarra MB 105 que trae chatarra.

## Mareas en La Coruña

Para hoy  
Pleamares: a las 01.06 horas, con 2,86 metros.  
Bajamares: a las 04.28 horas, con 1,65 metros; a las 17.39, con 1,48 metros.

## Para mañana

Pleamares: a las 12.27 horas, con 3,06 metros.  
Bajamares: a las 06.06 horas, con 1,50 metros; a las 19.01, con 1,19 metros.

Mientras en el puerto se reprodujeron las situaciones de angustia entre familiares de los tripulantes

## Un avión del SAR llegó ayer a Laxe desde Madrid para unirse a la búsqueda del «Nautilus»

Carballo (Redacción). Las esperanzas de hallar al «Nautilus», pesquero de Laxe desaparecido en la madrugada del viernes con cinco tripulantes a bordo, son cada vez menores, según manifestaron especialistas de la Armada y de la Cruz Roja del Mar. El barco, al parecer, naufragó a unas seis millas de las Illas Sisargas, frente a la costa de Malpi-

ca, y la última comunicación que emitió fue captada por el patrón del «Navaliño», embarcación con base en Corme, durante la noche del jueves. En la tarde de ayer llegó a Laxe un avión del SAR para unirse a las operaciones de búsqueda, pero hasta ahora los esfuerzos por encontrar algún rastro del «Nautilus» han sido vanos.

El hecho de que no hayan aparecido vestigios de ningún tipo, ni cajas, maderos o cualquier objeto susceptible de ser identificado como propio de la embarcación supuestamente desaparecida alienta esperanzas e impide que los familiares de la tripulación, que viven horas de angustia y tensión inenarrables, descarten la esperanza de encontrar a alguno de los suyos con vida, la hipótesis de un posible pero difícilmente probable milagro.

## Rastreo sin resultados

Un avión del SAR llegado directamente desde Madrid se unió en la mañana de ayer a las operaciones de rastreo del pesquero «Nautilus», que desapareció en la madrugada del viernes pasado con cinco tripulantes a bordo, a unas seis millas de las Illas Sisargas y a diez del Cabo Roncudo. El avión se dirigió directamente al sur de Fisterra tras haber recibido un mensaje de un mercante yugoslavo que afirmaba haber avistado un bote a la deriva. Pero según informó la Cruz Roja de Laxe, esto fue solamente una falsa alarma.

Por su parte, los pesqueros «Cazador», «Bahía de Lastres», «San Manuel» y «Montecristo», en unión del helicóptero del SAR, el patrullero «Sálvora» y el remolcador «Mahón», continuaron la búsqueda por la zona en la que se cree que naufragó el «Nautilus», pero sin resultado positivo. El rastreo, que comenzó a las siete de la mañana, fue suspendido sobre las siete y cuarto de la tarde, como consecuencia del mal estado de la mar y a causa también de la espesa capa de niebla que cubría la zona. Por la tarde sólo participaron en la búsqueda las unidades aéreas, debido, precisamente, a las adversas condiciones meteorológicas.

El «Nautilus», que tiene su base en Laxe y es un barco de madera que mide 12 metros de eslora y apenas llega a las diez toneladas de registro bruto, emitió su último mensaje sobre las nueve



La búsqueda ha resultado infructuosa a pesar del despliegue especializado. En sobrepresión, el patrón Manuel Soñeira

menos cuarto de la noche del jueves al comunicarse por radio con el patrón del pesquero «Navaliño», con base en Corme, si bien no ha trascendido a los medios de comunicación el contenido exacto de dicho comunicado, sobre el que se fundamentan diversas especulaciones.

## Angustia y temor

Según manifestaron especialistas de la Armada y de la Cruz Roja, las posibilidades de hallar al pesquero desaparecido son cada vez menores puesto que todavía no se ha encontrado ningún rastro de la embarcación.

Entretanto, en el puerto de Laxe se reproducen las situaciones de angustia de los familiares de los tripulantes del «Nautilus», que aun así mantienen en sus corazones una luz de esperanza y no se resignan a dar por perdidos a sus marineros.

Las hipótesis de los veteranos

pesca del pequeño puerto de la Costa da Morte apuntan a que el barco naufragó como consecuencia de un fuerte golpe de mar o bien que fue abordado por un mercante, puesto que, según afirman, siempre que salen a faenar tienen que estar pendientes del gran número de buques que surcan estos mares dado el intenso tráfico que se registra hacia y desde el Norte de Europa, que tiene en esta zona su punto neurálgico de entrada y salida. Asimismo, se apunta que en la mayoría de las ocasiones estos mercantes de gran tonelaje navegan con el piloto automático, a pesar del gran riesgo que esto supone para las pequeñas embarcaciones, que se ven indefensas ante las moles que se les echan encima.

## Niños marineros

A bordo del barco siniestrado iban el armador y patrón, Jesús

Soneira Alvarez, casado y con dos hijos; José Manteiga Rama, casado y con un hijo; Manuel Rama Amado, casado y con un hijo; Germán Santiago Díaz, que con 48 años es el mayor de la tripulación y tiene esposa y tres hijos.

El suceso presenta un especial dramatismo ya que a bordo se encontraba un niño marinero, el joven de 15 años Manuel Ramos Castro, que se encuentra entre la relación de desaparecidos. Cabe reseñar, en este sentido, que a pesar de la dureza de las faenas marineras, especialmente forzada en pesqueros de escaso porte, no son excepción los pequeños que se enrolan a bordo de los mismos sin que los organismos competentes controlen esta situación supuestamente ilegal de menores que, a plena luz del día, embarcan con sus mayores para contribuir con un esfuerzo precoz e injusto a las mermaidas económicas de sus familiares.

## MUNDO NAVAL

## Reservas en la profundidad

Las industrias noruegas de petróleo y pesca han realizado trabajos para detectar reservas pesqueras en aguas profundas. En el proyecto, iniciado a instancias del Consejo Noruego de Investigaciones Pesqueras, intervienen minisubmarinos equipados con videocámaras y ecosondas aunque, dado el difícil equilibrio de estos fondos, los especialistas no han determinado si las capturas serán o no viables.

## Poesía sobre el mar

El poeta Jose Hierro ha publicado unos versos marineros sobre cabotaje, inspirados en los puertos de Pasajes, Sevilla, Palma, Gijón y Bilbao.

## Anillos nupciales de agua

Chus Burés y la Feria Internacional de Joyas de Valencia, diseñaron y patrocinaron, respectivamente, las alianzas nupciales que unirán a la neoyorquina estatua de la Libertad con la de Cristóbal Colón en Barcelona, en el proyecto de «enlace» de las mismas previsto para 1992. Los anillos, que sellarán para siempre el amor entre Europa y América, contienen agua del Atlántico y del Mediterráneo por parte del Almirante que a su vez recibirá de la Ilustre americana otro con agua del Atlántico y del Pacífico. Las alianzas, realizadas en metacrilato, llevan también algunos diamantes.

## Multas en Camerún

Los armadores de pesqueros que faenan en los mares próximos a Camerún, según el ministerio de Asuntos Exteriores, se arriesgan al embargo de sus embarcaciones por la predisposición de las autoridades de dicho país a imponer multas desorbitadas a quienes faenan en sus aguas sin la correspondiente licencia.

## Hoy se inicia en la ría de O Burgo la campaña marisquera para la almeja

La Coruña (Redacción). Tras el encuentro mantenido en días pasados entre representantes de la Cofradía de Pescadores coruñesa y una representación de compradores, quienes no han propuesto siquiera un precio mínimo para el berberecho, hoy lunes se abre la veda y comienza la campaña marisquera para la extracción de almeja en la ría coruñesa de O Burgo.

Durante la mañana del sábado último tuvo lugar un encuentro en los locales de la Casa del Mar acerca del cual la presidente de los mariscadores coruñeses, Teresa López Chacón, se manifestó con cierto pesimismo asegurando que la competitividad con algunos países extranjeros como Marruecos impide el progreso de este molusco gallego en los mercados, ya que son numerosos los conserveros que optan por adquirir el producto de dicho país africano, de menor calidad pero en ofertas más ventajosas, siempre a muy bajo coste. El hecho de no haberse alcanzado acuerdo con los compradores, que ni siquiera ofertaron un precio mínimo para el berberecho, determina que la extracción del mismo no se autorice por el momento, a pesar de que el referido

molusco presenta en O Burgo un tamaño mayor que en anteriores campañas.

Por este motivo, la veda se abrirá hoy en O Burgo solamente para la almeja y se espera que la campaña, según lo previsto, pueda arrojar finalmente un saldo optimista para las personas que dependen de las labores de extracción, un numeroso colectivo, ya que como sucede con el berberecho el tamaño de las almejas en este banco marisquero podría ser algo superior al de años anteriores. El inconveniente estriba únicamente en las pérdidas que supondrá para el colectivo de trabajadores del marisquero que opera en esta zona verse en la obligación de recoger un sólo tipo de molusco, algo que primará negativamente sobre los resultados económicos que esperaban de cara a la presente campaña en la Ría coruñesa, sin que por este motivo se deba presumir que pueda surgir conflicto alguno pues, según fuentes consultadas por este diario, los resultados económicos a pesar de que pese la veda sobre el berberecho, pueden ser muy positivos aunque solamente se puedan realizar extracciones limitadas a la recogida de almeja.



**Ahórrate hasta  
100.000 pts hoy  
y no empieces a pagar  
hasta el 90.**



FABRICA DE VEHICULOS CAMPAÑA C. GARCIA

A B E F-74/89

**Este mes,**

# la tentación Polo Coupé es irresistible.

Este mes, decídate a estrenar ya tu Volkswagen Polo Coupé.

Para empezar te ahorrarás hasta 100.000 pts, además, si lo financias a través de Volkswagen Credit podrás llevártelo por sólo el 10% de entrada y no empezar a pagarlo hasta 1990. Ahora lo tienes más fácil que nunca.

Aprovecha esta oportunidad y no te prives de disfru-

tar de una tecnología legendaria y de un robusto motor de hasta 75 CV. Pruébalo ya y déjate impresionar por su estilo y diseño deportivo.

Visita cuanto antes tu concesionario Volkswagen/Audi y cae en la tentación Polo Coupé. Es el momento.

Versiones Polo Coupé:

- Fox 1.0 l (45 CV)
- CL 1.3 l (55 CV)
- GT 1.3 l (55 CV)
- GT 1.3 l (75 CV)

Ejemplo de financiación modelo «Polo Coupé Fox» a 48 meses							
Precio al contado	Ahorro ofertado	Entrada 10%	Cantidad a financiar	2 Primeros meses	46 Restantes	Precio total financiado	T.A.E
1.048.000*	100.000	94.800	853.200	0	24.789 (2 cuotas anuales de doble importe)	1.408.617	17% (1)

Primera cuota doble en Julio de 1990

(1) T.A.E. en el primer periodo de crédito.

Oferta válida hasta 31 de mes y para créditos superiores a 500.000 pts. Ventas a Flotas, consulte a su concesionario Volkswagen/Audi.

\*PVP Recomendado. IVA y transporte incluidos.



**Volkswagen  
recomienda**





**CETRAUTO '89**  
I Exposición Técnica de Automoción

SALA DE EXPOSICIONES DE LA ESTACION MARITIMA A CORUÑA 12 - 15 OCTUBRE

**II SALON DEL AUTOMOVIL CIUDAD DE A CORUÑA**  
DEL 19 AL 22 DE OCTUBRE

**ORGANIZA:**  
ASOCIACION PROVINCIAL DE TALLERES

nueva especialidad de F.P.

**ELECTRONICA DE EQUIPOS INFORMATICO**



titulo oficial con acceso directo a universidad sin selectividad

- UNICO CENTRO PRIVADO DE F. P. EN TODA GALICIA.
- NIVEL EXIGIDO: BACHILLER SUPERIOR O TITULACIONES TECNICAS.
- EQUIPOS DE TRABAJO CON TECNOLOGIA PUNTA.
- D.O.G. N.º 157 DEL 17 DE AGOSTO DE 1989.
- ASEGURATE UN PUESTO DE TRABAJO AL FINALIZAR TUS ESTUDIOS.

**AZORIN**

Informes en:  
Avda. de Finisterre, 280 - Telf. 259133 - LA CORUÑA  
C/. JUANA DE VEGA (ESQUINA S. ANDRES)

## Destacados especialistas analizarán los efectos de la entrada en vigor de un mercado sin fronteras

### La reina Sofía clausurará las jornadas sobre el futuro de las fundaciones

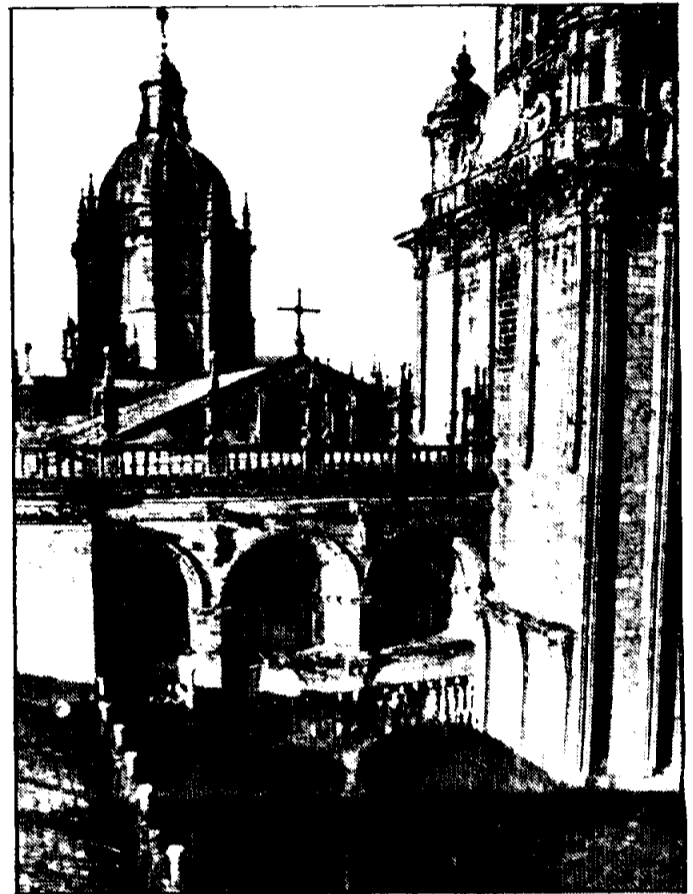
Santiago (Redacción). Representantes de más de doscientas fundaciones españolas y europeas asistirán a las jornadas que bajo el lema «Las Fundaciones Europeas en el horizonte del 92» se inician hoy en Santiago, organizadas por el Centro de Fundaciones, organismo que agrupa a 160 fundaciones españolas, con la colaboración de la Fundación «Pedro Barrié de la Maza», y que se desarrollarán, en el Hostal de los Reyes Católicos, hasta el próximo miércoles en que la reina Sofía clausurará las sesiones en las que también participará el ministro de Cultura, Javier Solana, junto a destacadas personalidades de la vida cultural, ligadas a las principales fundaciones, y representantes de la Comisión Europea, interesadas por debatir el futuro de este tipo de entidades a partir de la entrada en vigor del Acta Unica.

El impacto que la entrada en vigor de un mercado sin fronteras en el ámbito de la Comunidad tendrá sobre las fundaciones; el derecho tributario establecido en cada país; el Estatuto Jurídico y Administrativo único de las entidades sin fin de lucro en la CEE y las cuestiones que suscita una posible armonización fiscal para las fundaciones europeas, serán algunos de los temas que se analizarán a lo largo de tres días de conferencias y mesas redondas. Un tratamiento especial recibirá la incidencia que esta posible armonización fiscal europea tendría sobre el régimen tributario de las fundaciones españolas, que según sus promotores se encuentran cada vez más desprotegidas en relación con el resto de Europa.

Las tendencias del mecenazgo en Europa, el análisis de su presencia en el marco de los acontecimientos que se van a celebrar en España en 1992 —Barcelona, Sevilla y Madrid— y la protección del Patrimonio Histórico-Artístico, son aspectos que representantes del Ministerio de Hacienda de España examinarán junto a expertos europeos en una mesa redonda en la que se presentará un informe del Consejo de Europa sobre la figura del mecenazgo debatido recientemente por los ministros de Cultura de los doce países miembros de la CEE, en Sintra (Portugal).

#### Las doscientas principales

Para dar idea del alcance de la reunión, baste decir que entre las fundaciones europeas que participan con ponencia en este congreso figuran, la «Fundación Soviética para la Cultura»; la «Fundación Europea de la Cultura», con sede en Holanda; la «Ciba-Geig», del Reino Unido; la Fundación Gulbenkian, de Portugal; la «Fundación Volkswagen», alemana; y la «Onasis», de Grecia, así como las españolas «Juan March» y «Cami-



La protección del Patrimonio será uno de los temas de discusión en las jornadas

no de Santiago» —creada en la reciente cumbre hispano-francesa de Montpellier—. La Fundación «Pedro Barrié», que por sí sola cuenta con un capital de 20.000 millones de pesetas, que la sitúa entre las más importantes de Europa, actuará de anfitriona. Además de las citadas entidades, estarán representados en las jornadas organismos como el Consejo de Europa, el Comité Fiscal de la OCDE, y el Ministerio español de Hacienda.

El acto de apertura tendrá lugar a las cinco de la tarde de hoy, con la intervención de Sigbert Albert, vicepresidente del Parlamento Europeo; Antonio Sáenz de Miera, presidente del Centro de Fundaciones; y Xerardo Estévez, alcalde

de Santiago, que hablará sobre «La Fundación del Camino de Santiago y su proyección europea». Por la tarde, a partir de las seis, Leo Tindemans, presidente del Fondo Europeo de Cooperación de la Fundación Europea de Cultura, impartirá una conferencia sobre «La sociedad civil en la construcción de Europa».

Los doscientos congresistas tendrán mañana su jornada más dura, con diez horas de sesiones, en las que se debatirán tres ponencias, y una sesión plenaria en la que se discutirá el informe elaborado por el Comité de Expertos Españoles y que será moderado por el catedrático de Hacienda Pública de la Universidad de Santiago, Carlos Otero Díaz.

## Ninguna autoridad local viguesa acudió a recibir a Laxe en la celebración de «Luada»

Vigo (Redacción). Tras la décima edición de «Luada», con mucho éxito de organización y de colecciones, parece que se plantea de nuevo la posibilidad de celebrar el próximo desfile de otoño-invierno en París, porque es en la capital francesa en donde se da a conocer y se refrenda la categoría de la moda internacional. Este proyecto, sin embargo, está a expensas del resultado de las próximas elecciones autonómicas.

Ayer, cuando ya se habían marchado las condesas y princesas que dieron su tono de alta sociedad, a las once colecciones presentadas en Luada, entre las autoridades de la Xunta —el presidente y tres conselleiros— reinaba gran optimismo en relación con esta industria y el convencimiento de que hay que apoyar la moda gallega decididamente.

#### Nota negativa

La nota más negativa de Luada fue la ausencia del alcalde y de todos los concejales del equipo

de gobierno, que no hicieron acto de presencia, al parecer —aunque no hubo explicación oficial— porque en una de las ocasiones, Luada se realizó en La Coruña.

#### Otro contratiempo

Otro contratiempo surgió con el jefe de la oposición municipal y vicepresidente de la Diputación de Pontevedra, Carlos Mantilla, que se marchó a los cinco minutos de llegar, por considerar que no se le había tratado con el protocolo que, como representante del presidente de la Diputación, se le debía.

El presidente de la Xunta y los tres conselleiros que asistieron a Luada, no fueron recibidos en el teatro por ninguna de las autoridades locales por la sencilla razón de que no estaban presentes. El único concejal presente fue el representante del CDS, que estaba a título particular, al igual que la esposa de Manuel Soto, que también asistió privadamente, como es costumbre en ella.



# La Voz de Galicia

LA VOZ DE GALICIA, S.A. Depósito Legal: C-2-1958. C.I.F. A-15000649. Oficinas, Redacción y Talleres: Concepción Arenal, 11-13 (15006 La Coruña) (14.ª Edición). Telfs: (981) 288111\* Dirección Telegráfica: Voz. Télex: Lavoz 82.121 E y 82.394 E. Telefax Redacción n.º (981) 295918 y Administración n.º (981) 295365.

VIGO: (1.ª Edición) Uruguay, 21 (36201 Vigo). Telfs: (986) 433311 y 433437.  
PONTEVEDRA: (2.ª Edición) Sagasta, 1 (36001 Pontevedra). Telfs: (986) 852250 y 852254.  
VILAGARCIA DE AROUSA: (3.ª Edición) Vicente Risco, 1 (36600 Vilagarcía de Arousa). Telfs: (986) 506389 y 506391.  
LALIN-DEZA: (4.ª Edición) Joaquín Loriga, 10-2.º (36500 Lalin). Telfs: (986) 781666 y 781511.  
ORENSE: (5.ª Edición) Juan XXIII, 19 (32003 Orense). Telf: (988) 242525\*.  
O BARCO-VALDEORRAS: (6.ª Edición) Avenida Conde de Fenosa, 52 (32300 O Barco). Telfs: (988) 320757 y 320764.  
LUGO: (7.ª Edición) Quiroga Ballesteros, 9 (27001 Lugo). Telfs: (982) 241111 y 241190.

## DELEGACIONES

MONFORTE-VAL DE LEMOS: (8.ª Edición) Cardenal, 13-1.º (27400 Monforte). Telfs: (982) 404508 y 402509.  
VIVEIRO-A MARINA: (9.ª Edición) Antonio Bas, 16 (27850 Viveiro). Telfs: (982) 562151 y 562501.  
RIBEIRA-BARBANZA: (10.ª Edición) Emilia Pardo Bazán, 5-1.º (15960 Ribeira). Telfs: (981) 873690 y 873611.  
FERROL: (11.ª Edición) Redacción y Administración: Manuel de Cal, 4, Entresuelo (Canton de Molins). (15403 Ferrol). Telfs: (981) 352590, 355251 y 350939. Reparto y distribución: Magdalena, 82 bajo. Telf: (981) 352100.  
SANTIAGO: (12.ª Edición) Rúa de Villar, 37 (15705 Santiago). Telfs: (981) 562020 y 562220. Admón.: Telf: 562019.  
CARBALLO-BERGANTIÑOS: (13.ª Edición) Av. de Bergantiños, 52 (15100 Carballo). Telfs: (981) 702200 y 702151.

## CORRESPONSALIAS PRINCIPALES

BETANZOS: (14.ª Edición) Santiago, 4 (15300 Betanzos). Telf: (981) 770357. PONFERRADA-EL BIERZO: (6.ª Edición) La Cerna, 43-3.º (24400 Ponferrada). Telf: (987) 404122.

## La Administración española negocia con la portuguesa la aplicación de la normativa en aguas lusitanas El contrabando en las rías gallegas, bajo mínimos desde que se limitaron legalmente los movimientos de las planeadoras

Vilagarcía (Redacción, por J. A. F.). La actividad de las planeadoras contrabandistas en las Rías Bajas gallegas se encuentra bajo mínimos en las pocas semanas que lleva en vigor el «decreto Barrionuevo», publicado en el Boletín Oficial del Estado el pasado 19 de septiembre, por el que se regula el tráfico de las Embarcaciones Especiales de Alta Velocidad en las aguas marítimas españolas. Actualmente cerca de una decena de planeadoras, la mayoría de pabellón británico, que habitualmente fondeaban en los distintos puertos de Cambados y A Illa de Arousa, se encuentran amarradas en la dársena de embarcaciones menores del puerto de Vilagarcía, como si de auténticas embarcaciones deportivas se tratara, a escasos metros de la flotilla del Servicio de Vigilancia Aduanera que nunca tuvo tan cerca a sus potenciales adversarios.

Aunque parezca increíble, lo cierto, según distintas fuentes consultadas, es que en los pocos días que lleva en vigor esta normativa no se han detectado descargas importantes de tabaco en la zona. Sólo existe constancia de alguna actividad por parte de las «cabezonas», que han transportado a tierra algunos alijos que podrían estar ocultos de antes en algún punto de la ría. La única aprehensión realizada desde entonces tuvo lugar en las últimas horas, al interceptar el SVA a la «Ana» con 28.000 cajetillas.

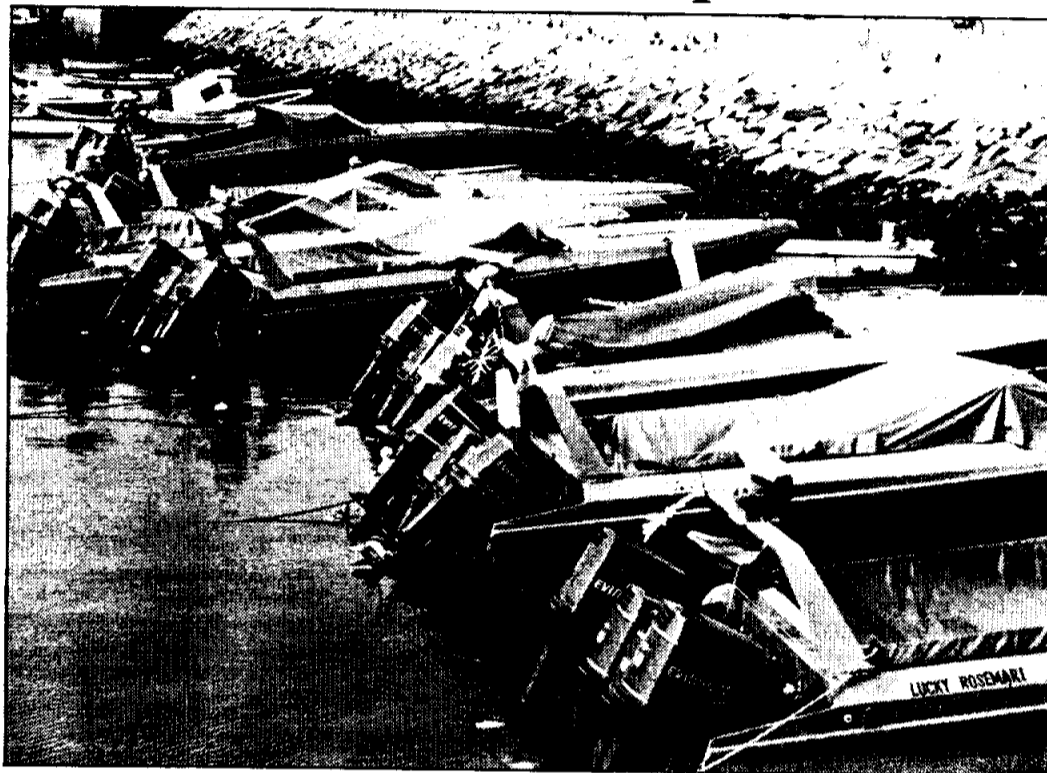
La aparición del Real Decreto dio pie a todo tipo de especulaciones sobre cuál iba a ser la reacción de las organizaciones contrabandistas. En algunos medios se llegó a afirmar que las planeadoras irían a buscar cobijo a los puertos de la costa norte del país vecino, al tradicional «santuario portugués» de Viana do Castelo. La realidad ha sido bien distinta. Nada más aparecer en el BOE la nueva normativa, incluso antes de que la Comandancia de Marina hiciera público un edicto sobre su aplicación en el ámbito de la provincia marítima, un par de planeadoras de las grandes se trasladaron inmediatamente al puerto de Vilagarcía y poco a poco fueron llegando las demás.

Aunque nadie se cree que el «decreto Barrionuevo» vaya a resultar la panacea para acabar con el contrabando en las costas gallegas, parece evidente que va a obligar a las «empresas» del sector a replantearse su estrategia. Las autoridades de

nuestro país son muy conscientes de que el Real Decreto 1.119/89 del Ministerio de Transportes se puede quedar en papel mojado si no lo secundan los gobernantes del país vecino, ello motivó dos encuentros entre Lobeto y sus homónimos del país vecino.

### Una legalidad discutible

El Real Decreto que vio la luz el pasado 19 de septiembre fue, sin lugar a dudas, un «parto difícil» para las autoridades correspondientes. Su gestación se remonta a cinco años atrás, coincidiendo con la primera actuación seria contra el contrabando en Galicia. La idea se retomó el pasado año, a instancias de las autoridades gubernativas pontevedresas. Se manejaron distintos borradores. El que parecía ser definitivo fue adelantado por este periódico a comienzos del pasado verano, pero llegó al Boletín Oficial con modificaciones



En estos momentos ya hay nueve planeadoras fondeadas en Vilagarcía bajo la atenta mirada de los agentes aduaneros

muy sustanciales.

Fuentes ministeriales reconocieron que el decreto estuvo a punto de no salir en el último momento porque parece que resultó ser una cuestión más compleja de lo que se creía a primera vista, para evitar colisiones con el derecho marítimo internacional y con los intereses

generales de nuestro país.

Juristas expertos en derecho marítimo consultados por esta redacción, tras una primera lectura del texto, no descartan que pueda ser impugnado ante los tribunales por algunos aspectos que presenta, que podrán resultar de dudosa constitucionalidad. El punto más débil sería,

según estas fuentes, la discrecionalidad que se concede a los capitanes de puerto para incluir o excluir a embarcaciones con unas determinadas características entre las tipificadas como de alta velocidad.

Así, en el apartado segundo del artículo primero del Real Decreto dice que se considerarán Embarcaciones Especiales de Alta Velocidad «aquellas que por su estructura, características de sus motores o relación desplazamiento-potencia efectiva, se diferencien claramente de las restantes embarcaciones deportivas y sean susceptibles de representar un riesgo para la navegación». Esto, según las mismas fuentes, no sienta un principio de seguridad jurídica y puede no ser constitucional. Otro vicio de inconstitucionalidad sería el no graduar las sanciones aplicables, al dejarlas para un desarrollo reglamentario posterior.

## Agudizar el ingenio

La gran incógnita que plantea en estos momentos la aplicación de la normativa reguladora de las Embarcaciones Especiales de Alta Velocidad es el predecir cómo se las van a arreglar los contrabandistas para eludir esta nueva realidad legal.

Aunque este decreto no ha pillado por sorpresa a nadie, lo cierto es que la actividad ha bajado considerablemente en las últimas semanas. Hace escasos días se reunió la cúpula de una de las organizaciones más activas de la ría y, aunque se desconoce el contenido concreto del encuentro, no es

descartado que éste fuera uno de los puntos del orden del día.

El pasado fin de semana se detectaron los primeros movimientos de la «flota». Un par de embarcaciones de las amarradas en Vilagarcía pidieron permiso de salida con arreglo a la nueva normativa. También se sabe que trabajaron algunas que tienen su base en Portugal. En cualquier caso, es evidente que los contrabandistas tendrán que agudizar más el ingenio, porque los «picolinos» —así se conoce entre los infractores a los agentes aduaneros— ahora lo tienen bastante más fácil.



## Bolsas con estilo, que definen la personalidad de su tienda

En un mundo cada vez más competitivo y con distintas tendencias en los hábitos de consumo, se crea la necesidad de definir una clara línea a trabajar, y transmitir al comprador dicho estilo en todas las formas de comunicación; desde el diseño de interiores, a las bolsas, ya que estas, al circular por toda la ciudad se convierten en un soporte útil y de gran difusión. Ponga en manos de profesionales su estudio y realización.

**AMERICANPLAST**  
FABRICA DE BOLSAS PLASTICAS

Polígono de PO CO MA CO. Parcela A-2 LA CORUÑA Teléfono (981) 28 00 15. FAX: (981) 29 13 21

## También en septiembre la inflación volvió a crecer por encima de lo previsto Solchaga anuncia un alza de la imposición indirecta y una rebaja del IRPF

Madrid (Agencias). La próxima reforma en profundidad del sistema fiscal español deberá incluir una elevación del IVA y otros impuestos indirectos, forzada por la armonización con la CEE, y una rebaja de los tipos del Impuesto sobre la Renta de las Personas Físicas, según afirmó ayer Carlos Solchaga.

En una rueda de prensa en la que presentó las líneas de política económica del programa electoral del PSOE, el ministro hizo un balance de la actual coyuntura, en la que destacó como punto negativo el nuevo repunte infla-

cionista registrado en septiembre, que podría echar por tierra la esperanza de acabar el año con una inflación del 6%.

Mientras el ministro de Economía hacía estos anuncios en Madrid, en Luxemburgo el Consejo de Ministros de Economía y Finanzas de la CEE rechazaba el plan de abolición de fronteras fiscales en una sesión cuyo principal acuerdo fue el de establecer que el IVA se pagará en el país de destino de la mercancía, excepto para el caso de los automóviles y de las ventas por correspondencia. \* Página 58

### TELEVISION

- TVE-1 «Tartufo» cine de la madrugada (02.00)
- TVE-2 Toros desde Zaragoza (17.00)
- TVG «A cárcere dos chillados» en «Sesión continua» (16.15)

### MUNICIPIOS GALLEGOS

- Mesía: Un valor ganadero en alza \* Página 61

### EL TIEMPO

- Hoy el cielo estará poco nublado en el Norte y despejado en el resto de Galicia. Los vientos serán flojos, habrá neblinas dispersas por la mañana y las temperaturas bajarán ligeramente.

### BONOLOTO

5 14 23 27 42 46  
Complementario: 15

### CUPON de la ONCE

72516 y todos los terminados en 6, 16, 516 y 2516



## Hallan en Tui y Carballo dos parejas de aves rapaces cautivas

La Guardia Civil ha descubierto en una nave industrial de Tui dos águilas ratoneras enjauladas. Ambas aves presentaban síntomas de desnutrición y tenían el plumaje muy deteriorado. Asimismo, la Policía Local de Carballo halló el pasado viernes una pareja de jóvenes aves rapaces —que son las que aparecen en la fotografía— en el maletero de un automóvil. En ambos casos, los animales fueron entregados a responsables de Medio Ambiente para su cuidado y recuperación \* Página 26

## Fraga dice que el PP tiene que «considerar seriamente» su retirada de las elecciones

Santiago (Redacción). Manuel Fraga afirmó ayer en Santiago, durante la presentación del programa electoral del PP, que esta formación tiene que «considerar seriamente» su retirada de las elecciones «si prosigue la manipulación en los medios públicos de comunicación». Fraga señaló que tal medida «no sería un gesto en vano».

La oposición al Gobierno de Felipe González denunció ayer la inserción, en la edición del pasado sábado de «Informe Semanal», de TVE, de un plano, correspondiente a la campaña de las elecciones europeas, en el que Txiki Benegas pedía el voto para el PSOE. El PP presentó un recurso por este hecho ante la Junta Electoral Central y se plantea la posibilidad de llevar el tema a los tribunales ordinarios de Justicia. \* Páginas 11 y 21

## Cuatro portugueses procesados, miembros de los GAL, declaran que trabajaban para el Gobierno español

Lisboa (Agencias). Varios de los 300 considerados de la sentencia contra mercenarios implicados en acciones de los GAL —cuya lectura inició ayer el Tribunal de Monsanto— contienen graves revelaciones a propósito de la contratación de cuatro portugueses y un quinto francés por dos policías españoles cuya presencia en el país vecino conocieron los servicios secretos militares de Portugal.

El tribunal identifica a los policías con los falsos nombres de Ricardo y Eduardo. Asimismo, afirma que ofrecieron a los mercenarios —todos ellos procesados en esta causa— dos millones de escudos «para secuestrar, torturar y matar a militantes de ETA».

También sostienen los jueces que todos ellos han declarado estar convencidos de que «trabajaban para las autoridades españolas». \* Página 14

## El Rectorado acordó la suspensión cautelar de las notas firmadas por el profesor detenido en Pontevedra

Pontevedra (Redacción). El Rectorado de la Universidad de Santiago ha decidido la suspensión cautelar de las calificaciones otorgadas en los exámenes de septiembre por el profesor Fernando Baena del Alcázar, el catedrático que fue detenido en Pontevedra bajo la acusación de tratar de cobrar cien mil pesetas a dos alumnos por recibir un aprobado de la asignatura que impartía en la Escuela Universitaria de Magisterio.

Al mismo tiempo, está ya en marcha el expediente disciplinario que anunció el rector, Carlos Pajares, y que podría contemplar inicialmente una suspensión provisional de seis meses en su función docente. \* Página 27

## Las fundaciones analizan en Compostela su aportación a la integración europea

Santiago (Redacción). Representantes de doscientas fundaciones europeas debaten desde ayer en Santiago sobre su futuro y las repercusiones que en el mismo tendrá la entrada en vigor del Acta Única. Entre quienes intervinieron, el vicepresidente del Parlamento europeo, Sigbert Albert, consideró que las fundaciones deben desempeñar un papel de relevancia en la tarea de la integración europea. El alcalde compostelano, en calidad de presidente de la Fundación Europea del Camino de Santiago, resaltó la cooperación de los Estados del Viejo Continente en torno a la Ruta Jacobea.

El presidente del Centro Español de Fundaciones, Antonio Sáenz de Miera, justificó que el encuentro fuese organizado por la Fundación Barrié de la Maza, «la más representativa del país —dijo— y una de las primeras de Europa». \* Página 28

### SOCIEDAD

- Científicos soviéticos confirman el aterrizaje de un ovni en la URSS \* Página 74



## Pese al 6-0 que le endosó Arancha a Navratilova, España perdió la final de la Copa Federación

En el Ariake Coliseum de Tokio, y ante siete mil espectadores, Arancha Sánchez Vicario tuvo un soberbio comienzo y se permitió el lujo de endosarle un 6-0 a Martina Navratilova, número dos del mundo, en el primer set de su partido correspondiente a la Copa Federación de tenis. La joven española perdió después los dos siguientes, el tercero por un apretado 6-4, con lo que EE UU se adjudicó el segundo punto que le otorgaba el título, ya que con anterioridad Chris Evert había derrotado a Conchita Martínez en dos mangas. Las dos tenistas hispanas tampoco pudieron ganar el doble ante Pam Shriver y Zina Garrison, por lo que la final fue un 3-0 favorable a las norteamericanas. \* Página 51



UNIVERSIDAD



Los exámenes de septiembre de alumnos de Magisterio de Pontevedra que calificó Baena del Alcázar serán revisados estos días

Posible apartamiento por seis meses de Fernando Baena en su función docente

## El rectorado suspende cautelarmente las notas del profesor detenido en Pontevedra

Pontevedra (Redacción). El rectorado de la Universidad de Santiago ha decidido la suspensión cautelar de las calificaciones otorgadas en los exámenes de septiembre por el profesor Fernando Baena del Alcázar, el catedrático que fue detenido por la Policía en Pontevedra, a finales del pasado mes, bajo la acusación de tratar de cobrar cien mil pesetas a dos alumnas a cambio de un aprobado en la asignatura que impartía en la Escuela Universitaria de Formación del Profesorado de EGB (Magisterio). Al mismo tiempo, se ha sabido que ya está en marcha el expediente disciplinario que anunció el propio rector, Carlos Pajares, y que podría contemplar inicialmente una suspensión provisional de seis meses del afectado en su función docente; es decir que Fernando Baena no impartiría sus clases en Pontevedra al iniciarse el nuevo curso académico.

La resolución del rectorado sobre la suspensión cautelar de las notas entregadas por el citado profesor fue comunicada ayer por la mañana a los alumnos afectados por el director de la escuela, Gerino Calvo.

A este respecto, se informó también que los exámenes serán revisados estos días por el Departamento de Filología Española de la Universidad de Santiago, del que formaba parte y dependía el catedrático Baena del Alcázar.

Las resoluciones definitivas en torno a dichas calificaciones se transmitirán a los alumnos a finales de esta misma semana o a comienzos de la próxima, con margen suficiente para formalizar la matrícula del nuevo curso académico. El plazo se cerrará el próximo día 20, y los alumnos dispondrán de otro hasta el 31 para cursar las peticiones de becas; plazos ambos que el rectorado tiene el propósito de cumplir para no causar ningún perjuicio a dichos alumnos.

De acuerdo con las informaciones recogidas en medios de la Escuela de Magisterio, los alumnos afectados «se están

tomando el asunto con mucha seriedad y madurez», sin protestas ante la decisión tomada por el rectorado entre los jóvenes que fueron aprobados por el catedrático cuestionado.

Fuentes no oficiales indicaron que Fernando Baena habría aprobado en los exámenes de septiembre a ocho alumnos de la especialidad de Humanas y a otros catorce de Filología. El catedrático entregó sus calificaciones en la Escuela del Profesorado de EGB después de su declaración ante el titular del Juzgado de Instrucción número uno, Juan Manuel Alfaya Ocampo, quien determinó su libertad provisional bajo una fianza de 300.000 pesetas, que fueron gestionadas por sus hijos.

Las dos alumnas que formularon la denuncia ante el director de la escuela figuran entre los suspendidos por el catedrático.

Por otra parte, el rectorado de la Universidad de Santiago está instruyendo el expediente disciplinario que había anunciado su máximo responsable, Carlos Pajares, con la correspondiente audiencia al interesado para cumplir escrupulo-

samente todos los trámites. Fuentes solventes apuntan a esta Redacción el posible apartamiento inicial de Fernando Baena del Alcázar por espacio de seis meses de la función docente en la Escuela del Profesorado de EGB de Pontevedra.

Mientras tanto, en la citada escuela se ignoraba ayer si los servicios jurídicos de la Universidad de Santiago habían aconsejado o no el personamiento judicial de esta institución como acusación particular en las diligencias abiertas a Fernando Baena en el Juzgado de Instrucción número uno de Pontevedra. El propio rector adelantó esta intención cuando trascendieron los hechos denunciados.

Desde que tuvo lugar este suceso, Baena del Alcázar ha visitado al menos en dos ocasiones las dependencias de la Escuela del Profesorado de EGB, probablemente con la intención de entrevistarse con su director, Gerino Calvo, la persona que asumió la denuncia de las alumnas perjudicadas y puso este hecho en conocimiento del rector, solicitándose posteriormente la intervención policial.

Hasta el momento, el catedrático no ha querido hacer ninguna declaración a los medios informativos. Dos hijos suyos comunicaron a esta Redacción su malestar por la información de la detención de su padre, que transmitió el gobierno civil, sin subrayar la presunción de los hechos relatados y, en consecuencia, también su inocencia, hasta la resolución judicial definitiva. Pero insistieron en que, por el momento, Fernando Baena no hará ninguna declaración pública.

## Los funcionarios de administración y servicios irán hoy a la huelga

Santiago (Redacción). Los funcionarios de todos los campus gallegos estarán en huelga durante toda la jornada de hoy, iniciando así el calendario de movilizaciones anunciado tras las asambleas, y una vez que agotaron las vías de diálogo con los representantes de las consellerías de Educación y Presidencia, aunque en esta última no llegaron a ser recibidos, pese a las peticiones de entrevistas y a los anuncios de la voluntad dialogante por parte de los representantes PAS de la junta de personal no docente.

La junta de personal celebró ayer mismo una reunión con el director general de Ordenación Universitaria, de la Consellería de Educación, en la que no llegaron a ningún acuerdo sobre las reivindicaciones de homologación salarial con los funcionarios de la Administración autónoma y la creación de la mesa sectorial de Universidad para las negociaciones relacionadas con la función pública. Lo único que obtuvieron de esta reunión con Luis Castedo fue, según los PAS, «boas palabras».

En una nota difundida ayer, el comité de representantes de los funcionarios PAS exige a ambas consellerías «que se poñan de acordo nas competencias que cada unha delas teña que exercer para a solución do problema», al mismo tiempo que las responsabilizan del conflicto creado y de la «imposibilidade dun comenzo de curso normal, xa que dende este momento a Universidade vai a sufrir unha parálisis total nos seus servizos administrativos». A este colectivo de funcionarios le preocupa «a inhibición no exercicio das competencias e a

tremenda falla de coordinación entre as consellerías implicadas no tema: Presidencia e Educación».

Recuerdan a los afectados y a la opinión pública que el calendario de movilizaciones seguirá, después de la huelga de hoy, martes, con paros los días 17, 18 y 19 próximos, y a partir del 23 de forma indefinida.

Para esta mañana, además del paro, tienen convocada una asamblea, a las once, y una hora después una concentración frente al edificio administrativo de la Xunta, en San Caetano. Las reivindicaciones de este colectivo son compartidas por el equipo rectoral de la Universidad de Santiago, así como por el Consello Social.

Tanto el rector, Carlos Pajares, como el presidente del Consello Social, Pérez Nieto, se dirigieron a las dos consellerías con competencias en el tema para recordarles la «discriminación» que se comete con este colectivo de funcionarios y su responsabilidad para buscar las soluciones que demandan. La junta de personal, por su parte, anunció las movilizaciones con anterioridad a los diez días de plazo legal, anunciando que eran «cautelares» y que estaban dispuestos a las negociaciones.

La discriminación salarial con respecto a los funcionarios de la Xunta afecta a 457 con las mismas funciones y escalas pertenecientes a la Universidad y distribuidos en todos los campus gallegos, además de a 82 más que se incorporarán una vez que se fallen las plazas convocadas en estos momentos. Las diferencias son a nivel de complementos, llegando en los casos más notorios a cerca de un 30 por ciento.

## El profesor Macia Virgós, director de la residencia Monte da Condosa

Santiago (Redacción). La nueva residencia estudiantil Monte da Condosa, que iniciará su actividad el próximo día 15, estará dirigida por Enrique Macia Virgós, profesor titular de la Facultad de Matemáticas y hasta ahora secretario de la misma, cargo en el que cesa tras el nombramiento para el nuevo puesto.

Enrique Macia se trasladará a vivir a la propia residencia, a la que deberá dedicar tiempo y esfuerzos para su puesta en marcha y la dinamización de una colectividad de residentes integrada por 246 personas, la gran mayoría de ellos estudiantes, se se alojarán en cuatro plantas del edificio.

## Ayer comenzó un simposio sobre el pensamiento filosófico y político en la Ilustración francesa

Santiago (Redacción). Ayer comenzó en la Facultad de Filosofía y Ciencias de la Educación el simposio sobre pensamiento filosófico y político en la Ilustración francesa, organizado por los departamentos de Filosofía y Antropología Social y el de Lógica y Filosofía de la Ciencia-Filosofía del Derecho, Moral y Política, en conmemoración del bicentenario de la Revolución Francesa.

Al acto inaugural, a las

diez de la mañana, siguió una conferencia de Jean Marie Goulemot. La clausura tendrá lugar mañana en el Teatro Principal de Santiago, con la proyección de una película, a la que seguirá una mesa redonda sobre «Modernidad y posmodernidad», en la que participarán Goulemot, Goyard-Fabre, J. Montoya, L. Robles, J.M. Bermudo y Subirats, moderados por el profesor compostelano Ramón Maiz.

## Abierto el plazo de matrícula para el examen de grado en Derecho

Santiago (Redacción). La Facultad de Derecho de Santiago ha establecido un plazo de matrícula para los licenciados que deseen presentarse al examen de grado de la convocatoria de septiembre. Estará abierto hasta el próximo día 16.

Los interesados que quieran inscribirse en estas pruebas deberán cubrir los impresos que les facilitarán en el negociado de alumnos de la propia facultad, además de abonar los derechos estipulados para dicho grado.

Si le apetece. Si celebra algo.  
Si va a comer fuera de casa, etc, etc

ma bien y a la parrilla

antes de empezar,  
este gratis algunas  
especialidades

Avda. Monelos 19. Tl. 296857  
(A 400 mts. de El Corte Inglés)  
LA CORUNA



Martes, día 10: OBELISCO, de 10 a 14,30 y de 17 a 21 horas.  
Miércoles, día 11: BETANZOS, de 10 a 20 horas.  
Viernes, día 13: OBELISCO, de 10 a 14,30 y de 17 a 21 horas.



Hermandad de Donantes de Sangre de La Coruña



La Piel por encima de todo

PELETERIA



PARA LA MUJER Y PARA EL HOMBRE, TODO EN PIEL

¡OFERTA DEL MES!  
FALDAS Y MINIS, NAPA: 4.000 PTAS.

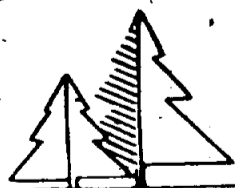
CTRA. CORUÑA - SANTIAGO, KM. 7  
TELF. (981) 660241. VILABOA - LA CORUÑA  
Abrimos SABADOS TARDE Y DOMINGOS MAÑANA

OFERTA PARA ESTUDIANTES

DESDE 19.000

- Mesa dibujo
- Taburete
- Lámpara
- Paralela
- Tubo portaplanos
- Portaminas de 0,5

Alfonso Molina, 1-3  
Tells. (981) 23.89.77 - 23.95.36 - FAX.  
LA CORUNA



SANATORIO PSIQUIATRICO

«LOS ABETOS»

Director Médico MARIANO FERRO  
Especialista en Neuropsiquiatría

Telefonos: (981) 28 90 06 - 28 89 07  
Ctra. LA ZAPATEIRA-Km. 1 (CSP 1 009)

Consulta Avenida Linares Rivas, 4-3. - Teléfono (981) 225151 - La Coruña

VENTA PLAZAS DE GARAJE

ZONA JUAN FLOREZ - PLAZA PONTEVEDRA

Teléfono (981) 253075



Los congresistas debatieron el papel de las fundaciones en la construcción europea

## Compostela es la sede del congreso que reúne desde ayer a 200 organismos de esta índole de toda Europa

### Las fundaciones analizan la actitud de la «perestroika» ante estas entidades

Santiago (Redacción). La creación de la primera fundación cultural soviética como consecuencia directa de la política de renovación que está suponiendo la «perestroika», fue puesta de relieve por Boris Yegorov, representante del Fondo Soviético de Cultura, que pronunció la primera conferencia del congreso sobre «Las Fundaciones Europeas en el horizonte de 1992», inaugurado ayer en Santiago con la presencia de doscientos representantes de las principales fundaciones europeas que, durante tres días, debatirán las repercusiones que para estas entidades supondrá la entrada en vigor del Acta Única.

Previamente, en un acto inaugural, encabezado por la presidente de la Fundación «Pedro Barrié de la Maza», Carmela Arias y Díaz de Rábago, con la presencia del delegado del Gobierno, García-Sabell, hicieron uso de la palabra. Sigbert Albert, vicepresidente primero del Parlamento Europeo; Antonio Sáenz de Miera, presidente del Centro Español de Fundaciones; y el presidente de la Fundación del Camino de Santiago, Xerardo Estévez.

#### Integración europea

El vicepresidente del Parlamento Europeo, Sigbert Albert, planteó las dificultades que supone el proceso de integración europea, debido a la complejidad cultural, política y lingüística del viejo continente, en el que conviven distintas ideosincrasias. Albert aseguró, no obstante, que es necesario conseguir la unidad europea, que exige la armonización de centenares de normas y actitudes, pero que ello es vital porque «Europa significa paz y futuro». En este sentido, se pronunció por un procedimiento rápido, en el que el Parlamento Europeo logre desempeñar un papel con mayor protagonismo del que actualmente disfruta. El vicepresidente de la Cámara europea consideró importante el papel de las fundaciones y justificó la necesidad de una armonización para que sirvan a la tarea común de construir Europa.

En calidad de presidente de la recién creada «Fundación Europea del Camino de Santiago», el alcalde compostelano, Xerardo Estévez, se refirió a la proyección europea de esta nueva entidad, patrocinada por los Ministerios de Cultura de España y Francia, meses después de que el Consejo de Europa declarase oficialmente el Camino de Santiago como

«primer itinerario cultural de Europa». Estevez resaltó la labor de cooperación de los Estados europeos bajo la idea del Camino de Santiago, exponiendo los planes actualmente existentes, entre los que destacó el convenio establecido entre las ciudades del Camino para el desarrollo de un proyecto cultural que integre al norte de España en el eje que en la actualidad representan las ciudades de Madrid, Barcelona y Sevilla.

Xerardo Estévez pormenorizó las características de la Fundación Europea del Camino de Santiago, entre cuyos objetivos se encuentra la apertura de horizontes, rompiendo fronteras e implicando a múltiples sectores sociales y culturales; el establecimiento de una Universidad Itinerante con el objetivo de implicar a un importante número de estudiosos en la profundización de la historia del Camino y por tanto en la mejora de su promoción, investigación y en la necesaria coordinación de los distintos trabajos de este campo; y el impulso de una actividad científico-investigadora en torno al universo cultural de los caminos, que dejó huella en todos los países de Europa.

#### La fundación soviética

Precisamente, la universalidad del fenómeno europeo y el papel de Santiago en la formación de Europa, fueron puestas de relieve por el presidente del Centro de Fundaciones, Antonio Sáenz de Miera, al asegurar que, dada la simbología de Compostela, el congreso no podría haberse realizado en ninguna otra ciudad española. Indicó que, por el hecho de realizarse en Galicia, se había concedido a la Fundación «Barrié de la Maza» un papel mercedemente protagonista, por el hecho de ser la fundación más representativa del

pais y una de las primeras de Europa.

Boris Yegorov ofreció a los cientos de asistentes al congreso una bocanada de aire fresco sobre los cambios introducidos en su país por la «perestroika», cuyo espíritu de renovación permitió hacer tan sólo tres años el nacimiento del Fondo Soviético de Cultura, la primera fundación soviética, en la que están representados los 15 estados de la unión, «porque dijo a este periódico— solamente la gente de mucha cultura puede solucionar los complejos problemas económicos y sociales de la perestroika».

La fundación, promovida por destacadas figuras de la cultura y la ciencia de la Unión Soviética, funciona sin ayuda económica oficial, gracias a la colaboración de miles de personas que, con sus donativos y legados artísticos, han recaudado más de tres millones de rublos para garantizar su funcionamiento. Dimitro Lijachov, conocido historiador de la literatura, es el presidente de la Junta directiva en la que figuran cinco miembros del Soviet Supremo que llevan a la Cámara soviética las reivindicaciones y defensas de esta fundación cuyo lema es «conservar, aprovechar, multiplicar».

Yegorov explicó los principales programas del Fondo, entre los que figura la preparación del 120 aniversario del nacimiento de Lenin, que se celebrará en 1990; el desarrollo de la etnografía regional; y la recaudación de fondos para la erección de un monumento a Vasili Tiorkin, personaje del poeta Alexandr Tvardovski, renovador de la literatura soviética, para el que el propio Gorbachov aportó 50.000 rublos, procedentes de los derechos recibidos por sus publicaciones en el extranjero.



## EN BREVE

**Atletismo.** Mariano García Verdugo ha sido designado responsable del sector de mediofondo (800 y 1.500 metros) por el comité técnico de la federación española en sustitución de Antonio Postigo.

**Automovilismo.** Los españoles Miguel Prieto y Manuel Juncosa, con Nissan Patrol, consiguieron situarse cuartos en la clasificación general del Rally de los Faraones, tras entrar en tercera posición en la etapa de ayer, con salida y llegada en Hurgada, a orillas del mar Rojo. La etapa fue ganada por el finlandés Ari Vatanen. En motos, el español Carlos Más quedó en segundo lugar, detrás del italiano De Petri, que sigue liderando la carrera. Más es tercero en la general.

Carlos Sáinz, a los mandos de un Toyota Célida GT4, ocupa la segunda posición en el Rally de San Remo y se encuentra a 30 segundos del italiano Alessandro Fiorio, que figura como líder.

**Baloncesto.** El ex-internacional uruguayo Oscar Moglia, considerado el mejor jugador de la historia de su país, falleció ayer en Montevideo a los 54 años a causa de un derrame cerebral.

El Knorr de Bolonia, con su triunfo sobre el Messaggero de Roma por 98-89, fue el gran protagonista de la tercera jornada de la liga italiana. La estrella del partido fue Clemon Johnson.

**Boxeo.** Mañana, miércoles, tendrá lugar en el Pabellón de Deportes de Lugo una velada de boxeo que comenzará a las diez y media de la noche. En el combate estelar, el profesional Domingo Sánchez «Mikui», de Lugo, se enfrentará al colombiano Evelio Ramses, dentro de la categoría del peso welter. Además la reunión incluye cuatro peleas de aficionados: Peso pluma, Ferradas, de Vigo contra Quintanilla, de Asturias; ligero, Bernárdez, de Vigo contra Bernar, asturiano; super-ligero, Moreira, de Lugo contra Magri, de Asturias; super welter, Iglesias, de Vigo contra Parra, de Asturias; y medio, José Luis, de Lugo contra José Ramón, de Asturias.

**Ciclismo.** El irlandés Sean Kelli tiene asegurada su victoria en la primera edición de la Copa del Mundo, cuando aún queda por disputar la última carrera valde para este trofeo. Kelly encabeza la clasificación con 44 puntos, seguido de Rolf Sorensen con 27.

**Fútbol.** El At. Madrid y la Fiorentina han sido multados por la Uefa por los incidentes ocurridos el 27 de septiembre. El club madrileño deberá abonar unas 215.000 pesetas por su «comportamiento incorrecto» en el campo. La Fiorentina abonará 343.000 por ser arrojados objetos al terreno de juego. Asimismo la Uefa decidió sancionar con un partido a Goicoechea, que fue expulsado durante el encuentro.

El Ajax de Amsterdam presentó ayer un recurso contra la sanción de la Uefa que impide al club holandés disputar cualquier competición europea durante dos años.

**Golf.** Casi 20 millones de pesetas recibirá el ganador del Mundial Match-Play que comenzará el jueves en el Club de Wentworth, en Surrey, Inglaterra. Severiano Ballesteros y José María Olazábal figuran entre los doce invitados.

**Rugby.** La selección de Argentina derrotó por 103-0 a la de Brasil en partido del campeonato sudamericano disputado ayer en el estadio Charrúa, de Montevideo, ante unos 2.000 espectadores.

## BALONCESTO

## Caja de Ronda-Breogán, en partido de Copa

La Coruña (Redacción). Esta tarde se disputan los partidos de ida de las segunda eliminatoria de la Copa del Rey de baloncesto, en la que tras la eliminación de Oar y Caixa Ourense la representación gallega la ostenta el Dyc Breogán, que jugará esta tarde un difícil partido frente a un rival no menos complicado, el Caja de Ronda, al que visitará. Sin embargo, el Real Madrid y el Barcelona jugarán ya los partidos de vuelta frente al Fórum Filatélico y al TDK Manresa, respectivamente, ya que adelantaron sus compromisos de ida.

Los partidos y horarios de ida son los siguientes: Cajabilbao - Ram Joventut, 20.00 h.; Caja San Fernando - Valvi Girona, 20.30; Cai

Zaragoza - Pamesa, 20.30; Taugrés - Mayoral, 20.30; Grupo Ifa - Estudiantes, 20.45; Caja de Ronda - Dyc Breogán, 20.30. Partidos de vuelta: Real Madrid - Fórum Filatélico, 20.30; Barcelona - TDK Manresa, 20.30.

## Amistoso Caixa Ourense-Obradoiro

Caixa Ourense y Obradoiro de Santiago disputarán esta noche un partido amistoso en Tui, organizado con motivo de la inauguración del parque del polideportivo municipal. El encuentro, que dará comienzo a las ocho y media, será el tercer enfrentamiento de la temporada entre ambos clubes, luego del reparto de victorias registrado en las dos confrontaciones de la Copa Galicia.

## SQUASH

## España ganó a Kuwait en el Mundial

Singapur (Agencias). España derrotó a Kuwait por 3-0 en la primera ronda del Campeonato del Mundo, grupo C. En el segundo encuentro el equipo español se enfrentará al de Estados Unidos.

## Sutherland venció en Sevilla

El escocés Barry Sutherland, del Atlas de Oviedo, se proclamó vencedor del Open Internacional de Andalucía, disputado en las pistas del Club Antares, al vencer en la final al español Alberto Torras por 3-0, con parciales de 15-13, 11-15, 15-12 y 15-10.



## NUEVO RENAULT 5 SAGA TODA UNA EXPERIENCIA.

2 Millones de conductores. Billones de Kilómetros. Más experiencia que nadie, utilizada para ofrecerte un coche más confortable y manejable.

Aún más seguro y mejor que nunca en equipamiento. Radiocassette extraíble de

serie. Parachoques del color de la carrocería. Dos retrovisores regulables desde el interior. Y decoración exclusiva.

Mejor que nunca en gama: TL y GTL: 1397 cc y 60 CV. TD y GTD: 1595 cc y 55 CV. GTX: 1721 cc y 90 CV.



RENAULT es un nombre. También un estilo.

## El Urdilde pierde su imbatibilidad en casa mientras que San Mamed, Pazos y Dubra comparten liderato en Primera Regional

Santiago (Redacción). Mientras el Arzúa se mantiene al frente de la tabla clasificatoria —empate a puntos con el Olímpico— del grupo «1-A» de Primera Regional, San Mamed, Pazos y Dubra siguen su interesante duelo en el grupo «2-A», en el que están situados al frente de la clasificación. Entre tanto, A Baña y Xallas (recién descendido a la categoría) continúan su marcha descendente en el grupo «2-B», en el que ya están cerca de la cola.

En el grupo «1-A», el líder Arzúa goleó (5-1) al colista Paioasco, al tiempo que el Mesón do Vento alcanzó la sorpresa al superar a domicilio al Vizoño, al que le rompió la imbatibilidad.

En el grupo «2-A», el Cacheiras sigue en horas bajas al ceder dos nuevos puntos en su feudo. Esta vez fue el Ulla quien se aprovechó del mal momento del Cacheiras, que ya ha encajado 14 goles en seis encuentros. Mientras, San Mamed, que venció 2-4 al Palmeira; Pazos, que derrotó (2-0) al Bastavales; y Dubra, que doblegó (5-2) al Taragoña están en la primera posición de la tabla.

Por su parte, el Urdilde ha dejado de ser el único equipo imbatido al caer derrotado en su terreno ante el Sigüeiro: 0-1.

Finalmente, en el grupo «2-B» Xallas y A Baña, con «3 menos 3», siguen sin levantar cabeza. El A Baña sumó dos nuevos negativos al perder (1-2) con el Ponteceso y el Xallas regresó de vacío (2-0) de su visita a Cabana.

### Segunda Regional

Por su parte, en el grupo cuarto de Segunda Regional sigue al frente de la clasificación el Berres, con seis puntos en tres partidos. El líder, que está con los mismos puntos que Ponte Ulla y Vedra (ambos con un partido más) y que el Bastavales (con dos encuentros más disputados), no pudo celebrar su compromiso ante el Portomouro por falta de árbitros.

Entre tanto, en el grupo quinto el Deportivo Sar suma cuatro puntos en dos jornadas tras su triunfo sobre el Cabo de Cruz: 0-2. El Cerceda, en el grupo primero, igualó a domicilio en el campo del Merino colocándose de tercero con «3 más 1».

## Distinta suerte para Peleteiro y La Salle en la Segunda División de baloncesto

Santiago (Redacción). Dio comienzo la Segunda División masculina de baloncesto con distinta suerte para los dos representantes santiagueses. El Peleteiro debutó en su pabellón de O Montouto con un contundente triunfo (80-65) sobre el Maderes del Noroeste de Ferrol, mientras que el La Salle fue derrotado (85-68) por el Aldi en As Pontes.

### Peleteiro-M. Noroeste: 80-65

El Peleteiro, que en la primera parte ya ganaba por 39-33, superó sin problemas a su primer rival de la presente temporada. El Maderes Noroeste ferrolano fue incapaz de hacerle frente a un superior Peleteiro, que no pudo escaparse de su rival hasta los últimos minutos de la primera parte.

No obstante, en la segunda mitad el Peleteiro alcanzó una ventaja de diez puntos (43-33) tras cumplirse el minuto dos, pero un parcial de 0-10 situó a los ferrolanos con un esperanzador (43-43).

Se le ponían difíciles las cosas a los colegiales, que apuraban al máximo sus acciones para despejarse de su adversario en el «luminoso». Así, entre los minutos nueve y catorce el Peleteiro ganó el partido gracias a un parcial de 10-0, que situó el marcador en un ventajoso y definitivo 61-48.

**Peleteiro:** 23 faltas personales, eliminado Harguindey (m.40), dos triples (Freire y Fraga); Fraga, 5; Fariña, 20; Freire, 11; Harguindey, 7; Mato, 8; Picos, 13;

Guimeráns, 10 y Suárez, 6.

**Maderes Noroeste:** 36 faltas personales, eliminados Pérez (m.35), J.C. López (m.35), Cernadas (m.38) y Blanco (m.39), cuatro triples (Rodríguez—2—, A.J. López—2— y Pia); Pérez, 2; Blanco, 15; Pia, 4; A.J. López, 17; J.C. López, 4; Rodríguez, 13; Cernadas, 10; Uría, Vidal, Martínez, De la Viña y Dopico.

### As Pontes-La Salle: 85-68

Unas pequeñas lagunas en defensa y el nerviosismo de los jugadores santiagueses provocaron que el La Salle cayera derrotado en su debú liguero ante el Aldi de As Pontes. Ya en el descanso venía el cuadro local por 45-36.

Las ausencias de Eduardo Echarri, Migueles y Javier Vidal se hicieron notar en el conjunto santiagués, que falló bastante en el rebote. Ahora, los lasgalianos intentarán lograr su primer triunfo en casa ante la visita del Sarria. Será una importante prueba para el cuadro santiagués en su primera temporada en la Segunda División masculina de baloncesto.

**Aldi As Pontes:** Eliminado Fragueta; Domínguez, 14; Fragueta, 23; Couto, 2; Bañobre, 3; González, 9; Gutiérrez, 11; Bellón, 10; Cumbrao, 9 y Calviño.

**La Salle:** Fueron eliminados los jugadores Vidal, Montero y Rivas; F. Vidal, 2; M. Díaz, 4; Filgueira, 9; Quico Montero, 4; Nouche, 10; Julio Díaz, 19; Rico, 7; J. Rivas, 4; Carrillo, 2 y Fran, 7.



El Vista Alegre dominó ampliamente en la segunda parte al Tyde

## Los visitantes agravan la delicada situación de los santiagueses El Vista Alegre fue incapaz de romper la ordenada y contundente defensa del Tyde

Santiago (Redacción). El Vista Alegre sumó dos nuevos positivos al ser derrotado (1-2) por el Tyde en el campo municipal de Santa Isabel. Ahora, el conjunto que entrena López Canosa agravó todavía más su delicada situación al colocarse con «menos 4» en la antepenúltima posición de la tabla. Vista Alegre, Juvenil y Corujo, que son los tres colistas, todavía no conocen la victoria.

El Vista Alegre fue incapaz de dominar a un Tyde que se defendió con orden, aunque la presión de los locales no fue lo suficientemente insistente. Así, fueron transcurriendo los minutos y el Tyde fue creciéndose ante el desierto local.

Sólo Nicanor y Carril tuvieron ocasión de marcar en la primera parte. El delantero falló

por no saber darle con la izquierda y el centrocampista envió el cuero al palo. Después, a punto ya de cumplirse el tiempo, marcó el Tyde. Los aficionados reclamaron fuera de juego, pues uno de los jueces de línea indicó la infracción.

Nada más iniciarse la segunda mitad marcó de nuevo el Tyde y colocó al «Vista» en la

cuerda floja. Por eso, Canosa modificó el «3-5-2» inicial e incorporó un nuevo delantero.

Atacó el equipo local en toda la segunda parte, creó algunas ocasiones, pero los dos puntos se fueron para Tui, sobre todo porque en la primera mitad los hombres de Canosa estuvieron fuera de sitio y jugaron sin orden y sin motivación.

## Los juveniles del Compostela cedieron dos puntos ante el Fabril

Santiago (Redacción). El Compostela sufrió su primera derrota en la Liga Gallega de juveniles al caer en A Residencia ante el Fabril por 0 goles a 2. De este modo, los blanquiazules dejaron de compartir el liderato con el Vista Alegre, que ahora ha sido alcanzado por el Comercial, ya que los santiagueses sólo pudieron empatar en O Souto ante el Flavia padronés. A pesar de todo, el cuadro vistaalegrista sigue de primero gracias a su mejor «gol-average» que el

Comercial, equipo que goleó (4-1) al Brigantium.

Mientras, el Flavia, que pudo salvar un punto ante el Vista Alegre, se mantiene en la cuarta plaza de la general con seis puntos en su haber. Por el contrario, el Calo sigue en horas bajas y todavía no ha saboreado las mieles del triunfo. Este fin de semana perdió (1-0) en el campo del Canido.

Entre tanto, el Fátima cosechó su tercera derrota al caer (0-1) en su feudo de O Castiñeirío ante el Lalín.

## Severa derrota del Ames, a quien el Deixebre le endosó ocho goles en su feudo

Santiago (Redacción). Dos de los seis encuentros del grupo segundo de Tercera Regional no llegaron a disputarse este fin de semana. Fueron el Trazo-Cruceiro y el Viduido-Campo. A pesar de no jugar, el Cruceiro se mantiene de líder con ocho puntos en cuatro partidos, superando en un punto al Recesende y en dos al Deixebre (máximo realizador del grupo con un total de 13 tantos).

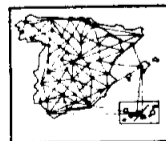
Este fin de semana se marcaron 19 goles en cuatro partidos, destacando el 0-8 conseguido por el Deixebre en el campo del Ames.

En cualquier punto

**Servipack**

SERVICIO DE PAQUETERIA URGENTE

En ESABE SERVIPACK nos preparamos para el futuro. Desde ahora verá nuestro logotipo en cualquier punto de España, y será el símbolo del mejor SERVICIO DE PAQUETERIA URGENTE



PROGRAMAS DE TELEVISION

Martes

TVE-1

07.45 Carta de ajuste  
 07.59 Apertura  
 08.00 Buenos días  
 09.00 Drummonds: «Un poco de aire fresco».  
 10.00 El día por delante: «El derecho de amar». «Santa Bárbara». Kelly, convencida por Marcelo, decide volver a Santa Bárbara. Eden sigue desconfiando de él porque no sabe qué relación tuvo con su padre durante la guerra en Europa.  
 13.00 Johnny Quest: «La torre del diablo». Convencido de que la Torre del Diablo está deshabitada, el doctor Quest se arriesga a subir a la cima para recuperar el globo de Johnny, atrapado entre las rocas.  
 13.30 3 x 4  
 14.20 Espacios de propaganda electoral.  
 14.30 Telexornal  
 15.00 Telediario-1  
 15.30 A mi manera: «Las chicas de oro». «El día de la madre». Ante la celebración del Día de la Madre, Dorothy, Blanche, Rose y Sophia, recuerdan pasadas festividades como ésta, especialmente grabadas en la memoria de cada una de ellas.  
 17.55 Avance Telediario  
 18.00 Los mundos de Yupi: «La extraña plantación».  
 18.30 Cuentos de buey: «Episodio n.º 16». Bus y Dolly intentan enseñar a nadar y volar a un avestruz. Bus quiere aprender a jugar al golf.  
 19.00 Vigilancia del espacio: (último episodio). «Atrapa una estrella que cae».  
 19.30 Entre líneas: Dirección: Vicente Parra. Presentación: Juvenal Soto y Ana Salado. Dossier: «La Galicia de Valle Inclán». Entrevista a Jorge de Comings y Josep Ramoneda. Escaparate de novedades editoriales.

20.00 Como en los viejos tiempos: «Se está cocinando algo». Dirección: John Plent. Intérpretes: Julia MacKenzie, Anton Rodgers. Hester es informada de que en su día de «La cocina de Lusy» tendrá un comensal especial, un periodista que desea escribir un artículo sobre el restaurante y Emma, su hija, les llama para comunicarle que va a ser madre.  
 20.30 Telediario-2  
 21.06 El tiempo  
 21.20 Espacio de propaganda electoral  
 21.30 La Luna: Dirección y presentación: Julia Otero. Realización: Xavier Manich.  
 22.20 Sesión de noche: Fin del ciclo «Películas coloreadas». «La isla del tesoro». 1934, 100' aprox. Dirección: Victor Fleming. Autor: Robert Louis Stevenson. Guión: John Lee Mahin. Fotografía: June de Vinna, Rosson. Música: Herbert Stothart. Nacionalidad: norteamericana. Intérpretes: Jackie Cooper, Wallace Beery, Lionel Barrymore, Otto Kruger, Lew Ayres. Versión cinematográfica de la novela del mismo título, original de Robert Louis Stevenson. El pequeño Jim Hawkins vive con su madre en un pueblecito inglés. Han alojado en su casa a un viejo marinero que posee el plano del lugar en el que está escondido un fabuloso tesoro. Jim participará en la expedición que se organiza para buscarlo, pero una buena parte de los miembros de la tripulación son antiguos piratas que, al mando del astuto John Silver, tienen el propósito de, una vez llegados a su destino, asesinar al capitán y a sus hombres leales y apoderarse del tesoro.  
 00.10 Telediario-3  
 00.30 Teledporte  
 00.45 Testimonio: «Santa Teresa, mujer audaz».

00.50 La noche: «Primera plana». Modera: Faustino Fernández Alvarez.  
 02.00 Filmoteca del martes: «Tartufo o el hipócrita». 1925, 70'. Dirección: F. W. Murnau. Guión: C. Mayer. Fotografía: Karl Freund. Nacionalidad: alemana. Intérpretes: Emil Jannings, Lil Dagover, Werner Kraus, Lucie Hiflich, Rosa Valletti, Andre Mattoni. Un anciano vive con su vieja criada, quien está deseando quedarse con la fortuna del señor. Pero éste, viendo próxima la hora de su muerte, llama a su nieto para que esté a su lado. Cuando éste llega, la criada le impide el paso a la casa.  
 03.10 Despedida y cierre

TVE-2

11.45 Carta de ajuste  
 11.59 Apertura  
 12.00 Espacio de propaganda electoral  
 13.00 Panorama de Galicia  
 14.30 Telexornal  
 15.00 Telediario-1  
 15.30 Un nuevo mundo: «Cocktail de energías». La creación de la OPEP y la subida imparable de los precios del crudo, ha obligado a los países consumidores a la búsqueda de fuentes alternativas de energía e incluso a un mejor aprovechamiento de un combustible tan tradicional como el carbón.  
 16.35 Los exploradores  
 17.00 Toros: Corrida de toros que se celebra en Zaragoza con motivo de la festividad de la Virgen del Pilar, en la que intervienen los diestros José Antonio Campuzano, Manuel Ruiz «Manili» y El Boni. Ganadería: viuda de Garrido de Huelva. Realización: Carlos Jiménez Bescós. Comentarios: Fernando Fernández Román.

19.05 El tiempo que vivimos: Dirección y presentación: Inma de Santis.  
 20.05 Corea, la guerra desconocida: (último episodio). «Tregua armada». El episodio final cuenta cómo la guerra terminó sin victoria para ningún bando. Examina el legado del conflicto y evalúa quién ganó y quién perdió la contienda. Se muestra también el desarrollo de las dos Coreas en la postguerra, el fracaso de la conferencia de paz de Ginebra en 1954 y la subsiguiente historia de la zona desmilitarizada. Considera asimismo la naturaleza e historia de los dos estados coreanos y por qué  
 21.00 Mundo deporte: Incluye: Vía Olímpica: «Judo».  
 21.30 El mirador  
 21.45 Arte y tradiciones populares  
 22.00 Noticias-2  
 22.30 El nuevo espectador: Dirección y presentación: Eduardo Sotillos.  
 23.30 Tendido cero: Dirección: Carlos Jiménez Bescós. Resumen de las corridas celebradas en Arnedo y Algemesi.  
 00.00 La buena música: «Música desde... la Casa-Museo Colón de Las Palmas».  
 00.55 Hockey sobre patines: Campeonato del Mundo: Australia-España, desde San Juan (Argentina).  
 02.30 Despedida y cierre

TVG

11.30 Mira de axuste  
 12.00 Apertura de emisión  
 12.02 Adianto informativo  
 12.06 Camino de luz: Serial televisivo con ingredientes de aventuras, humor, enredo...  
 12.50 ¿Imos aló?: Curso de iniciación a lingua galega.  
 13.05 Vivir aquí: Telerrevista de mediodía, coa axenda cultural de Galicia. Presenta Antón L. Galocha, director do programa, e Dolores Martínez Fustes.

13.35 Adianto informativo  
 13.40 Matt Houston: «Diñeiro ensanguentado».  
 14.30 Telexornal-1  
 15.00 Deportes: Resume da actualidade deportiva, con especial adicación ó deporte galego. Dirixe Ricardo Bao; presenta Terio Carrera.  
 15.15 Telenovela: «O sol sae para todos».  
 16.00 Adianto informativo  
 16.05 Sesión continua: «O cárcere dos chiflados», de George Mendeluk, con Jeff Altman, Dey Young, Richard Mullican, John Vernon, Judy Landers e Graham Jarvis. Duke Jarret é un vendedor a domicilio. Chama porta tras porta, pero a súa oportunidade non chega. Pero, certo día, cecais polo seu comportamento sexy e fora de toda compasión, atópase, a si mesmo, seducido no fogar dunha muller de media idade, pero aínda de moi bon ver.  
 17.35 Superamigos: Programa infantil dirixido e presentado por Rosa María Tebar. Contos, xogos... coa mascota do programa «O Espantallo».  
 18.20 ¿Imos aló?: Curso de iniciación a lingua galega.  
 18.35 Knots Landing: «Posibilidades».  
 19.25 Adianto informativo  
 19.30 Arestora: Magazin dos serás, dirixido e presentado por Fidel Fernán.  
 21.00 Telexornal-2  
 21.30 Entre amigos: Programa de variedades, con actuacións musicais, presentado por Mon Santiso.  
 22.40 Contos de Hollywood  
 23.20 Telexornal-3  
 23.40 Deporte a deporte: Resume da actualidade deportiva, con especial adicación ó deporte en Galicia. Dirixe e presenta Xoán Manuel García.  
 00.05 Nacer de novo: «O medo». Programa das igrexas evanxélicas.  
 00.20 Peche

EMISIONES POR SATELITE

Screen Sport  
 08.00 Fútbol español. Primera División.  
 10.00 NFL 89  
 11.00 Boxeo profesional.  
 12.30 Baseball 89.  
 15.00 Saltos. Chrysler Classic Derby desde Calgary.  
 16.00 Ciclismo. El Sundance Grand Prix.  
 17.00 Fútbol universitario.  
 19.00 Dentro del PGA.  
 19.30 Deporte del motor. F3000 desde Le Mans.  
 20.30 Actualidades.  
 20.30 Fútbol español.  
 22.15 Baseball 89.  
 00.45 Boxeo.

TV5

17.05 Flash informativo.  
 17.10 Mundo nuevo. Actualidades.  
 18.10 La suerte de los Chansons.  
 18.30 La verdad está en el fondo de la olla.  
 19.00 Números y letras.  
 19.30 Pasatiempos.  
 20.00 Historias naturales.  
 20.30 Flash informativo y el tiempo.  
 20.40 Papier Glace.  
 21.00 Tiempos de hoy.  
 21.50 Deportes.  
 23.00 Noticias y el tiempo.  
 23.30 Cielos es martes. Actualidades.  
 00.50 El diván.

01.10 Pirineos. Revista económica y cultural.  
 01.40 Cierre.

The Children's Channel

07.00 Cuentos sin palabras.  
 07.30 Huva.  
 08.00 Roustabout.  
 08.30 C.O.P.S.  
 09.00 Cable Cook, Telegato.  
 09.30 Jack en la caja.  
 10.00 Esquina mágica.  
 10.30 Una melodía de Phil Pickett.  
 11.00 Cuentos.  
 11.30 Cuentos sin palabras.  
 12.00 Dibujos animados incluyendo Brave Starr, Quick y Flupke.  
 12.30 Dibujos clásicos. Betty Boop.  
 13.00 Jack en la caja.  
 15.00 Roustabout.  
 16.30 Huva.  
 17.00 Dibujos clásicos.  
 17.30 Drama. Trampa «Bonsai».  
 18.00 Cierre.

RAI

07.00 Primero de la mañana.  
 08.00 TG-1 matinal.  
 09.40 Santa Bárbara. Telefilme.  
 10.30 TG-1 matinal.  
 10.40 Laurel y Hardy.  
 11.55 El tiempo.  
 12.00 TG-1 flash.  
 12.05 Corazón sin edad.  
 12.30 La mujer de amarillo.  
 13.30 Telediario.

Super Channel

08.00 Amanecer con Motores Mitsubishi, informe de finanzas y el tiempo.  
 09.00 La mezcla. Música, entrevistas, conciertos, filmes, etcétera.  
 16.30 Chart Attack. Los éxitos del Reino Unido.  
 17.30 En el aire. Show musical en directo.

13.55 TG-1 Tres minutos de...  
 14.00 Buena suerte.  
 14.10 El mundo de Quark  
 15.00 Crónica italiana.  
 15.30 Dep.  
 16.00 «Pippi Calzaslargas». Telefilme.  
 16.30 Dibujos.  
 17.00 «Ana de la caperuzita rosa». Telefilme.  
 17.35 Ciclismo.  
 17.55 Hoy. El Parlamento.  
 18.00 TG-1 flash.  
 18.05 Santa Bárbara. Telefilme.  
 19.10 «Está prohibido bailar».  
 19.40 Almanaque de mañana.  
 19.50 El tiempo.  
 20.00 Telediario.  
 20.30 Appuntamento a Trieste.  
 21.30 «La mujer del teniente francés». Telediario y «La mujer del teniente francés» (segunda parte).  
 00.00 TG-1 notte. El tiempo.  
 00.15 Mezzanotte e dintorni.  
 00.35 Il canzoniere di Francesco Petrarca.

Sky One

07.00 Informe mundial de finanzas.  
 07.30 Canal de finanzas europeas.  
 08.00 El show de D.J. Kat.  
 10.30 Super Password. Concurso.  
 11.00 Los Sullivans. Drama.  
 11.30 El cielo de día.  
 12.30 Un problema compartido.  
 13.00 Otro mundo. Drama.  
 13.55 Hospital General. Drama.  
 14.50 Mientras el mundo gira. Drama.  
 15.45 Amando. Drama.  
 16.15 Los jóvenes médicos. Drama.  
 17.00 Cuenta atrás. Show musical.  
 18.00 Búsqueda de Sky Star. Show de nuevos talentos.  
 19.00 El precio justo. Concurso.  
 19.30 El negocio del siglo.  
 20.00 El mundo de Frank Bough. Documental.

21.00 Lucha libre desde Londres.  
 23.00 Jameson de noche.  
 00.00 Noticias internacionales.  
 00.30 Los intocables. Serie de gánsters.  
 01.30 Cuenta atrás. Show musical.  
 02.30 Cierre.

Galavisión

07.00 Ramón Fregoso.  
 08.00 Jacobo Zabudovsky.  
 09.00 Especial: Lucy Montes.  
 10.00 Alfonso Teja.  
 11.00 Francisco Fortuño.  
 12.00 Alfonso Teja.  
 13.00 Francisco Fortuño.  
 14.00 Abraham Zabudovsky.  
 15.00 Especial: Ricardo Rocha.  
 16.00 Telenovela «La fiera».  
 17.00 Juan Calderón.  
 18.00 Talina Fernández.  
 19.00 Comedias infantiles.  
 20.00 Telenovela.  
 21.00 Telenovela «Bianca Vidal».  
 22.00 Guillermo Ortega.  
 23.00 Ricardo Rocha.  
 00.00 «Aquí está...» con Verónica Castro.  
 01.00 Talina Fernández.  
 02.00 Jacobo Zabudovsky.  
 03.00 Beatriz Evangelista y Jaime Maussan.  
 04.00 Lolita Ayala.  
 05.00 Guillermo Ortega.  
 06.00 Jacobo Zabudovsky.

PRIVATA en VOGUE ZAPATOS BOLSOS Distribuidor Real 29 La Coruña Abrimos los sábados por la tarde

# La Voz de Galicia

LA VOZ DE GALICIA, S.A. Depósito Legal: C-2-1958. C.I.F. A-15000649. Oficinas, Redacción y Talleres: Concepción Arenal, 11-13 (15006 La Coruña) (14.ª Edición). Telfs.: (981) 288111. Dirección Telegráfica: Voz. Télex: Lavoz 82121 E y 82394 E. Telefax Redacción n.º (981) 295918 y Administración n.º (981) 295365.

## DELEGACIONES

**VIGO:** (1.ª Edición). Uruguay, 21 (36201 Vigo). Telfs.: (986) 433311 y 433437.  
**PONTEVEDRA:** (2.ª Edición). Sagasta, 1 (36001 Pontevedra). Telfs.: (986) 852250 y 852254.  
**VILAGARCÍA DE AROUSA:** (3.ª Edición). Vicente Risco, 1 (36600 Vilagarcía de Arousa). Telfs.: (986) 506389 y 506391.  
**LALIN-DEZA:** (4.ª Edición). Joaquín Loriga, 10-2.º (36500 Lalin). Telfs.: (986) 781666 y 781511.  
**ORENSE:** (5.ª Edición). Juan XXIII, 19 (32003 Orense). Telf.: (988) 242525.º  
**O BARCO-VALDEORRAS:** (6.ª Edición). Avenida Conde de Fenosa, 52 (32300 O Barco). Telfs.: (988) 320757 y 320764.  
**LUGO:** (7.ª Edición). Quiroga Ballesteros, 9 (27001 Lugo). Telfs.: (982) 241111 y 241190.

**MONFORTE-VAL DE LEMOS:** (8.ª Edición). Cardenal, 13-1.º (27400 Monforte). Telfs.: (982) 404508 y 402509.  
**VIVEIRO-A MARINÁ:** (9.ª Edición). Antonio Bas, 16 (27850 Viveiro). Telfs.: (982) 562151 y 562501.  
**RIBEIRA-BARBANZA:** (10.ª Edición). Emilia Pardo Bazán, 5-1.º (15960 Ribeira). Telfs.: (981) 873690 y 873611.  
**FERROL:** (11.ª Edición). Redacción y Administración: Manuel de Cal, 4, Entresuelo (Cantón de Molins). (15403 Ferrol). Telfs.: (981) 352590, 355251 y 350939. Reparto y distribución: Magdalena, 82 bajo. Telf.: (981) 352100.  
**SANTIAGO:** (12.ª Edición). Rúa de Villar, 37 (15705 Santiago). Telfs.: (981) 562020 y 562220. Admón.: Telf.: 562019.  
**CARBALLO-BERGANTIÑOS:** (13.ª Edición). Av. de Bergantiños, 52 (15100 Carballo). Telfs.: (981) 702200 y 702151.

## CORRESPONSALIAS PRINCIPALES

**BETANZOS:** (14.ª Edición). Santiago, 4 (15300 Betanzos). Telf.: (981) 770357. **PONFERRADA-EL BIERZO:** (6.ª Edición). La Cebra, 43-3.º (24400 Ponferrada). Telf.: (987) 404122.

## Psiquiatras, psicólogos, enfermeras, docentes y filósofos, entre sus seguidores La huella de Sigmund Freud sigue extendiéndose en Galicia cincuenta años después de su muerte

Santiago (Redacción, por Xoel Gómez). Cuando acaba de cumplirse medio siglo de la muerte de Sigmund Freud, el psicoanálisis parece hallarse en Galicia en un momento de expansión. Así lo creen quienes siguen estas teorías, «básicas para comprender a cultura do século XX, e con aportacións indiscutíveis sobre o coñecimento e o psiquismo do ser humano», según Antonio Rodríguez, catedrático de la Universidad. Fernando Márquez, responsable de salud mental de la Consellería de Sanidade, estima que sobre medio centenar de profesionales trabajan directamente con programas surgidos a partir de

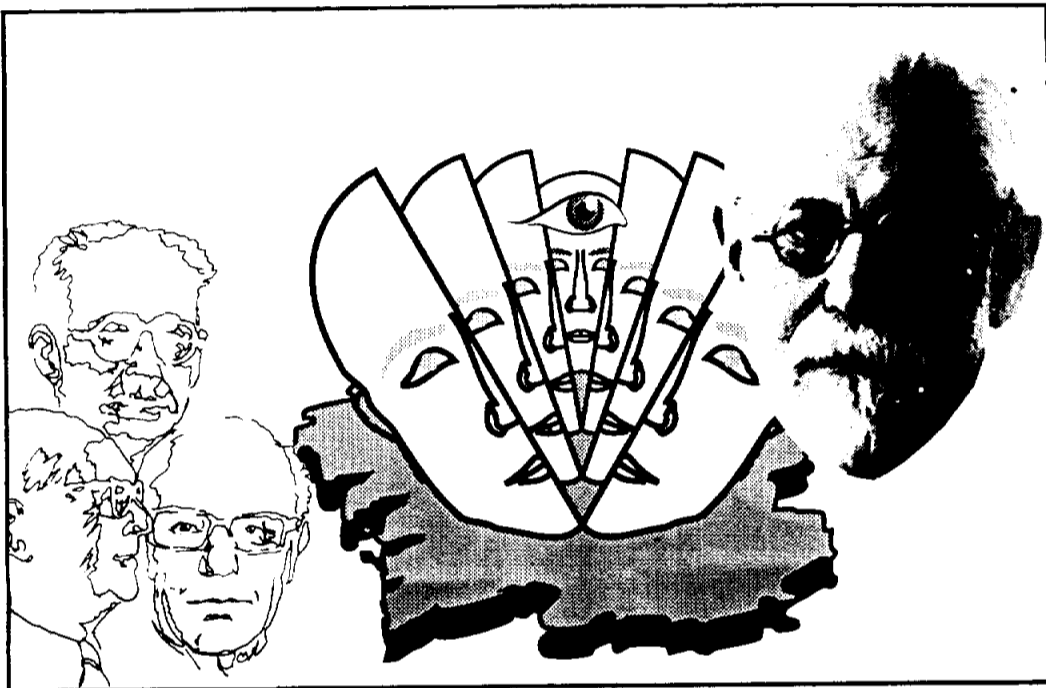
las aportaciones freudianas. «Os focos mais importantes están en Vigo, Coruña e Ferrol. Hai menos volume, mas xente significativa, en Ourense e Santiago». Entre los psicoanalistas gallegos «hai —agrega— psiquiatras, psicólogos, enfermeiras, profesionais de ensino, filósofos, licenciados en matemáticas». Uno de ellos, el psicólogo coruñés Manuel Fernández Blanco, estima que, si se tiene en cuenta a quienes se forman, más de un centenar de especialistas gallegos son constancia de que la huella del gran maestro del inconsciente crece aquí cada vez más.

«Para moitos señala Márquez segue a ser unha referencia o contacto epistolar que dixo ter o catedrático compostelano Pérez Villamil con Freud sobre un paciente galego; porén, non hai documentación que o confirme».

Andrés Gago, psiquiatra compostelano, señala que «Freud estudou Medicina en Viena, onde pudo ter de compañeiros a galegos notables que por aquela altura estaban ali. Sabe-se que á sua volta de París, onde traballou con o mago da histeria Charcot, exerceu tamén en Viena na clínica pediátrica do profesor Kassowitz, quen foi mestre de nomeados pediatras galegos. Xoan Vicente Viqueira foi alá e coñeceu-no. Tamén o trataron, sen chegar a compartir as suas teorías, os psiquiatras galegos Somoza e Bacariza».

### «Ana O», en Vigo

«O unico contacto dunha criatura freudiana con Galicia —agrega Gago— posiblemente fora o de 'Ana O', seudónimo da famosa paciente Berta Papanheim, protagonista da obra 'Estudos sobre a histeria'. 'Ana O' recorda nas suas memorias unha viaxe a América, na que o barco estivo en Vigo por uns días. Si parodiamos o humor freudiano, quen naceu na Galizia do imperio austro-húngaro, a vez que mais perto estivo de aquí fou cando residiu en Bretaña, terra que está mais cerca de Galicia que Murcia, por exemplo». Para Gago, el primer gallego que ahondó en las teorías freudianas, aunque desde un punto de vista culturalista, fue Vicente Risco, en 1929, en un viaje que realizó por Centroeuropa. En su aproximación a la his-



García Sabell, Rof Carballo, Pérez Villamil y López Nogueira, entre otros, son nombres significativos de la primera época del psicoanálisis en Galicia

toria del psicoanálisis en Galicia, el especialista vigués Uxío Castro señala como primera referencia la «Patología General» de Nóvoa Santos, quien ya hablaba en 1930 del autor de «El yo y el ello». García Sabell, Rof Carballo, Pérez Villamil y López Nogueira son nombres significativos de la primera época del psicoanálisis en estas tierras, que Castro data entre 1930 y 1976. Una segunda época estaría marcada entre 1976 y 1980 por la influencia del argentino Oscar Masotta. Y la tercera, a partir de 1980, tras la muerte de éste.

Fernández Blanco señala que, ahora mismo, las principales aportaciones las efectúa el Círculo Psicoanalítico de

Galicia, con sede en Vigo. Y también tienen importancia en el movimiento freudiano de este país la Fundación Paideia, el Colegio Oficial de Psicólogos, y ciertos centros asistenciales del Insalud, así como sanatorios psiquiátricos en los que se aplican sus métodos.

«Sobre a psicoanalise —dice el psicólogo coruñés Fernández Blanco— vulgarizouse moito. Para quen o seguimos, o único que está en xogo, e polo tanto o único que hai que escoitar, é o subconsciente da persoa, que se expresa nos lapsus, nos sonhos, nos actos fallidos, tamén no que os síntomas din do suxeto. Partimos de que os trastornos mentais son produto de un conflito, de unha divi-

sión da persoa; e que a verdade está na equivocación, non no acerto. Esta idea ten importantes consecuencias clínicas».

Fernando Márquez cree que es bueno retomar el planteamiento de Freud sobre el psicoanálisis: «Considerava —indica— que era un método de investigación, de tratamento, e un corpo teórico que os ilustrava; en proceso de cambio continuo, vencellado aos procesos psíquicos que se chamaron desde el inconsciente, e que trata fundamentalmente de como os humanos se organizan en torno a dúas tendencias fortes: as pulsións que tenden á vida e as que tenden á morte, das que o suicidio sería o exemplo mais pristino».

## Oscar Masotta, el hombre clave

Todos coinciden en que el hombre clave en la historia más reciente del psicoanálisis en Galicia es Oscar Masotta. Este argentino llegó a Vigo en 1976. El doctor Eiras, que iba a Londres a aprender con él, le propuso organizar unos cursos en esta ciudad. Masotta sigue a Freud según la interpretación que hace el francés Jacques Lacan, figura señera fallecida a principios de esta década. En la organización del primer curso vigués participó también activamente Cipriano Jiménez. A partir de ahí se constituyó un colectivo de profesionales interesados en crear un espacio de formación y de trabajo en torno al psicoanálisis de orientación lacaniana, según recuerda Fernando Márquez, quien participó en el movimiento desde sus inicios.

También surgió una biblioteca de textos, y en 1977 el Instituto Galego de Estudos Freudianos. Al fallecer Masotta, en 1979, continuaron las reuniones, dirigidas por una discípula suya, Mónica Torres. Como homenaje póstumo a su labor, la biblioteca pasó a llevar su nombre y ahora está integrada en el Círculo Psicoanalítico de Galicia, surgido del citado instituto.

Márquez sostiene que Galicia es, junto con Cataluña, la zona de Europa en la que, después de Francia, más pronto tuvo entrada el lacanismo. Destaca la publicación de unas lecciones de psicoanálisis a raíz de las actividades de Masotta en Vigo, «que son unha iniciación espléndida ao pensamento de Freud e Lacan, e a versión que fixo este argentino».

Uxío Castro destaca como un hito importante la celebración de las Jornadas de Psicoanalise de Vigo, en 1984, a la que asistieron los grupos lacanianos españoles y varios miembros importantes de la Fondation du Champ Freudien, creada por el propio Lacan.

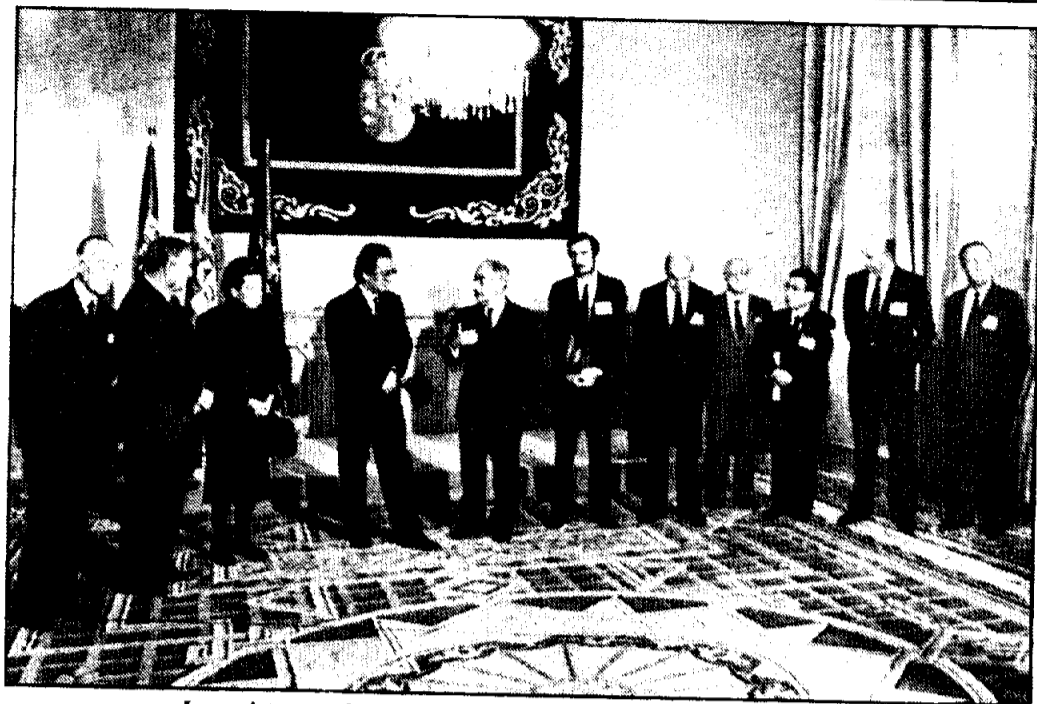
Con claraboyas  
**mucha luz natural**

Consiga un ahorro de energía y beneficie la visión utilizando claraboyas con cúpula de metacrilato transparente o blanco hielo translúcido, de forma circular, cuadrada, piramidal o rectangular, herméticas o de abertura para ventilación. Adaptables a tejas onduladas de fibrocemento.

**Fiberglass s.a.**

Empresa  
Fundada en  
1965

Polígono Industrial La Grela. LA CORUÑA. Telfs. (981) 234243 - 234025. Fax. (981) 235689



Los asistentes al seminario fueron recibidos por González Laxe,

Los expertos consideran «incoherente» y «posiblemente inconstitucional» el régimen tributario actual

## Las fundaciones españolas sufrirán los efectos de la fiscalidad del Mercado Unico

Santiago (Redacción). La entrada en vigor, el primero de enero de 1993, del Mercado Unico Europeo puede propiciar, según los expertos fiscales, un auténtico corrimiento de las fundaciones españolas hacia países del Norte europeo, que gozan de una situación fiscal más favorable. La hipótesis fue defendida, entre otros, por José Luis de Juan Peñalosa, experto fiscal y ex vicepresidente de la OCDE, quien elaboró en Compostela un verdadero decálogo sobre el tema, en la segunda sesión del seminario sobre las «Fundaciones europeas en el horizonte del 92», que hoy clausura la Reina Sofía. La armonización fiscal, previa a la operatividad del Mercado Unico, divide por el momento a la Europa comunitaria. Los asistentes al seminario fueron recibidos, en un receso, por el presidente del ejecutivo autonómico, Fernando González Laxe.

«Se pretende armonizar, pero no hay nada legislado al respecto», manifestó el ex vicepresidente del Comité Fiscal de la OCDE, José Luis de Juan Peñalosa, «y es previsible que las fundaciones españolas de cara al 93 no tengan ningún problema porque van a abrir nuevas filiales en otros países, para beneficiarse de una situación fiscal más ventajosa, ya que ahora están pagando a Hacienda un mínimo del 25%». La armonización fiscal en la CEE y su influencia en la legislación española, país que junto con Francia e Italia defiende las teorías «intervencionistas» del Estado, frente a las denominadas «liberales», con el Reino Unido a la cabeza, ocupó ayer la mayor parte de los debates, en los que participan representantes de 200 fundaciones europeas.

El ponente realizó un análisis de la actitud de los distintos miembros de la Comunidad Europea frente a los problemas fiscales, concretamente los relacionados con la armonización. Para De Juan hay países como Holanda, Luxemburgo, Alemania y Dinamarca a los que no les preocupa en absoluto la armonización fiscal, mientras que Francia, España o Italia

apuestan por una equiparación de las fiscalidades de los 12, previa a la liberalización completa, emanada de la entrada en vigor del Mercado Unico, a partir de 1993. Los «intervencionistas» pretenden evitar movimientos de empresas y capitales motivados por razones fiscales. El ponente se lamentó de que la ley española del año 79, que suponía el desarrollo del reglamento comunitario sobre «Agrupaciones de interés económico», «trazó un esquema fiscal opuesto al dibujado por el Consejo de la CEE». De Juan calificó de «incoherente» y consideró «posiblemente inconstitucional» el régimen fiscal de las fundaciones en España, «porque no están exentas en el impuesto de sociedades de aspectos tan importantes como los rendimientos sujetos a retención, los incrementos de patrimonio o los rendimientos derivados del arrendamiento de sus bienes».

### Exilio fundacional

«No sería de extrañar —señaló el ex vicepresidente de la OCDE— que las fundaciones busquen exiliarse de una fiscalidad como la española actual, carente de sentido, ya que podrán colocar sus carteras en filiales si-

tuadas en el exterior, de forma que las retenciones españolas se reduzcan por ampliación de nuestros convenios fiscales o bien transformar sus carteras de títulos o activos de otros países, sin retención o con retenciones mínimas». Otra circunstancia que podría hacer reflexionar a las fundaciones españolas para acudir a otros países con legislación más favorable sería la aplicación del gravamen de plusvalías, que tiene en otras legislaciones un trato que De Juan consideró «más atemperado». El ponente aseguró que, tarde o temprano, el sistema tributario español cabará por modificarse. A su juicio sería oportuno cambiar el sentido de las retenciones, estimular las aportaciones a las fundaciones con desgravaciones en el IRPF y modificar la tributación de plusvalías. Si no se cambia voluntariamente, sostuvo, el Mercado Unico «obligará a hacerlo».

En una comunicación elaborada por el propio De Juan, Francisco Guijarro y Enrique Giménez Reina, se recomienda que las fundaciones no estén sujetas en su constitución a ningún tipo de impuesto, ni por razón del patrimonio aportado (ITP) ni por las necesidades de registro (AJD).

## Reino Unido y países nórdicos, paraíso europeo

Dereck Chadwick, director de la Fundación británica «Ciba-Geigy», aseguró ayer que los ingresos de esta institución ascendían, a 31 de diciembre de 1988, a 1.061.847 libras esterlinas, y sus inversiones representaban 1.053.919. Para Chadwick la liberación de los movimientos de capital producirá, inevitablemente, cambios fundamentales en las estrategias inversoras de individuos y compañías, así como de las fundaciones.

El Reino Unido de Margaret Thatcher se ha convertido, junto con los países nórdicos, en el paraíso europeo de las fundaciones. La exención fiscal es total, a condición de que elaboren el correspondiente informe de actividades. El equipo de Thatcher no ha dudado en predicar su rechazo a la intervención, apelando a la más pura concepción del liberalismo clásico. Los países cuyo sistema fiscal sea poco atractivo se

verán obligados a reaccionar y modificarlo para evitar la huida de sus empresas y la fuga de capitales. Holanda, Luxemburgo, Alemania y Dinamarca, con matices, respaldan a la conservadora primera ministra británica.

Entretanto, Francia, España e Italia temen que la benignidad fiscal puesta en práctica en la Europa del Norte constituya un verdadero elemento desequilibrador, al partir de situaciones menos ventajosas para las fundaciones. El Sur apuesta por la armonización, previa a la liberalización total, que está ya a la vuelta de la esquina, y por el momento se ha dedicado a poner en marcha un mecanismo de retenciones sobre las rentas del capital, no con fines de recaudación, sino de control de tales rentas y resquebrajamiento del sistema bancario de algunos países, según algunos expertos fiscales.



Ayuntamiento de La Coruña

Mañana jueves, a las 10 de la noche en el Teatro Rosalía de Castro

(Venta anticipada de localidades en la taquilla del Teatro)

Enriqueta Carballeira

# MADAME BOVARY

304 40

Miguel Zúñiga

Director: Carlo Frabetti

Escenografía: Carlos Creus

Iluminación: Juan G. Cornejo

Decoración: Luis Lozano

Orquesta: Carlos Creus

MINISTERIO DE CULTURA

## II TORNEO ESCOLAR DE AJEDREZ



TROFEO



LA CORUÑA

### INSCRIPCIONES:

Hasta el miércoles, 18 de Octubre, en el Departamento de Deportes. Planta 4.ª.

## La Cámara expresa su apoyo a los «augardenteiros» y estos amenazan con seguir destilando públicamente

Santiago (Redacción). El Parlamento aprobó ayer por unanimidad una declaración institucional a favor de la moratoria inmediata de la prórroga legalmente establecida para el sector aguar-dentero artesanal gallego, tanto en el marco normativo estatal como en el autonómico. El plazo para cesar en la elaboración por métodos tradicionales terminó el 31 de agosto, y ahora el Parlamento solicita su prolongación «mentres non se realiza o proceso de adaptación do sector ó novo marco».

Los representantes del sector se calcula que en Galicia existen más de 2.000 alambiques portátiles — manifestaron ayer que de no solucionarse esta situación volverán a destilar públicamente, al tiempo que solicitaban una nueva entrevista con el conselleiro de Agricultura, Francisco Sineiro. La coordinadora de «augardenteiros» anunció que el próximo día 25 llevará a cabo una manifestación en favor de la ampliación de la prórroga y acusó a las administraciones central y autonómica de no buscar una salida al conflicto.

La ampliación de la prórroga, la especificación de esta problemática en un marco legal y la denominación de origen del aguardiente gallego figuran entre las principales demandas de los «po-teiros». Por su parte, Xóvenes Agricultores acusó al conselleiro de Agricultura de tratar de evitar que se conozcan sus discrepancias en el seno de la coordinadora.

## Conceden 16 millones para rehabilitar edificaciones de interés cultural

La Coruña (Redacción). La Consellería de Cultura anunció ayer la concesión de casi 16 millones de pesetas en subvenciones y ayudas complementarias para la rehabilitación de pazos, casas rectorales y otras edificaciones de especial interés cultural en la provincia de La Coruña.

Se trata de evitar el deterioro de los elementos representativos de la arquitectura civil gallega, con el fin de incentivar la conservación de tal riqueza patrimonial, según Cultura.

El importe de las subvenciones oscila entre las 300.000 y el millón de pesetas, con un volumen total de 15,9 millones de pesetas.

Entre las obras favorecidas figuran los pazos de Brandeso, en Arzúa; de Barro, en A Baña; de Brexo, en Cambre; de Xallas Embaixo, en Negreira; de Xunqueiras, en Puebla do Caramiñal; de Brandaliz, en Ortigueira; de Asadelos, en Rianxo; de Présaras, en Vilasantar; de Sales, en Vedra, y de A Cerca, en Cariño.

También se conceden ayudas para restaurar las Torres de Mens, en Malpica; la Casa de Romani, en Noia, el Ateneo Ferrolán, en Ferrol, y la Casa de Labarta, en Zas, así como las casas rectorales de Santa María de Dodro, San Xiao de Laiño-Dodro, San Simón de Cacheiras y Santa María de Baamonde, en Teo, Santiago de Sisamo y San Verísimo de Oza, en el municipio de Carballo.

Otras 70 ayudas, que van desde 75.000 a 200.000 pesetas, han sido concedidas a propietarios de hórreos, palomares y otras obras de interés cultural para su rehabilitación.

En una sesión con constantes alusiones electorales, aprobó dedicar casi 800 millones para compensar a los funcionarios por la pérdida de poder adquisitivo

## El Parlamento asiente a que se destinen 705 millones a financiar los comicios autonómicos

Santiago (Redacción, por X.R.P.). Los diputados del Parlamento gallego se despidieron ayer de sus escaños, aunque continúan los trabajos en comisión, con una de las sesiones más cortas de su historia —tan sólo tres horas—, en la que se aprobaron tres textos legislativos, que permitirán a los funcionarios autonómicos cobrar una paga de compensación por la pérdida de poder adquisitivo; la financiación de las elecciones autonómicas; y la creación de escalas de

El inicio de la campaña estuvo presente en la sesión, con la emisión de proclamas con tinte electoral, tanto por parte del Gobierno como de la oposición, aunque predominó una cierta distensión, con un clima de «fin de curso», en el que se produjeron no pocas anécdotas sobre el futuro de no pocos diputados, pendientes de la remodelación del mapa electoral gallego en las próximas elecciones.

El primero de los textos legislativos, que no dio lugar a debate, siendo aprobado por unanimidad, establece la concesión de un suplemento de crédito por importe de 778.878.266 pesetas al presupuesto de gastos de la Comunidad Autónoma, para abonar una paga, no consolidable, que compense al personal de la Xunta de la pérdida de poder adquisitivo. El citado suplemento se financiará a través del incremento que se produzca en el cálculo del gasto equivalente de 1989 en la liquidación definitiva de la participación de la Comunidad Autónoma en los ingresos del Estado.

Mayor polémica creó la aprobación del proyecto de ley por el que se concede un crédito extraordinario para atender los gastos de las elecciones al Parlamento de Galicia, por un importe de 705.964.182 pesetas, que fue aprobado con los votos de todos los grupos de la Cámara, salvo el de los diputados «independientes» Carlos Mella y Luis Cordeiro, ofendidos por una ironía del portavoz socialista Ceferino Díaz, que se refirió a la postura abstencionista de estos dos diputados durante el trámite en comisión y que atribuyó a su escaso interés por presentarse a los comicios.

### Prepotencia

Cordeiro, una de las cabezas lúcidas de la Cámara, no desperdició la ocasión para aclarar que su postura obedece a la trayectoria de su particular «grupo» político, que incorporó una enmienda, en este mismo sentido, a los propios Presupuestos de la Xunta y que a su juicio fue desechada con actitud «prepotente» por el conse-

personal sanitario al servicio de la Xunta. Los dos últimos puntos previstos en el orden del día fueron retirados, a iniciativa de Xosé Manuel Beiras, que consideró que el Gobierno había cumplido lo que exigía en una proposición no de ley instando a paralizar la concesión de permiso de instalación de cglulosas; y del Grupo Popular, que dio por explicada la política contra los incendios forestales del conselleiro de Agricultura.

lleiro de Economía. Cordeiro se reafirmó en la actitud abstencionista asegurando que no era lógica la vía adoptada por la Xunta para la aprobación de este gasto. Una postura similar fue defendida por Vázquez Portomeñe que, aún votando a favor de la iniciativa, consideró «electoralista» la aprobación de una ley de este tipo, a las puertas de las mismas elecciones que se pretende financiar.

El crédito se financiará mediante la anulación de remanentes de crédito de los distintos capítulos del Presupuesto de Gastos correspondiente a la financiación básica e incondicionada. El «consello» de la Xunta queda capacitado para que, por propuesta del conselleiro de Economía, antes del 31 de diciembre de 1989, pueda determinar las aplicaciones presupuestarias de los citados créditos.

Aunque la ley que posibilitará la creación de una escala de personal sanitario propio de la Xunta de Galicia fue aprobada por unanimidad, su debate originó una gran polémica entre

los portavoces del Partido Popular y Coalición Galega. Rodríguez Pérez y Sánchez Castiñeiras, que se lanzaron mutuas acusaciones sobre el papel jugado por ambas formaciones políticas en este problema que afecta a unos 3.000 trabajadores de la Xunta que no disponen de sus plazas en propiedad.

Coalición Galega, con los votos del partido conservador en contra, recuperó el texto de la disposición transitoria tercera por la que al personal funcionario que se integre en los cuerpos y escalas y el interino o contratado administrativo se le aplicará el sistema retributivo derivado de la catalogación de los puestos de trabajo que establece la legislación, a excepción de aquellos que ocupen puestos de trabajo retribuidos por el Insalud. Xosé Manuel Beiras consideró, así, que el nuevo texto cumplía las exigencias mantenidas por una de sus enmiendas, que respondía a la exigencia de los sindicatos de explicitar la incorporación de los trabajadores a los equipos de atención primaria.

## Pérez Vidal realizó balance de la segunda legislatura

Santiago (Redacción). Con el descubrimiento de una placa de bronce, el presidente de la Cámara autonómica, Tomás Pérez Vidal, inauguró ayer, de forma oficial, el Palacio del Hórreo como sede definitiva del legislativo gallego, en el transcurso de un acto al que asistieron las primeras autoridades civiles y militares, incluido el presidente de la Xunta y los capitanes generales, así como numerosos alcaldes y personalidades de la vida política y cultural de Galicia.

Aunque el edificio viene siendo utilizado desde la pasada primavera, su inauguración pone punto final a un año y siete meses de trabajos, desde que comenzaron las obras de remodelación del viejo Cuartel del Hórreo, en las que se han invertido 1.571 millones de pesetas, 500 más de los previstos.

La inauguración consistió en una sencilla ceremonia, celebrada a medio día de ayer, en el vestíbulo principal del edificio, en el transcurso de la cual el obispo auxiliar de Santiago, Ricardo Blázquez, bendijo las instalaciones y el presidente del Parlamento, Tomás Pérez Vidal, pronunció un discurso en el que hizo balance de la labor efectuada por la Cámara durante la segunda legislatura, momentos antes de iniciar el último pleno de este periodo.

El presidente lamentó que no se hubiese logrado un acuerdo para el nombramiento del «Valedor do Pobo» y para la constitución del «Tribunal de Contas», instituciones reguladas por leyes de este Parlamento y que quedarán para la próxima legislatura.

En el aspecto legislativo, jun-



Las primeras autoridades gallegas estuvieron presentes en la inauguración oficial del Parlamento

to a las leyes de desarrollo básico, sacadas adelante, Pérez Vidal, señaló la aprobación de leyes de marcado acento sectorial y que tendrán repercusión en la vida del país. En cuanto al control de la labor del Ejecutivo, el presidente de la Cámara afirmó que esta función estaba sobradamente cumplida. «Pódese dicir afirmo que o control ordinario da Xunta foi exhaustivo, abarcando todos os aspectos e problemas xurdidos en Galicia nestes anos. Ademais como control singular precisó, debatiuse e votouse unha moción de censura, convertíndose na primeira que se aproba nun parlamento na recente vida política española».

Por lo que se refiere a la función electiva, destacó la designación de los senadores que representan a la Comunidad Autónoma, así como los distintos consejos electivos y las ternas para magistrados del Tribunal Superior de Xusticia.

Como paso decisivo en el acercamiento del Parlamento a los problemas ciudadanos, Pérez Vidal citó la celebración de actividades de estudio, en comisiones parlamentarias no legislativas y no permanentes, integradas por parlamentarios y personas ajenas al Parlamento, que abordaron materias como las relativas a los incendios forestales y al furtivismo en las rías.

Para Tomás Pérez Vidal,

«abriuse unha nova vía de participación cidadán a través da regulación da iniciativa lexislativa popular», indicando que la suerte corrida por las dos primeras no invalida este canal de participación.

En el discurso del presidente del Parlamento hubo palabras de recuerdo para su antecesor en el cargo, el fallecido Antonio Rosón Pérez, asegurando que había mantenido algunos de los usos parlamentarios por él establecidos. De una parte, la flexibilidad en los tiempos de las intervenciones, evitando, no obstante, el obstruccionismo parlamentario. De otro lado, garantizar la presencia e identidad de las minorías.

Nominal	Sociedad	Cotización en pesetas	Dif.	Máxima del año	Mínimo del año
500	Duro Felguera	1.770	0	2.248	1.700
500	Eleción	5.725	+50	6.300	3.425
500	Esp del Zinc	3.825	-100	4.175	1.625
1.000	Hysa	1.000	Sep18	1.000	1.000
500	Grs Redes Eléc	700	-100	1.000	700
1.000	Ibérica Frio	8.200	Oct9	9.000	6.200
500	Ibérica Mont Ind	1.350	Sep28	1.760	1.300
500	Ib-Mer	3.900	-50	4.200	3.250
5.000	Ind Albarjar	6.500	Sep27	6.800	6.500
500	Ind Besós	2.750	-50	3.325	2.250
500	Lingotes Esp	4.345	Oct9	4.375	3.990
500	Macosa	1.100	-40	1.500	942
500	Metalogem	1.625	-35	1.770	1.290
1.000	Moulinex	10.200	+100	11.250	8.700
500	N Montaña	475	-5	627	420
1.000	Nicolás Correa	6.650	-50	7.000	5.050
10.000	Pesa	6.100	Abx12	6.100	6.100
1.000	Siemens	4.650	0	6.800	4.650
500	Tubacex	1.455	+5	1.665	1.115
1.000	Tycsa	3.790	Sep20	4.200	3.400
500	U Cerrajería	1.665	-35	1.700	685
1.000	Zardoya Otis	11.960	0	13.700	8.750

**AUTOMÓVIL**

500	Bendix Esp	2.505	-10	2.900	2.200
1.000	Citrón Hisp	15.350	-50	17.700	12.000
1.000	Fasa Renault	5.100	-50	5.590	4.250
500	Nissan Mfr Ib	1.055	+5	1.374	1.028
500	Santana	1.295	-20	1.625	1.095
500	Tudor	1.780	0	2.450	1.315

**COMUNICACIONES**

500	Acesa	885	0	990	851
1.000	Antena 3	18.750	+250	18.750	13.200
1.000	Auf More Nost	1.170	0	1.210	930
1.000	E.U.S.A.	3.900	-50	5.400	3.850
500	Est Subterráneos	2.500	0	2.500	2.000
1.000	Europistas	1.140	-10	1.180	980
1.000	Iberpistas	1.180	-10	1.235	1.150
500	Radiotrónica	10.250	-750	11.000	7.800
1.000	Saba	9.800	+50	9.900	5.900
500	Telefónica	1.045	0	1.085	881

**TRANSPORTE**

460	Trans e Inver	1.345	Jul13	1.365	1.343
1.000	Transfesa	2.690	-10	2.840	2.180
500	Tramvías Granada	1.950	+100	1.950	800

**VARIOS**

500	Anaya	11.500	+100	13.050	7.625
500	Erpa	4.350	Oct5	4.375	3.625
1.000	Esting	1.750	Oct9	1.890	1.340
1.000	Incusa	3.650	Sep21	4.000	3.650
1.000	Impsa	3.580	Sep26	5.250	3.540
1.000	Midesa	18.800	0	19.000	16.500
1.000	Noarden Int	2.440	0	3.350	2.160
500	Prim	4.445	0	4.500	2.175
500	Prosegur	4.750	-100	7.000	4.700
500	Rústicas	3.750	Jul18	6.250	3.750
500	Vidrala	4.100	-80	5.350	3.675
1.000	Vieso	8.300	+100	9.300	6.000
1.000	Xey	6.240	-40	6.750	5.300

● Valor que pondera en el índice general  
 ★ Valor que se contrata en el mercado continuo  
**Cotización:**  
 Si está en negrita, fue establecida en la última sesión y el cambio respecto a la anterior se indica en la columna de diferencias.  
 Si está en letra normal, fue establecida en la fecha que figura en la columna de diferencias.  
 Las cotizaciones de acciones, máximos y mínimos anuales están expresados en pesetas.

**EXTRANJERO**

**NUEVA YORK** 2.785,33 (-5,08)  
 Índice Dow Jones

Banco Central 21; Banco Santander 53,875; Telefónica (paquete de tres acciones) 26,50; Endesa 20,375; Banco Bilbao Vizcaya 34,75; Repsol 23,50; Spain Fund 35,875; Alcanal 23,12; Alcoa 78,50; Amax 26,37; AMR 103,50; Abbrand 77,12; ATT 43,37; Amoco 49,37; Asarco 35,82; Atlantic Richfield 107,25; Bethlehem Steel 20,50; Boeing 58,50; Canadian Pacific 23,50; Caterpillar 61,62; Chevron 85,62; Chrysler 24,87; Coca-Cola 69,62; Consed 25,12; Crane 24,37; CSX 36,25; Dow Chemical 100,00; Dupont 122,25; East Kodak 47,87; Exxon 45,62; Ford Motor 52,75; General Electric 58,87; General Motors 48,87; Goodyear 53,25; Honeywell 83,87; Inco Ltd. 34,25; IBM 108,62; ITT 62,87.

**LONDRES** 1.796,7 (-26,2)  
 Índice Financial Times

Bass 974; Bats 829; Boots 277; BP 302; Burmah Oil 635; Coats 150,50; Courtauld 334; De Beers 883; Gec 228,50; Guinness 608,50; ICI 1.156; Lonrho 263; P & O 630; Rothmans 195; Shell 446; Standard Chtrd. 516; Unilever 647; Vickers 235,50.

**PARIS** 477,31 (-0,96)  
 Índice Agafi

Telefónica 55,40; Banco Popular 505; Banco Central 258; Air Liquide 867; Cie Bancaire 649; BSM Gervais 758; Carrefour 3.588; Club Méditerranée 648; Perrier 2.285; Elf-Aquitaine 521; LVMH 4.863; Machines Bullin 94; Michelin 191,30; Moulinex 159; CFP (Total) 522; Peugeot 924; Printemps 781; Roussel-Uclaf 2.480; Philips 148,10; Royal Dutch Shell 445; Shell Transport 45,60; Unilever 478; Salic Alcan 800; Chargeurs Reunis 1.185; Metaleurope 261,70; Schneider 905; De Beers 89,50; General Electric 377; Quilmes 450,10; Bic 808; Hachette 455,50; Legrand 3.850; L'Oréal 4.516; Matra 465,20; Pernod-Ricard 1.518; Case-Ploclair 37,50; La Redoute, 3.939; Thomson-CSF 182.

**MILAN** 691,39 (-1,59)  
 Índice General

Fiat ordinary 11.651; Snia Viscosa 3.115; Pirelli ordinary 3.495; Montedison 2.253; Nuovo Banco Ambrosiano 4.698; Olivetti 5.501; Comit 5.285.

**BRUSELAS** 6.771,96 (-61,90)  
 Índice General

Finoutremer 3.785; Gevaert 8.320; GBL 4.690; Met Hoboken 27.200; Petrofina 12.600; Royal Dutch 2.755; Sidro 2.155; Reserve 3.595; Sofina 13.950; Solvay 14.475; Unilever 2.955; Ebes 4.450; Gib 1.454; Gen Banque 6.000; UCB 16.300; KB 4.700.

**TOKIO** FESTIVO  
 Índice Nikkei

**FESTIVO**

**MERCADO INTERBANCARIO**

Balance del Banco de España, en miles de millones de pesetas

	Anterior	Ayer
Activos de caja (provisional)	5.192,3	5.158,8
Préstamos de regulación monetaria	1.734,6	1.688,4
Resto operac. sist. crediticio e in. financieras	-748,9	-750,2
Billetes en circulación (provisional)	3.756,3	3.764,7
Otros factores	7.962,9	7.983,3

Compraventa simple al contado, por plazos de vida residual, en millones de pesetas

Bonos y obligaciones del Estado	Importe nominal	Tipo medio
Hasta 12 meses		
1 a 2 años	100	13,87
2 a 3 años	50	13,94
Más de 3 años	3.600	13,70

Plazos	Letras del Tesoro		Pagars del Tesoro	
	Importe nominal	Tipo medio	Importe nominal	Tipo medio
Hasta 1 mes				
1 a 3 meses				
3 a 6 meses	329	13,45	58	5,51
6 meses	200	13,42		
6 a 12 meses	5.966	13,32		
1 año	6.725	12,98	152	5,42
12 a 18 meses				

Operaciones de compraventa con compromiso, en millones de pesetas

Plazos	Bonos y obligaciones del Estado		Letras del Tesoro		Pagars del Tesoro	
	Importe efectivo	Tipo medio	Importe efectivo	Tipo medio	Importe efectivo	Tipo medio
Día a día						
2 a 5 días						
1 semana						
15 días						
1 mes						
2 meses						
3 meses						
6 meses						
1 año						
Totales	14.261		151.859		86.375	

Mercado de dinero. Operaciones de depósito interbancario, en millones de pesetas

Plazos	Importe negociado	Tipo de interés		
		Medio	Máximo	Mínimo
Día a día				
2 a 5 días				
1 semana				
15 días				
1 mes				
2 meses				
3 meses				
6 meses				
1 año				

Operaciones de regulación de liquidez, en miles de millones de pesetas

Plazo	Fecha	Importe	Tipo marginal	Tipo medio
Subasta de préstamos				
Préstamos ayuda liq.				
Compras deuda				
Ventas deuda				

**MERCADO DE LAS SOCIEDADES MEDIADORAS CON PAGARÉS DEL TESORO**

(Importe en millones de pesetas. Tipos medios ponderados)

Plazos	Letras del Tesoro		Pagars del Tesoro		Pagars de empresa	
	Importe	Tipo	Importe	Tipo	Importe	Tipo
Día a día	2.521,0	13,02	8.720,5	11,92		
1 semana	445,0	12,44	1.461,0	8,24		
1 mes	858,0	12,93	80,5	4,88		
3 meses	16,0	13,05	26,0	4,98	158,6	14,37
6 meses	11,0	13,35	46,0	5,01		
12 meses	86,0	12,95	33,0	4,92	18,5	13,82
18 meses			138,0	5,18	325,0	13,80
Más de 18 meses						

**PRECIOS DEL SEGURO DE CAMBIO**

(Exportación e importación. Precios de apertura)

	1 mes	2 meses	3 meses	6 meses
Dólar EE UU	120,20/35	120,71/88	121,28/45	122,83/03
Marco alemán	63,76/86	64,06/18	64,41/52	65,31/44
Libra esterlina	187,42/75	187,25/62	187,09/47	186,62/08
Franco francés	18,77/80	18,83/86	18,90/93	19,08/12
Franco suizo	73,01/15	73,37/53	73,77/93	74,81/00
Florin holandés	56,49/59	56,73/84	57,08/18	57,81/04
100 Francos belgas	302,70/30	303,90/56	305,17/99	308,64/97
100 Liras italianas	8,66/68	8,67/69	8,68/70	8,72/74
100 Yenes japoneses	84,15/32	84,69/88	85,29/49	86,84/08
Corona noruega	17,15/18	17,19/22	17,23/27	17,34/38
Corona sueca	18,50/53	18,53/56	18,56/60	18,65/70
Corona danesa	16,32/35	16,36/40	16,41/45	16,55/59

**CAMBIOS DE MONEDA**

	BILLETES (SEMANAL)		DIVISAS (DIARIO)	
	Comprador	Vendedor	Comprador	Vendedor
1 Dólar EEUU (1)	117,42	121,82	119,617	119,917
1 Dólar EEUU (2)	116,25	121,82		
1 Dólar canadiense	99,61	103,35	101,864	102,118
1 Franco francés	18,26	18,94	18,684	18,730
1 Libra esterlina	187,73	194,77	187,497	187,967
1 Franco suizo	70,94	73,60	72,559	72,741
100 Francos belgas	293,52	304,53	301,383	302,137
100 Dracmas griegos	68,31	72,24	71,810	71,990
1 Dirham	11,57	12,02		
1 Marco alemán	61,91	64,23	63,373	63,531
100 Liras italianas (3)	8,45	8,77	8,643	8,665
1 Florin holandés	54,76	56,81	56,130	56,270
1 Corona sueca (4)	18,07	18,75	18,434	18,480
1 Corona danesa	15,86	16,45	16,265	16,305
1 Corona noruega (4)	16,76	17,39	17,093	17,135
1 Marco finlandés (4)	27,18	28,20	27,820	27,890
100 Chelines austriacos	878,55	911,50	900,673	902,927
100 Escudos portugueses (5)	71,20	75,29	74,449	74,635
100 Yenes japoneses	81,79	84,86	83,456	83,664
1 Libra irlandesa (4)	164,80	170,98	168,689	169,111
1 Cruzado (6)	17,93	18,63		
1 Bolívar	2,20	2,31		
100 Pesos mexicanos	3,09	3,21		

- Esta cotización es aplicable para los billetes de 10 dólares EEUU y superiores
- Esta cotización es aplicable para los billetes de 1,2 y 5 dólares EEUU
- Cambios aplicables para los billetes de denominaciones de hasta 50.000 liras inclusive
- Queda excluida la compra de billetes de denominaciones superiores a 100 coronas suecas, 100 coronas noruegas, 100 marcos finlandeses y 20 libras irlandesas
- Las compras se limitan a residentes en Portugal y sin exceder de 5.000 escudos por persona
- El cruzado nuevo equivale a 1.000 cruzados antiguos

**MERCADO FINANCIERO**

**Iniciada la segunda opción de conversión**

La también italiana Fiat parece la segura adjudicataria de Enasa-Pegaso

## El EFIM revisa hoy la viabilidad de la fábrica de vidrio en Ferrol

Roma/Madrid (Agencias). El consejo de administración del grupo estatal italiano EFIM revisará hoy la decisión de su comité de presidencia de declarar inviable el proyecto de la Sociedad Italiana del Vidrio (SIV), controlada por el grupo, de instalar en Ferrol una fábrica de vidrio. Esta decisión chocó frontalmente con el apoyo al proyecto dado por los ministros de Asuntos Exteriores, el socialista Gianni de Michelis, y de las Participaciones Estatales, el democristiano Carlo Fracanzani. Claudio Aranzadi, ministro español de Industria, volvió a negar ayer que haya «ofrecido» a la también italiana Fiat la opción de compra de la Empresa Nacional de Autocamiones (Enasa) como contrapartida de un cambio de postura respecto a la factoría de la SIV, aunque el grupo de Giovanni Agnelli parece el casi seguro adjudicatario de la firma española.

Los dos ministros italianos instaron en los últimos días al comité de presidencia del Ente para la Financiación de las Industrias Manufactureras a respetar el compromiso adquirido por el Gobierno italiano y el Parlamento, quienes habían aprobado las inversiones de la SIV en los próximos cuatro años, que incluyen el proyecto ferrolano.

Los diez miembros del consejo de administración librarán hoy lo que algunos diarios definen como «la batalla por Ferrol» o «la guerra de España», abierta el pasado 29 de septiembre cuando el comité de presidencia del EFIM rechazó el proyecto de la Sociedad Italiana del Vidrio por antieconómico.

La reunión del consejo de administración del EFIM fue solicitada por los cinco miembros que no forman parte del comité de presidencia, quienes han pedido al presidente del instituto, Rolando Valiani, explicaciones de la decisión y han negado la legitimidad de ese órgano para bloquear inversiones ya aprobadas.

### Mancini cede

Las presiones del Gobierno y del partido socialista italiano parecen haber hecho mella en el también socialista Gaetano Mancini, vicepresidente del EFIM y principal opositor al proyecto de Fene, quien ayer afirmó que el comité de presidencia del grupo «nunca dijo que no» a la inversión de la SIV en Ferrol, sino que se había rechazado un proyecto concreto, por el incremento de su coste. Mancini recordó que el informe de inversiones del EFIM «expresaba claramente» la condición que subordinaba el proyecto de Ferrol a un acuerdo con el Gobierno español relativo al aumento de los costes.

«Nosotros jamás hemos dicho no a la inversión en España, ni mucho menos a la reali-

zación del tercer "float" (el proyecto en discusión representa la tercera fábrica de vidrio por el sistema denominado "float" de la SIV), que será seguramente construido, pero con mejores condiciones económicas», indicó Mancini.

El consejero señaló que hoy el comité de presidencia expondrá al consejo las razones de su rechazo, basado en un aumento de los costes del proyecto sobre la inversión inicial a causa de la inestabilidad del terreno donde se construiría la fábrica. El vicepresidente del EFIM señaló que las nuevas negociaciones con el Gobierno español corresponden a la SIV. «Una vez que la sociedad esté en condiciones de elaborar un nuevo plan, nos lo presentará y lo examinaremos», dijo.

En el mismo sentido se pronunció Normando Messina, consejero democristiano del instituto de industrias manufactureras, para quien el comité de presidencia «no dijo no» a



Aranzadi negó que Enasa-Pegaso se haya ofrecido a Italia como contrapartida por la instalación de la SIV en Ferrol, aunque todo parece indicar que la firma automovilística se incorporará al grupo Fiat



Ferrol, sino que ha invitado a la SIV a presentar un nuevo proyecto «económicamente viable» que se situaría también en España.

### La contrapartida Enasa

Los diarios italianos vuelven a vincular el proyecto ferrolano a la oferta hecha por Fiat para comprar la empresa estatal española Enasa, fabricante de los camiones y autobuses «Pegaso». Un portavoz de la Fiat en Roma dijo que «nada tienen que ver ambas cuestiones» y tales versiones son «meras suposiciones». «Nosotros hemos hecho una oferta y esperamos la decisión de Madrid», subrayó.

La ofensiva de las candidatas a incorporarse Enasa se ha intensificado en las últimas horas,

y mientras la sueca Volvo considera la posibilidad de instalar una planta en la cornisa cantábrica (posiblemente el País Vasco) como solución alternativa, Fiat confía ser la adjudicataria, tras una operación que combina imagen y una oferta económica nada despreciable. Claudio Aranzadi, ministro de Industria, volvió a negar ayer que se hubiera ofrecido la empresa automovilística como contrapartida para lograr la instalación de la SIV, y añadió que la venta de Enasa-Pegaso a una de las empresas multinacionales que ahora se disputan la entrada en la sociedad española no se decidirá en los próximos días, y quizás tenga que esperar hasta después de las elecciones.

Casi todos los ofertantes (la

alemana Daimler y la holandesa Daf, además de Fiat y Volvo) parecen dispuestos a equiparar sus propuestas en torno a los 40.000 millones de pesetas. Pero el Instituto Nacional de Industria y el ministerio del ramo exigen, además, un intercambio de participaciones con la sociedad matriz (dentro de la estrategia de la internacionalización del holding público español) y un «paquete» donde se incluyan otras actividades industriales.

Ayer, el rey de Suecia y altos dirigentes de Volvo compartieron mesa con el ministro de Economía y Hacienda español, Carlos Solchaga. Pocas horas más tarde, el administrador delegado de Fiat, Cesare Romiti, se entrevistaba con el ministro español de Industria, Claudio Aranzadi, para exponerle la estrategia del grupo italiano al optar por Enasa. Y aunque algunos medios han ligado la decisión que hoy debe tomar el consejo del EFIM italiano sobre la instalación de la SIV en Ferrol con la adjudicación de Enasa a Fiat, las declaraciones de Aranzadi parecen significar que el pronunciamiento de la Administración española no se hará público por ahora. La opción Fiat, sin embargo, parece gozar de todos los favores.

El grupo italiano que se retiró de Seat («nos echaron»), ha llegado a asegurar algún portavoz, comentando las condiciones en las que posteriormente entró Volkswagen) propone unos 45.000 millones de pesetas, una inversión industrial que podría consistir en la instalación de una nueva planta de automóviles.

## Laxe vincula la instalación de la SIV a otros acuerdos entre España e Italia

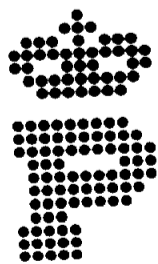
Santiago (Redacción). El Gobierno italiano se ha comprometido ante el Gobierno español a forzar la instalación de la Sociedad Italiana del Vidrio en Ferrol, y la Xunta de Galicia está haciendo todas las gestiones para conseguir la materialización del proyecto, según afirmó ayer ante el pleno del Parlamento gallego el jefe del Ejecutivo gallego, Fernando González Laxe. El presidente ofreció numerosos datos que, a su juicio, confirman el éxito de la ZID de Ferrol.

González Laxe se refirió a las negociaciones mantenidas entre los Estados español e italiano, y dio lectura a una carta del presidente italiano en la que se muestra favorable al proyecto que, en estos momentos, depende de la decisión de la entidad que supervisa las inversiones de las empresas públicas italianas en el extranjero. El presidente de la

Xunta vinculó la autorización de los proyectos de Fiat en España, incluida la adquisición de Enasa, a la instalación de factoría del vidrio en Ferrol.

Mientras Beiras hizo historia sobre las frustraciones de las inversiones transnacionales en Galicia, Camilo Nogueira puso énfasis en la necesidad de ejercer una mayor presión por parte de la Xunta, y Vázquez Portomeñe calificó de propagandísticas las expectativas creadas en torno a este proyecto. Portomeñe indicó que es necesario que el Estado compense a Galicia por haber cargado con más de 50% de los costes del proceso de reconversión industrial en España.

Por su parte, el alcalde de Ferrol, Manuel Couce Pereiro, expresó ayer su confianza en que la fábrica de vidrio se instale definitivamente en la comarca.



PAGARES DEL TESORO

# PAGARES

Nueva emisión al 5,5%

- Fecha de emisión: 20-10-89.
- Fecha de amortización: 19-4-91 (546 días).
- Fecha de presentación de peticiones: Antes de las 12 de la mañana del 18-10-89.

- Valor nominal del pagaré: 500.000 pesetas.
- Precio de adquisición: El 92,201% (461.005 pesetas).
- Importe nominal de la emisión del 6-10-89: 61.903,5 millones de pesetas.



# Los editores aprovechan la Feria de Francfort para apostar por la defensa de los derechos humanos

El escritor disidente checo Václav Havel recibe el Premio Internacional de la Paz

FIETTA JARQUE, ENVIADA ESPECIAL, Francfort. Los editores europeos reunidos en la Feria de Francfort, que se celebra desde el martes en esta ciudad alemana occidental, han querido dejar en claro este año su defensa de los dere-

chos humanos y el proyecto de reforzar las bases para una Europa cultural unida, en su diversidad cultural. La exclusión de Irán de la feria hasta que sea revocada la pena de muerte sobre Salman Rushdie; el Premio de la Paz

otorgado al escritor checo Václav Havel, por su lucha a favor de los derechos humanos, e iniciativas de coedición, como el suplemento *Liber*, como apoyo al debate intelectual europeo, son muestra de ello.

Aunque la Feria de Francfort es un certamen dedicado fundamentalmente a los profesionales de la edición de todo el mundo y a sus contactos comerciales, el primer día de esta 41ª edición se ha visto marcado por acontecimientos culturales y políticos que de alguna manera les conciernen.

Como difusores de ideas que son, en principio, los editores, su reafirmación a favor de los escritores perseguidos, como Rushdie y Havel, ha sido clara y ostensible. Las dos grandes ausencias de estos escritores parecen llenar por el momento el lugar que solía ocupar en anteriores ocasiones algún autor de moda aquella temporada.

## Ser humano emancipado

Durante la ceremonia de inauguración de la Feria el pasado martes, el canciller Helmut Kohl consideró que la Asociación de Editores y Libreros de la RFA no podía haber tomado mejor decisión que la de otorgar a Václav Havel el premio de la Paz este año. "Cuando inauguré la Feria de Francfort hace cinco años, concluí mi discurso con una cita de las cartas que Václav Havel escribió a su mujer desde la prisión en 1982. En ella el escritor se negaba a concebir al hombre 'como un pequeño tornillo en una máquina gigantesca'. En lugar de ello reclamaba 'lo que en cada uno de nosotros es original, como ser humano emancipado capaz de asumir responsabilidad hacia el mundo y por el mundo'. Actuar en la base de este conocimiento era, desde su punto de vista, uno de los propósitos de la existencia humana. Esas pala-



El libro del disidente checo Václav Havel, premio de la Paz, se exhibe en la Feria de Francfort. ASSOCIATED PRESS

bras reflejan conmovedoramente la imagen humana de Havel, una imagen que persigue al hombre como personalidad individual, como una criatura capaz de ser libre y responsable", dijo Kohl.

Mientras tanto, el autor de *Cartas a Olga*, vió en mayo de este año conmutada su pena de prisión. A Havel le quedaban aún por cumplir cuatro meses de cárcel.

El premio, dotado con 25.000 marcos alemanes, le será entregado simbólicamente el domingo por la mañana en una ceremonia en la iglesia de San Pablo, en Francfort.

El escritor y filósofo francés, André Glucksman, hará el co-

respondiente discurso laudatorio, que será contestado con un texto que envía Havel y que será leído por el actor Maximilian Schell.

El debate ideológico europeo tendrá una nueva plataforma en la publicación *Liber*, que se presentó ayer en la Feria de Francfort. Es la publicación conjunta del *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la revista literaria italiana *L'Indice*, *Le monde*, *EL PAÍS* y *The Times Literary Supplement*. Se trata de un periódico bimensual que servirá para la difusión de las ideas dominantes en la Europa de hoy.

El horizonte del año 1992 se deja sentir no sólo en iniciativas

como ésta, sino en los esfuerzos de protección al libro que se siguen debatiendo en la Comunidad Europea, como la de otorgarle un precio fijo para el mercado europeo y la máxima reducción del IVA.

Ambos proyectos fueron destacados por Kohl y Jack Lang, ministro de Cultura francés, en la apertura de esta edición de la Feria del libro. Lang no quiso dejar fuera de su discurso la defensa de las películas europeas frente a las norteamericanas, como una reafirmación de su identidad cultural. "Afortunadamente, en el dominio del libro nuestras bases son más sólidas", afirmó Lang.

## 'Liber', un foro de debate europeo

F. J., Francfort

El suplemento *Liber*, publicado ayer en España por *EL PAÍS*, fue presentado anoche en la Feria del Libro de Francfort. En este certamen, el más importante dedicado al libro en Europa, se distribuyeron ejemplares en los cinco idiomas en los que se publica este periódico bimensual, editado también por *Le Monde*, *Frankfurter Allgemeine*, *The Times* y la revista italiana *L'Indice*. Pierre Bourdieu, director del consejo de redacción de *Liber*, afirmó que la revista nace con el deseo de que la comunidad intelectual europea se apropie de él como lugar de debate. Ligeras variaciones en el formato, el papel y la diagramación, son lo único que distinguen las diversas ediciones de *Liber* entre sí. Los contenidos traducidos a los cinco idiomas, así como las ilustraciones y la publicidad se mantienen iguales.

Joachim Fest, historiador y uno de los cinco directores del diario alemán *Frankfurter Allgemeine*, declaró en el acto que fue muy difícil llegar a unificar los criterios. "Las tradiciones culturales de los distintos países que han intervenido en este proyecto causaron muchas dificultades. De todas formas, *Liber* es un experimento, que en conjunto tal vez no tenga mucho que ver con lo que es Europa. Pero, a la vez, cuento con que estas dificultades no cesen, ni lo deseo, porque Europa ha vivido siempre de sus divergencias", afirmó.

El sociólogo francés Pierre Bourdieu, coordinador general de esta revista y único participante desligado del periodismo, confesó en la presentación encontrarse en un momento ambiguo, pero feliz. "No quiero hablar de las posibles reservas con relación a este proyecto que aún pueda tener. La realidad es que tenemos el fruto de un trabajo colectivo extraordinario", dijo.

**SILVER SHADOW®**  
**MESAS DE BILLAR AMERICANO IMPORTADO**  
 Oferta de octubre: Mesa modelo "de lujo, cabeza león", completa.  
 Precio: 330.000 pesetas. Venta-alquiler leasing.  
**BUSCAMOS PARA TODAS LAS PROVINCIAS DE ESPAÑA**  
**DISTRIBUIDORES y/o REPRESENTANTES**  
 Teléfono 96 / 393 05 79. Fax 96 / 369 08 70. Aben-al-Abbar, número 1. Edificio D, oficina 27. Valencia.

**HOY TIENES COMO MINIMO UNA CITA EN VERDI 3 SALAS STEREO**  
 Consulta las carteleras

**ALQUILER DE ORDENADORES**  
 PRECIOS SIN COMPETENCIA

- OPCION DE COMPRA DESCONTANDO CUOTAS ABONADAS
- TRANSPORTE, INSTALACION Y MANTENIMIENTO GRATUITO

**NOBEL RENT**  
 SERRANO, 28-1º D  
 TELF. 402 70 98 - 28001 MADRID

**GRAN TEATRE DEL LICEU**

Dissabte, 14 d'octubre, 21 h.  
 Diumenge, 15 d'octubre, 21 h.

Concert  
**Orquestra Simfònica del Gran Teatre del Liceu**

Programa  
 W.A. Mozart Concert per a dos pianos i orquestra, en mi bemoll major, núm. 10, K. 365  
 A. Bruckner Simfonia núm. 8, en do menor

**Güher i Süher Pekinel, pianos**  
 Director: **Uwe Mund**

Venda anticipada: De 8 a 15 h. els dies feiners i els dissabtes de 9 a 13 h.  
 Venda el dia de la funció: De les 11 a les 13.30 h. i des de les 16 h. fins a l'inici de la funció.  
 Oficina d'Abonaments i Localitats: Carrer Sant Pau, 1, baixos, Tel. 318 91 22.

**CONSORCI DEL GRAN TEATRE DEL LICEU**  
 Informació diària a la cartellera

**teatre lliure**  
 montseny, 47 telefon 218 92 51 08012 barcelona

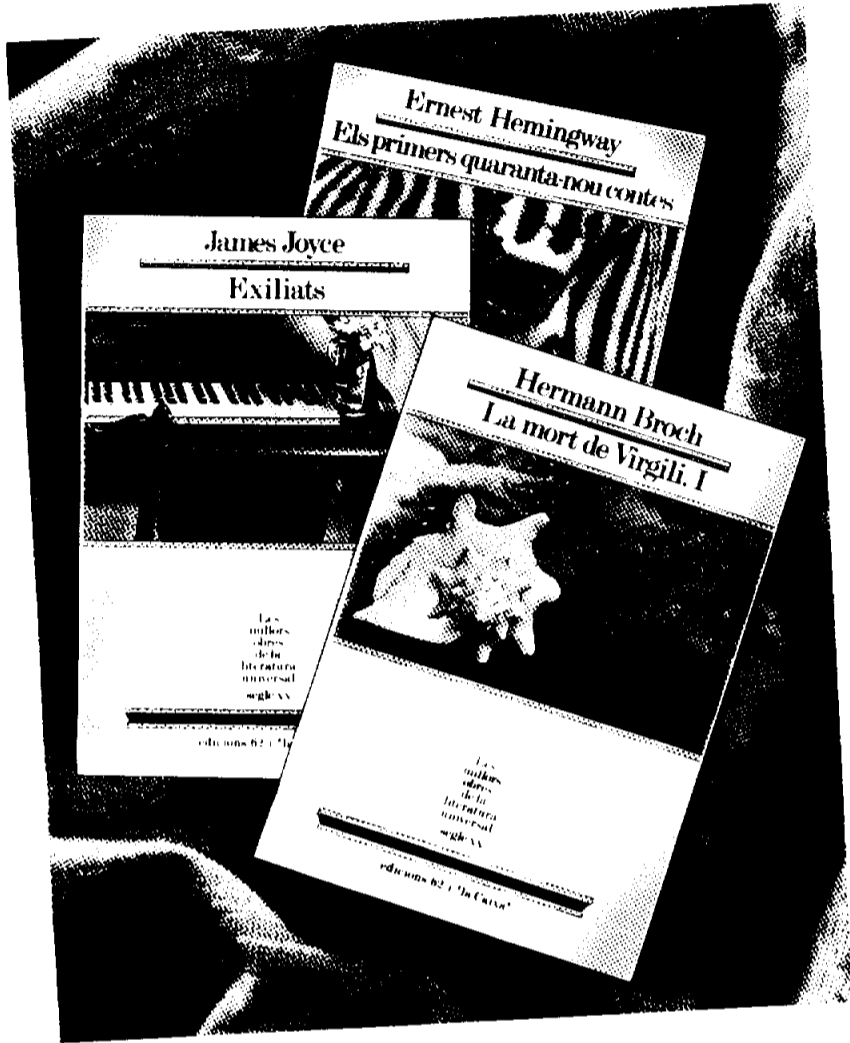
**ai carai!**  
 de Josep M. Benet i Jornet

Enric Arredondo  
 Pau Garsaball  
 Montse Guallar  
 Francesc Lucchetti  
 Santi Ricart

escenografia  
 Fabià Puigserver  
 direcció  
 Rosa M. Sardà

Coproducció Centre Dramàtic Generalitat de Catalunya,  
 TVE Catalunya, Teatre Lliure  
 Fundació Teatre Lliure - Teatre Públic de Barcelona

## MÉS OBRES MESTRES



Aquests són els darrers títols de la col·lecció "Les Millors Obres de la Literatura Universal/Segle XX", que trobarà als quioscos i llibreries. Més obres mestres del nostre segle. Una nova contribució de "la Caixa" i d'Edicions 62 a la literatura.

36 ERNEST HEMINGWAY. *Els primers 49 contes*  
 37 JAMES JOYCE. *Exiliats*  
 38 HERMANN BROCH. *La mort de Virgili*

CAIXA DE PENSIONS  
"la Caixa"

## El Gobierno prepara una ley de incentivos fiscales para proyectos culturales

XOSÉ HERMIDA, Santiago de Compostela  
 El ministro de Cultura, Jorge Semprún, anunció ayer en Santiago de Compostela que el Gobierno prepara una ley de incentivos fiscales para facilitar la inversión privada en proyectos culturales. Semprún hizo esta afirmación en respuesta a las conclusiones del Encuentro de Fundaciones Europeas, clausurado ayer.

En presencia de la reina Sofía y las principales autoridades gallegas, el ministro de Cultura pronunció un discurso de marcado carácter electoralista en el acto final del Encuentro de Fundaciones Europeas en el Horizonte de 1992, celebrado durante los tres últimos días en Santiago. Semprún prometió que si los socialistas ganan las elecciones duplicarán los presupuestos gubernamentales dedicados a Cultura.

Antes de intervenir el ministro, el presidente del Centro de Fundaciones de España, Antonio Sáenz de Miera, leyó la que denominó Declaración de las Fundaciones Europeas en Santiago, dedicada casi íntegramente a poner de relieve "el régimen fiscal desfavorable" que existe en España para estas asociaciones. Esta cuestión centró la mayoría de los debates entre los asistentes al encuentro —más de 200 fundaciones de toda Europa, incluido el Este—, algunos de los cuales auguraron que las fundaciones españolas "colocarían sus carteras en filiales situadas en el extranjero" si antes de 1992 el Gobierno español no modifica su legislación.

Las fundaciones españolas mantienen que no deberían estar sujetas a ningún tipo de impuesto por su patrimonio o por necesidades de registro y que tienen derecho a beneficiarse de los regímenes especiales de tributación previstos por la ley. Pretenden también que las aportaciones que reciben no estén sujetas a gravámenes ni para el donante ni para la propia fundación. Para las organizaciones que mantengan actividades en el extranjero se propone la obligación de declarar en España sus cuentas mundiales "sin perjuicio de las obligaciones fiscales que imponga el país donde actúen".

Semprún se mostró sumamente receptivo a estas demandas y adelantó que en la próxima legislatura los ministerios de Cultura y Economía elaborarán de inmediato una ley de incentivos fiscales para asociaciones que se dediquen a la promoción de la cultura. Estas exenciones, afirmó Semprún, se aplicarán también en el impuesto sobre la renta de las personas que hayan colaborado a título individual con proyectos culturales.

## Vic acoge cerca de 200 actuaciones en el primer Mercat de Música Viva

MIQUEL JURADO, Barcelona  
 A lo largo de la mañana de hoy han comenzado en Vic las actividades del primer Mercat de Música Viva, organizado por el Departamento de Música de la Generalitat de Catalunya en colaboración con el Patronato Municipal de Ferias y Mercados del Ayuntamiento de la ciudad. Las actividades, que comprenden desde cerca de 200 conciertos hasta un cursillo destinado a programadores culturales, se prolongarán durante todo el fin de semana y esperan acoger, en opinión de sus organizadores, a más de 250.000 personas.

"Se trata de la convocatoria musical más importante que se ha celebrado nunca en Cataluña", afirma Víctor Jou, director de la manifestación. "Somos muy optimistas con los resultados porque hemos observado que una convulsión de este tipo era necesaria en el ambiente musical catalán".

Durante estas jornadas, se ha previsto crear un censo exhaustivo del sector, tanto en lo que afecta a intérpretes y creadores como a empresas discográficas, promotores y agentes artísticos.

La parte más visible y espectacular del Mercat de Música Viva será, sin duda, la gran acumulación de actuaciones musicales que se vivirá en las calles de Vic durante todo este fin de semana de forma totalmente gratuita. "En cuatro días se ofrecerán unas 200 actuaciones de to-

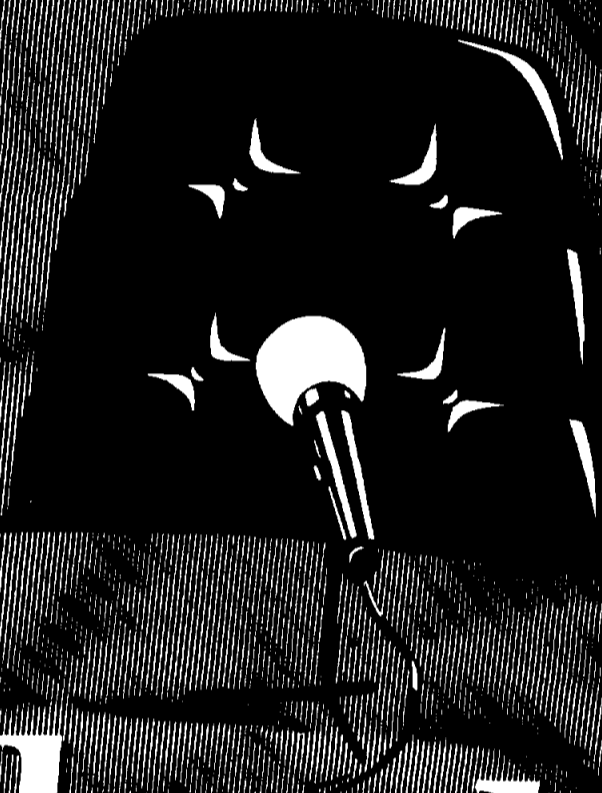
dos los estilos, desde música clásica hasta rock, además de las actividades normales de un mercado de estas características", explica Víctor Jou. Estas actividades normales incluyen una feria de tipo profesional con 40 expositores, distribuidos entre agentes artísticos y editoras discográficas, que acudirán a Vic con el ánimo de dar a conocer sus ofertas entre los posibles compradores, es decir, los organizadores de actividades musicales, esencialmente instituciones públicas.

## Sector en crisis

"La respuesta ha sido muy positiva desde todos los puntos de vista, excepto en el ámbito de la industria discográfica. Hemos observado una crisis profunda en ese sector, ya que de las 30 compañías censadas que editan en catalán la mayoría no existe o no tiene infraestructura que permita tenerlas en cuenta. Es un sector que necesita una reestructuración industrial seria, de lo contrario no podrá seguir adelante".

El presupuesto global del Mercat de Música Viva es de 24 millones de pesetas, a los que sería necesario sumar las cifras simbólicas de las actuaciones musicales —todos los músicos actuarán desinteresadamente— y diversas aportaciones de patrocinadores comerciales. "Existe un gran interés en la Generalitat para que el Mercat se consolide", concluye Víctor Jou.

# Iñaki ya no está en la radio.



# Está donde está la noticia.

Iñaki Gabilondo no está a verlas venir. Sale a su encuentro.

Y se encuentra, cada día, con la actualidad.

"Hoy por Hoy" se transmite, cada día, desde un lugar distinto, aunque sea distante.

Siempre cerca de la noticia.

Y junto a los temas de nuestro tiempo, el humor de cada día, a cargo de Lo que yo te diga y Doña María.

Siga a Iñaki Gabilondo. No para de ofrecer lo último. Y siempre desde la SER, la primera.

**SER**  
RADIO BARCELONA

0 M 8 2 8

La radio. Porque escuchar es de sabios.

# 'President' Macià tendrá fin su monumento en 1990

Generalitat y Ayuntamiento se ponen de acuerdo sobre proyecto. Josep Maria Subirachs realizará la escultura.

CCIÓN

Barcelona. — Francesc Macià, presidente de la Generalitat entre 1933, tendrá una escultura-homenaje en la plaza Catalunya años después del inicio de una campaña popular y 6 años después de que el 'president' Jordi Pujol pusiera la primera piedra de un proyecto escultórico que no se verá a cabo.

Después de años de fricciones y negociaciones mutuas, Generalitat y Ayuntamiento de Barcelona presentaron ayer un proyecto consensado que será realidad en 1990. El escultor Josep Maria Subirachs realizará la obra de homenaje a Macià.

El presidente de la Generalitat, Jordi Pujol, describió ayer durante una conferencia de prensa celebrada en el Pati dels Tarongers las vicisitudes por las que ha pasado el proyecto de monumento a Macià, inauguración frustrada incluida, pero insistió en que "esta película acaba bien". Pujol dijo que el nuevo emplazamiento del monumento —donde hoy se encuentra la copia de la Diosa, de Jo-

sep Clarà— le satisface más que el anterior.

El proyecto titulado *Flama*, que ganó un concurso público en 1982 y que ubicaba el monumento entre las dos fuentes lindantes con la ronda Universidad, ha quedado descartado definitivamente a causa de razones técnicas argumentadas por una comisión de expertos de la Generalitat y el ayuntamiento.

## Reforma urbanística

Luis Armet, primer teniente de alcalde del Ayuntamiento de Barcelona, aseguró que el acuerdo sobre el monumento a Macià "es histórico, institucional y nos llena de satisfacción". Armet agregó que "el monumento no nace como un hecho aislado, sino que se inscribe en una reforma urbanística de capital importancia para Barcelona".

En 1990, se realizará el enlace entre la rambla de Catalunya y la Rambla, una obra de envergadura que mejorará el entorno del centro neurálgico de esta ciudad. Según Armet, cuando la reforma sea un

hecho, "la plaza Catalunya será una plaza de actividad, no de aislamiento". Los arquitectos Albert Viaplana y Helio Piñón son los responsables de la reforma urbanística.

Jordi Pou, miembro de la Comisión Pro Monumento Nacional a Macià, recordó que la petición popular para erigir un homenaje a L'Avi comenzó a negociarse cuando el ya fallecido 'president' Josep Tarradellas todavía estaba en el exilio. "Lo principal —señaló Pou— es que se haga el monumento y que se pueda inaugurar el día de Navidad (fecha de la muerte del 'president' Francesc Macià) de 1990".

El escultor Josep Maria Subirachs recibió el encargo oficial hace pocas semanas, pero ya trabaja en el proyecto y piensa presentar el esbozo definitivo antes de la Navidad de este año. Subirachs dijo ayer que la escultura-homenaje a Macià "será el monumento más importante que se habrá hecho en Barcelona después de la Guerra Civil".

Subirachs se mostró muy satisfecho por trabajar conjuntamente

□ ALVARO MONGE



El escultor Subirachs, prolífico en Barcelona, ha sido el escogido para llegar a un consenso.

con los urbanistas encargados de reformar la plaza Catalunya. En cuanto a la escultura, indicó que "me gustaría hacer algo muy sobrio y austero, como el carácter catalán". Probablemente, utilizará materiales nobles, como piedra y bronce. Subirachs es el autor del monumento a Macià en Vilanova i la Geltrú y de un busto del político catalán que se encuentra precisamente en el Pati dels Tarongers.

□ ARCHIVO



Pujol puso la primera piedra de un monumento que nunca se hará.

## Una 'Flama' que nunca llegó a encenderse en la plaza Catalunya

El emplazamiento del monumento al 'president' Macià ha sido, durante años, un motivo de discordia entre la Generalitat y el Ayuntamiento. La Comisión Pro Monumento Nacional a Francesc Macià y el diario *Avui* catalizaron una campaña que reunió cinco millones de pesetas en cuestión popular y logró la participación de 20.000 catalanes en un concurso público que elegía el monumento definitivo.

En noviembre de 1983, el proyecto ganador, titulado *Flama* y realizado por los arquitectos madrileños Joaquín Vaquero, Luis Beltrán y Javier Casanueva, parecía ya una realidad. El monumento consistía en una cripta de donde salía una *senyera* dibujada en el cielo por cuatro rayos láser. Pujol puso la primera piedra del monumento en un acto de marcado ambiente nacionalista al que no asistió el alcalde

Pasqual Maragall, molesto porque le acusaban de bloquear el proyecto.

El conflicto se reprodujo más tarde por razones técnicas: la bóveda subterránea de la plaza Catalunya amenazaba ruina y el Ayuntamiento de Barcelona consideraba que el proyecto era inviable. Una comisión mixta —mecanismo ya habitual para desencallar los conflictos entre Generalitat y ayuntamiento—

confirmó que no era viable.

Tampoco prosperó la sugerencia municipal de aprovechar una hermosa escultura de Aristides Maillol, *L'acció encadenada*, porque el desnudo de bronce hería susceptibilidades. El encargo final a Josep Maria Subirachs, un escultor bien considerado por todas las partes implicadas, zanja un conflicto que Macià no se merecía.

INSTITUCIONES

## Las fundaciones de Europa buscan para 1992 menos trabas y más ayudas

□ ISABEL BUGALLAL  
Corresponsal

Santiago. — La reina Sofía clausuró ayer en Santiago de Compostela el Encuentro Internacional de Fundaciones que ha congregado durante los tres últimos días en esta ciudad a unos 250 representantes de instituciones europeas sin fines de lucro para debatir sus perspectivas en el horizonte de 1992. La necesidad de una reforma del régimen fiscal de las fundaciones ante la entrada en vigor del Acta Única ha sido la principal conclusión de los representantes españoles, que llegaron a calificar el sistema actual de "incoherente y posiblemente inconstitucional".

El ministro de Cultura, Jorge Semprún, anunció en la clausura que una de las primeras leyes de la próxima legislatura será la que regule los incentivos fiscales para la inversión cultural, y aseguró que la nueva legislación fiscal sobre el IRPF incluirá medidas individuales de exención fiscal que puedan ser en beneficio de la comuni-

del 1% del total del del Estado —en lugar del 0'4% asignado ahora—, y pidió un mayor apoyo de las empresas privadas a este sector, que el pasado año se redujo a ocho millones de pesetas, frente a los mil millones que dedicaron a otras actividades.

El encuentro, el primero de estas características que se celebra en España, concluyó con la que ya se ha bautizado como la Declaración de Santiago, en que se piden a las autoridades europeas y españolas que "tomen medidas pertinentes para apoyar, consolidar y desarrollar las posibilidades del sector no lucrativo y propicien los cambios necesarios en el tratamiento legal y fiscal de las fundaciones, a fin de que el sector voluntario pueda desarrollar plenamente todas sus potencialidades al servicio de los ciudadanos de la nueva Europa".

Un comité de expertos fiscales del Centro Español de Fundaciones, organizador del encuentro, ha elaborado un catálogo sobre el régimen fiscal para estas instituciones, en el que consideran que deben quedar exentos de im-

□ AP



## Un museo de Nueva York venderá 7 lienzos

Nueva York. — El Museo de Arte Moderno de Nueva York ha decidido poner a la venta siete importantes pinturas que hasta ahora se encontraban en su fondo. Dos Picassos, un Monet, un Renoir y tres cuadros de Van Gogh son las piezas escogidas. Del pintor holandés saldrá a subasta el retrato que hiciera de su amigo cartero Joseph Roulin, titulado *Roulin* (en la foto), lienzo pintado en 1888 y que llegó al museo norteamericano tan sólo hace tres meses. — Efe

## Literatura y prensa en los Premis Octubre

Valencia. — *Literatura i mitjans de comunicació* es el tema sobre el que girará el Segundo Encuentro de Escritores que la editorial valenciana Tres i Quatre organiza por segundo año consecutivo en el marco de la celebración de los tradicionales Premis Octubre, que este año llegan a su 18ª edición. Las jornadas, que tendrán lugar entre los próximos días 25 al 28 de este mes, acogerá a autores de todo el ámbito lingüístico catalán y cuentan con el soporte de la Fundació Ausiàs March, la Institució de les Lletres Catalanes y la Associació d'Escriptors en Llengua Catalana.

## Próxima subasta del libreto de 'Madame Butterfly', de Puccini

Barcelona. — El libreto de una ópera firmado por Giacomo Puccini se subastará entre otros objetos en la quinta Feria del Disco de Coleccionista de Catalunya, que tendrá lugar en Barcelona los próximos días 21 y 22 en el Mercat del Born. El libreto, correspondiente a la ópera *Madame Butterfly*, con fecha de 1904, saldrá a subasta con un precio inicial de 400.000 pesetas. En la subasta, coleccionistas de toda Europa podrán pujar por el vestido que Madonna utilizó en el filme *Who's that girl?*, por las gafas que Prince lució en *Purple Rain*, y por el primer contrato profesional del mítico David Bowie con la célebre Marqué de Londres. — Efe

## Próximo simposio sobre Xavier Fàbregas

Barcelona. — El Ateneu barcelonés ha programado para el próximo mes de noviembre un simposio de antropología cultural sobre Xavier Fàbregas, crítico de teatro, historiador y ensayista fallecido en 1985. El simposio sobre Xavier Fàbregas está presidido por el escritor Francisco Candel y cuenta con la intervención, entre otros, de Sebastià Serrano, Joan Brossa, Ignasi Terrades, Llorenç Prats y Maryse Badiou. — E. P.

## Alianza vende la editorial Labor

Barcelona. — La empresa de publicaciones, SA, es la nueva propietaria de la editorial Labor después de que ayer se formalizara la adquisición del 90% de sus acciones, hasta ese momento propiedad de Alianza Holding, a la vez que de su presidente, Diego H. Editorial Labor, fundada en 1925, publica principalmente libros universitarios y técnicos y fue creada hace casi tres años por Editorial. — C. G.

Giacomo Puccini.

# Yomo Toro, el "jívaro" que viu a Brooklyn

L'interpret de "cuatro" actua avui a l'Aliança del Poblenou dins el Festival de Tardor

Donat Putx

◆ BARCELONA. - Ho torna a recordar a l'Amaya, mentre enforquilla uns rovellons: "Fins ara només he actuat una vegada a Barcelona, l'any 81, com a component de la Fania All Stars. Per cert, que un diari va escriure el meu nom *Tomo Yoro*, tu. I jo pensava: 'potser és que en català es diu així...'. A Yomo Toro, o si es prefereix Victor Guillermo Toro Ramos Acosta, sempre li passen coses amb els diaris: "Encara estic tractant de desxifrar què dintre diu un article que em van publicar a Tòquio. Només entenc la foto".

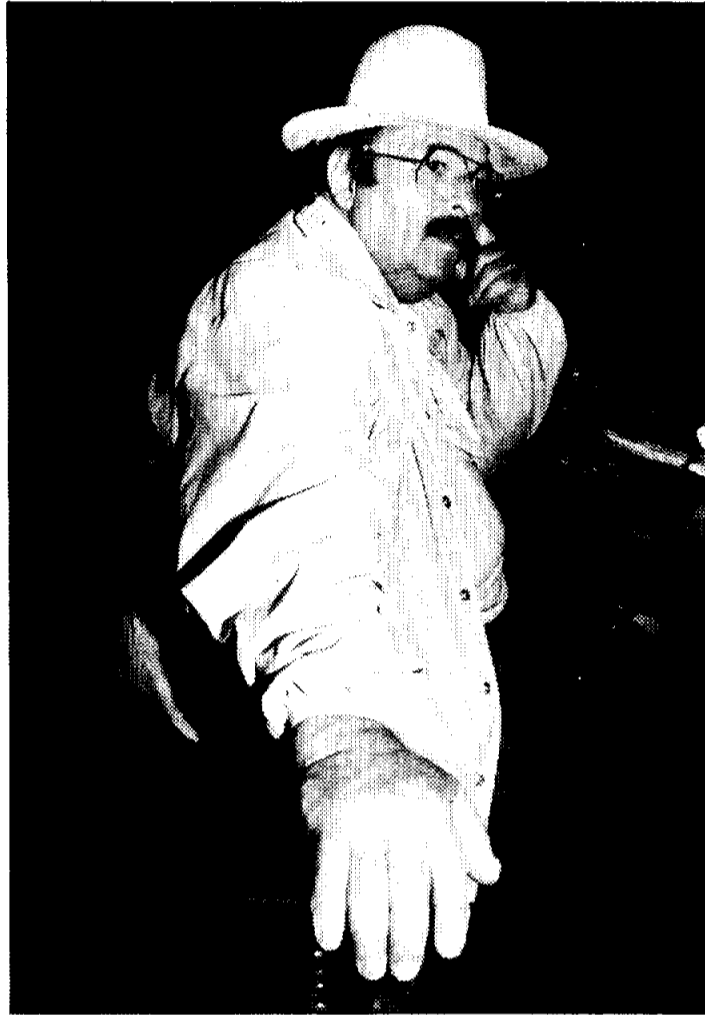
Aquesta vegada no ve com a component de la nova Fania, perquè sap que les segones parts mai són bones. Avui ve al Teatre de l'Aliança -nova entrega del Festival de tardor- per fer a sentir el seu *cuatro*, la guitarra de cinc parells de cordes característica dels *jívaros* porto-riquenys com ell. Farà sentir alguns dels temes del seu darrer àlbum, *Funky jívaro*, un *crossover* entre la cultura musical llatina i l'americana. Més tard arribarà la salsa, el *sabor* que quasi va revolucionar quan, a finals dels seixanta, demostrava al seus amics Willie Colón i Héctor Lavoe que el *cuatro* no té res a envejar a

la guitarra elèctrica.

Encara que ahir al matí es quedés amb un pam de nas quan volia recollir l'equipatge, el senyor Toro no perd el bon humor. Es pot dir que aquest homenet que viu a Brooklyn -"el millor barri de Nova York"- està imparabile. I si algú no s'ho creu que pari atenció al títol del nou àlbum que apareixerà un dia d'aquests: *Toro Bravo*. Una nova entrega de salsa, "però més moderna. La salsa qe Nova York va modernitzar el *son montuno* de Cuba, i ara jo modernitzo aquesta salsa amb més instruments i més efectes. Per fer les mescles de cada cançó hem necessitat set o vuit hores, saps?". Ho fa "perquè vull connectar amb els joves, enganxant el pop i el sabor llatí, i amb algunes lletres cantades en anglès".

"La barreja de la música d'arrel anglo-saxona i la llatina", explica, "ajuda la nostra música, apropa les nacions, desfà el racisme. Perquè a les escoles americanes expliquen qui era Lincoln però no es recorden de Bolívar, eh?". Ell, que ha treballat amb Paul Simon, que s'emociona amb el flamenc, que somriu quan se li parla de David Byrne -el líder de Talking Heads-, sap que aquesta barreja és "*tremenda, chico*".

JOAN GUERRERO



El pròxim disc es dirà "Toro Bravo"



## BARDELONA

► Vols prendre una copa i alguna cosa més? Sopar i alguna cosa més? Trobar-te actors i músics, i alguna cosa més? Passa per Bardelona. Allí sota la vela, actuen els millors clowns\* del món. I el tango aplaudeix. I la sarsuela s'emociona. I la tertúlia segueix trauent a ritme de blues. I alguna cosa més.

\*Del dijous al diumenge.

Sopars a la carta servits pel Gremi d'Hosteleria de la Rambla.

De dimarts a dissabtes, a partir de les 24 h. Diumenges, a partir de les 22'30 h. Dilluns tancat. Carpa Bardelona. Pl. Porta de la Pau.

INFORMACIÓ CARPA BARDELONA

412 29 31

DdB

◆ BARCELONA. - L'editorial Casals prepara, per d'aquí a un any, la publicació de les obres completes de l'escriptor català Josep Maria Folch i Torres, des dels escrits polítics, literaris i teatrals de la primera època de l'autor fins a tota la literatura juvenil, d'una etapa posterior, que el va acabar de consolidar com a escriptor.

El projecte va sorgir del fill de Josep Maria Folch i Torres, Ramon Folch i Camarasa, com "una idea que ell rumiava des de feia molt de temps i que finalment va pro-

## Casals editarà tota l'obra de Folch i Torres

La publicació es preveu per l'any que ve

posar a l'editorial", segons Guadalupe Ortiz, cap d'edicions de Casals. "Serà un procés lent ja que les obres s'han d'unificar ortogràficament, i s'han d'agrupar també per gèneres i per volums", diu Ortiz.

Josep Maria Folch i Torres, que va néixer a Barcelona

l'any 1880, compta amb una extensa producció dedicada sobretot a infants i a adolescents, a més dels escrits polítics i literaris que va escriure en revistes i diaris de l'època. *Biblioteca Patufet*, amb 35 títols, es va iniciar amb les *Aventures extraordinàries d'en Massagran i En Bolevè*,

*detectiu; Pàgines viscudes*, amb 1.200 escrits; la *Biblioteca Gentil*, de novel·la romàntica, amb un total de 49 obres. Folch i Torres va destacar també en el teatre infantil, on va escriure una quarantena de peces en quinze anys. Obres com *Els pastoretts*, *La xinel·la preciosa*, *La Ventafocs* o *El secret de la capsa d'or* van assegurar el seu èxit. El conjunt d'obres completes de Folch i Torres apareixerà amb els mateixos títols que abans i amb les mateixes il·lustracions de Junceda. El que no se sap encara és el nombre de volums que pot ocupar.

## La Fira de Frankfurt té por d'un atemptat

La premsa rebutja anunciar l'obra de Rushdie

Anna Bach / Corresponsal

◆ FRANKFURT. - Mai en els últims anys hi havia hagut tantes mesures de seguretat com en la 41 Fira Internacional del Llibre d'aquest any, que ahir va obrir les portes pel públic en general. L'any passat van visitar la fira del llibre 220.000 persones. Les mesures de seguretat són degudes a la publicació de 70 editorials i la presentació per primera vegada a la República Federal del llibre *Els versos Satànics*, de Salman Rushdie. Hi ha por d'algun atemptat i fins i tot els quatre diaris més importants de la

*ter Rundschau*, de Frankfurt, el *Süddeutsche*, de Munic, i el *Zeitung wel*, de Bonn, van rebutjar un anunci publicitari sobre el llibre de Salman Rushdie.

D'altra banda, l'orientació política a la República Democràtica Alemanya ha continuat caracteritzant el primer dia de la Fira del Llibre de Frankfurt. Els periodistes que hi havia a la conferència de premsa dels editors de l'altra Alemanya estaven més interessats per les manifestacions a Dresden i Leipzig o per les reformes a l'Estat que no pas pels gairebé set mil llibres que es van editar

### EUROCONCERT



### V TEMPORADA

Desembre 1989 -maig 1990  
PALAU DE LA MÚSICA CATALANA  
10 CONCERTS D'EXTRAORDINÀRIA CATEGORIA

Demaneu el PROGRAMA complet i detallat i el rebreu tot seguit a domicili.

Retalleu i ompliu la butlleta i envieu-la a:

EUROCONCERT  
Rambla de Catalunya, 10-0800 / BARCELONA



Nom .....  
1r. cognom .....  
2n. cognom .....  
carrer .....  
núm. .... pis .....  
C.P. .... Població .....



LA MÚSICA CATALANA



Olimpiada Cultural Barcelona '92

Apuntament de Barcelona Generalitat de Catalunya

AMB EL PATROCINI







## LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92

### AVISO PARA ACOMPAÑANTES

La Organización del Encuentro invita a los acompañantes de cuantos participan en las Jornadas, a una excursión el martes día 10.

Se adjunta itinerario previsto, con almuerzo en la Isla de la Toja.

### N O T A:

Rogamos comuniquen a la Secretaría del Encuentro, en la tercera planta del Hostal de los Reyes Católicos, su deseo de participar en esta excursión, a lo largo del lunes día 9.



## LAS FUNDACIONES EUROPEAS EN EL HORIZONTE DEL 92

### EXCURSION PARA ACOMPAÑANTES

Martes día 10

Encuentro  
organizado  
por el  
CENTRO  
ESPAÑOL  
DE FUNDACIONES  
con la colaboración  
de la  
FUNDACION  
PEDRO  
BARRIE  
DE LA MAZA

- 10h. - Salida del Hostal de los Reyes Católicos.
- 10,45h. - Posibilidad de una parada en Padrón para visitar la Casa de la Matanza. Museo Rosa lía de Castro.
- 12h. - Visita al Museo de Pontevedra
- 13h. - Salida de Pontevedra, realizando un recorrido en autobús por su Ría.
- 14,15/14,30h. - Isla de La Toja. Almuerzo.
- 17h. - Salida de La Toja, regresando por Cambados y Villagarcía.
- 19h. - Llegada a Santiago

9 • 10 • 11 • OCTUBRE • 1989  
HOSTAL DE LOS REYES CATOLICOS  
SANTIAGO DE COMPOSTELA